

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN ÉDUCATION

PAR
THOMAS PARADIS

ÉTUDE COMPARATIVE DES MANUELS D'HISTOIRE DU PROGRAMME
D'HISTOIRE ET ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ DE 2006 ET DU
PROGRAMME *D'HISTOIRE DU QUÉBEC ET DU CANADA* DE 2017

JUILLET 2024

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire, de cette thèse ou de cet essai a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire, de sa thèse ou de son essai.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire, cette thèse ou cet essai. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire, de cette thèse et de son essai requiert son autorisation.

*« Pellerin : On peut lire dans les cicatrices sur
l'arbre, l'histoire de l'arbre.
Vigneault : Dans les cicatrices de l'homme, on
peut lire son histoire aussi.
Pellerin : Dans les cicatrices d'un peuple? »*

Fred Pellerin et Gilles Vigneault, 2016

REMERCIEMENTS

Passer d'un gamin dévorant tous les livres d'histoire mis à sa disposition à finaliser la rédaction d'un mémoire de maîtrise en didactique de l'histoire ne se fait pas sans travail, mais surtout pas sans support. Je tiens d'abord à remercier Félix Bouvier, qui a su faire germer chez moi l'idée de mener cette recherche, et ce, même en enseignant à temps plein au secondaire. Un grand merci pour ton support dans cette aventure m'ayant fait découvrir le monde de la didactique et celui de l'histoire nationale. Le tout a certainement su me nourrir intellectuellement et saura aussi le faire dans l'avenir.

Ce travail de longue haleine représentant pour moi, du moins pour le moment, la fin de mes études, je ne pourrais passer sous silence le travail immense de tous les pédagogues, qui au fil de mon parcours, ont su m'outiller. Ces derniers ont aussi su me donner la pique pour les études en nourrissant ma curiosité. Tous les deux pédagogues du quotidien, je tiens à remercier mes parents Annie et Luc, pour qui les livres, les voyages et les formations de tous types ne furent jamais une dépense, mais bien un investissement.

Je tiens aussi à remercier mes amis, ma sœur Sara-Jeanne et ma copine Raphaëlle, qui ont su me supporter lors de ces deux années en me permettant de me sortir de mes semaines chargées afin de me libérer l'esprit. Le tout me fit le plus grand bien et

contribua certainement à mener à bien ce projet. Je souhaite finalement mentionner l'ouverture d'esprit du Collège de l'Assomption et de son personnel, qui virent ces études de deuxième cycle d'un très bon œil et qui m'encouragèrent tout au long du processus en faisant preuve de flexibilité et de bienveillance.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	iii
RÉSUMÉ	ix
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	4
Problématique	4
1.1 Historique de l’opposition entre les écoles historiques	5
1.2 Débat sur le programme Histoire et éducation à la citoyenneté de 2006	10
1.3 Question de recherche	21
CHAPITRE II	23
CADRE CONCEPTUEL	23
2.1 Étude des manuels et des événements historiques liés à la question nationale	15
2.2 Nationalisme	29
2.2 École historique de Montréal	28
2.3 Bon-ententisme	40
2.4 École historique de Québec	37
2.5 Multiculturalisme	45
2.6 Indépendantisme	34
2.7 Fédéralisme	48
2.8 Trame nationale	24
CHAPITRE III	53
Méthodologie	53

3.1 Type de recherche.....	54
3.2 Choix du contenu à analyser.....	57
3.3 Constitution du corpus.....	58
3.4 Collecte de données, traitement et analyse.....	66
CHAPITRE IV.....	86
PRÉSENTATION DES RÉSULTATS.....	86
4.1 La Conquête (La Défaite) de 1760.....	87
4.1.1 Manuels associés au programme de 2006.....	88
4.1.2 Manuels associés au programme de 2017.....	93
4.2 La création des pensionnats autochtones à partir de 1831.....	96
4.2.1 Manuels associés au programme de 2006.....	96
4.2.2 Manuels associés au programme de 2017.....	97
4.3 Les Rébellions des Patriotes de 1837-1838.....	98
4.3.1 Manuels associés au programme de 2006.....	98
4.3.2 Manuels associés au programme de 2017.....	102
4.4 L'Acte d'Union de 1840.....	103
4.4.1 Manuels associés au programme de 2006.....	103
4.4.2 Manuels associés au programme de 2017.....	107
4.5 L'exode des Canadiens français de 1840 à 1930.....	108
4.5.1 Manuels associés au programme de 2006.....	108
4.5.2 Manuels associés au programme de 2017.....	110
4.6 La Confédération de 1867.....	111
4.6.1 Manuels associés au programme de 2006.....	111

4.6.2 Manuels associés au programme de 2017.....	115
4.7 L’Affaire Guibord de 1869.....	116
4.7.1 Manuels associés au programme de 2006.....	116
4.7.2 Manuels associés au programme de 2017.....	117
4.8 Les soulèvements des Métis de 1869 et de 1885.....	118
4.8.1 Manuels associés au programme de 2006.....	118
4.8.2 Manuels associés au programme de 2017.....	121
4.9 La Conscription de 1917.....	122
4.9.1 Manuels associés au programme de 2006.....	122
4.9.2 Manuels associés au programme de 2017.....	124
4.10 Le Refus global de 1948.....	125
4.10.1 Manuels associés au programme de 2006.....	125
4.10.2 Manuels associés au programme de 2017.....	126
4.11 La nationalisation de l’hydroélectricité en 1962.....	126
4.11.1 Manuels associés au programme de 2006.....	126
4.11.2 Manuels associés au programme de 2017.....	128
4.12 La Crise d’octobre de 1970.....	129
4.12.1 Manuels associés au programme de 2006.....	129
4.12.2 Manuels associés au programme de 2017.....	131
4.13 Le référendum de 1995.....	133
4.13.1 Manuels associés au programme de 2006.....	133
4.13.2 Manuels associés au programme de 2017.....	136
Chapitre V.....	138

Interprétation et discussion des résultats	138
5.1 Manuels de 3^e secondaire associés au programme de 2006	139
5.2 Manuels de 4^e secondaire associés au programme de 2006	145
5.3 Manuels associés au programme de 2017	149
5.5 Influence des idéologies sur les manuels	153
CONCLUSION	161
BIBLIOGRAPHIE	164
APPENDICE A	177
GRILLE D'ANALYSE	177

RÉSUMÉ

Société à l'avenir politique incertain où la question nationale prend une place prépondérante dans le débat public, le Québec est le terrain d'un affrontement idéologique d'importance entre les tenants de deux écoles historiques ayant des lectures différentes des temps forts de son histoire nationale. Le bon-ententisme et le nationalisme ont, au fil des décennies, influencé les pratiques dans le domaine de l'histoire et dans celui de la didactique de l'histoire. Cet affrontement a toutefois connu une vigueur inégalée entre 2006 et 2017, alors que le programme *Histoire et éducation à la citoyenneté* (MELS : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 2007) fut accusé de favoriser une lecture bon-ententisme et présentiste, de délaissier l'histoire politique et de mettre à l'écart les références à la nation. S'ensuivit un débat majeur, qui déboucha sur la mise en place d'un nouveau programme d'histoire en 2017 intitulé *Histoire du Québec et du Canada* (MEES : Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, 2017). Ce dernier réintègre les références à la nation tout en mettant de l'avant les grands moments de l'histoire politique et sociale du Québec.

Notre recherche vise à voir comment des temps forts de l'histoire du Québec et du Canada sont traités au sein des manuels scolaires associés aux deux derniers programmes d'histoire nationale au Québec. Une grille d'analyse a été bâtie en choisissant treize événements marquants de l'histoire québécoise touchant au

développement de la question nationale, au nationalisme lui-même ou à des débats idéologiques. Le tout vise à analyser comment les manuels abordent ces épisodes et comment la lecture proposée est influencée par l'une ou l'autre des écoles historiques.

Les résultats montrent l'influence importante du bon-ententisme sur les manuels associés au programme de 2006, alors que les temps forts de la question nationale au Québec ont droit à un portrait très court effaçant pratiquement complètement à certains moments les gestes de violences et les divisions vécues entre les francophones et les anglophones au Canada. Ces manuels d'histoire nationale offrent aussi des dizaines de pages à des pans d'histoire internationale, ce qui laisse moins d'espace pour détailler les réalités québécoises. Les manuels associés au programme de 2017 offrent quant à eux une présence bien plus affirmée de l'histoire politique, sans pour autant délaisser l'histoire sociale. On y retrouve également beaucoup plus de détails sur les événements historiques en général et ce qui entoure le thème de la nation en particulier.

Mots-clés : question nationale, bon-ententisme, histoire nationale, manuels scolaires, nationalisme

INTRODUCTION

De toutes les disciplines enseignées au secondaire, l'histoire est certainement celle qui est la plus susceptible de susciter des débats. En effet, le grand nombre d'interprétations touchant aux moments marquants du passé est propice aux affrontements entre les spécialistes. Par exemple, on peut citer le débat toujours actuel concernant la posture de la France durant la Seconde Guerre mondiale entre la collaboration et la résistance (Cornellier, 2014) ou encore celui de l'héritage de la guerre civile aux États-Unis, qui divise encore profondément la société américaine (Rauline et Conesa, 2017). Le Québec n'est pas étranger à ce phénomène de débats sur les moments marquants de son histoire, loin s'en faut, alors que l'opposition entre nationalistes et bon-ententistes a beaucoup façonné la lecture que nous avons aujourd'hui de notre passé. Les deux écoles de pensée ont su influencer notre vision des grands moments de notre histoire, notamment en raison du fait qu'on retrouve leur lecture des événements dans les manuels scolaires depuis des générations (Bouvier et Courtois, 2021). Cette lutte se poursuit jusqu'à nos jours et a connu des temps forts entre 2006 et 2017, alors que l'adoption du programme *Histoire et éducation à la citoyenneté au deuxième cycle du secondaire* (MELS, 2007) donna lieu à plus de dix ans d'affrontements chez les didacticiens, les historiens et les enseignants, entre autres, sur la ou les façons dont il faut ou faudrait enseigner les épisodes marquants de notre histoire.

La présente recherche vise à voir comment les manuels d'histoire du deuxième cycle du secondaire associés aux deux derniers programmes d'histoire nationale ont traité des événements majeurs du passé québécois. Le premier chapitre permet de se familiariser avec l'affrontement entre les deux écoles historiques au Québec, mais également avec la controverse touchant au programme de 2006 et le débat qui s'ensuivit. Le second chapitre offre un résumé des principaux concepts entourant le débat sur l'enseignement de l'histoire nationale au Québec. Le troisième chapitre présente la méthodologie utilisée lors de la recherche. Le quatrième offre les résultats trouvés au sein des manuels. Le cinquième chapitre interprète ces résultats afin d'en tirer des conclusions quant à la façon dont les événements marquants de l'histoire du Québec sont abordés. La conclusion vient rappeler les résultats obtenus, puis les replace dans le contexte du débat constant touchant la discipline historique et son enseignement au Québec.

CHAPITRE I

PROBLÉMATIQUE

1.1 Historique de l'opposition entre les écoles historiques

Au Québec, la discipline historique est marquée au moins depuis le XIX^e siècle par un affrontement idéologique opposant une vision nationaliste, qui, par définition, tend à mettre de l'avant les particularités culturelles de la nation québécoise, à une autre qui est qualifiée de bon-ententiste et qui cherche le compromis et la bonne entente entre le Québec et le reste du Canada (Bouvier, 2002; Bouvier et Courtois, 2021). Ainsi, cette section propose d'abord un aperçu des tensions ayant eu cours entre ces deux idéologies. Ensuite, nous effectuons un retour sur le plus important débat ayant entouré l'enseignement de l'histoire au Québec qui débute en 2006. S'ensuit une présentation de la pertinence de l'étude de manuels scolaires et d'événements importants entourant la question nationale dans le contexte de ce débat idéologique, puis nous terminons par la question de recherche.

Le débat entre bon-ententistes et nationalistes est clairement enraciné dans le paysage de l'enseignement de l'histoire au Québec. L'influence de ces idéologies dépasse même les barrières de la discipline historique pour s'étendre aux sciences sociales en général et au monde politique. Cette vigueur dans le débat qui les oppose vient notamment du fait que ces deux idéologies se sont développées chacune de leur côté dans le monde universitaire québécois. Le bon-ententisme est beaucoup associé à l'école historique de Québec regroupée autour de Thomas Chapais et d'Arthur Maheux dans la première moitié du XX^e siècle, puis, surtout, de Marcel Trudel, Jean Hamelin et Fernand Ouellet, tous historiens à l'Université Laval dans les années 1950

et 1960 (Dorais, 2022). Néanmoins, il faut mentionner que ces derniers ne se désignent pas eux-mêmes comme étant bon-ententistes en raison de la connotation négative associée à cette étiquette. Le nationalisme s'est quant à lui fait connaître à l'Université de Montréal autour des historiens Lionel Groulx, Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet, regroupés pour les trois derniers dans ce qu'on appelle depuis l'école historique de Montréal (Lamarre, 1993).

Cet affrontement entre les deux écoles historiques a grandement contribué à nourrir le débat entourant l'enseignement de l'histoire au Québec, notamment en raison de leur lecture différente des événements (Dorais, 2022). La différence est surtout visible lorsqu'il est question des moments de tensions ou de rupture ayant défini le Québec. Pensons notamment aux Rébellions des Patriotes (1837-1838), à l'imposition des différentes constitutions, aux Crises de la Conscription, mais surtout à la Conquête de 1760. L'interprétation différente qu'offrent ces deux écoles théoriques a grandement marqué le travail des historiens, mais également celui des didacticiens et des concepteurs de programmes d'enseignement de l'histoire nationale au fil du temps (*Ibid.*). En effet, quelle vision de l'histoire faut-il enseigner aux jeunes Québécois? Quelle lecture des événements doit-on leur présenter? Cette question s'est posée maintes fois au fil des années et au fil des programmes. Des recherches menées tendent à montrer que les deux lectures de l'histoire ont su se tailler une place dans les manuels scolaires, mais que le bon-ententisme est l'idéologie la plus influente depuis le XIX^e siècle (Bouvier, Allard, Aubin, Larouche (dir.), 2012). Ainsi,

sachant que ce débat idéologique qui teinte les programmes et les manuels d'histoire est pleinement enraciné au Québec, il est intéressant de voir comment cette dynamique affecte l'enseignement de l'histoire dispensé dans la province au cours des dernières années.

Les débats entourant les choix didactiques dans l'élaboration des programmes d'histoire sont présents depuis le XIX^e siècle, mais ils ont toutefois connu un niveau inégalé entre 2006 et 2017 (Bouvier et Courtois, 2021), tel que mentionné. Avant d'entrer dans la chronologie des événements entourant ce débat, il importe de prendre en considération ce qui le distingue. Comme l'a bien montré le didacticien Alexandre Lanoix dans sa thèse de doctorat publiée en 2015, plusieurs sociétés occidentales ont vécu des débats similaires entourant l'enseignement de l'histoire; ces derniers refont surface en moyenne une fois par génération. En effet, les États-nations occidentaux ont beaucoup utilisé l'histoire pour créer un sentiment national basé notamment sur la mémoire collective. Certains historiens et didacticiens souhaitent donc que l'histoire demeure cette courroie permettant de passer la mémoire et le sentiment national à la prochaine génération. D'autres soutiennent toutefois que l'enseignement de l'histoire doit plutôt servir à permettre à l'élève de développer des habiletés intellectuelles (*Ibid.*).

Ce débat a lieu à bien des endroits en Occident, mais a pris une forme qui lui est propre au Québec. En effet, ce dernier a évolué dans un contexte de nation

minoritaire où l'avenir politique et constitutionnel n'est pas défini. Le Québec n'a effectivement pas signé la constitution de 1982, mais il n'a pas décidé non plus de se doter de tous les attributs de la souveraineté en devenant un pays indépendant. Ainsi, sachant l'importance qu'a l'enseignement de l'histoire dans le développement de l'appartenance à la nation (Bouchard, 2023), une crainte se développe dans la société québécoise concernant l'instrumentalisation de la discipline par les camps souverainiste ou fédéraliste afin d'orienter la jeunesse vers une posture politique qui les avantagerait.

Cette situation est propre au Québec et contribue à donner au débat des prises de position singulières de la part des acteurs. Ces derniers se positionnent à la fois sur l'axe fédéraliste-souverainiste, mais également sur l'axe gauche-droite, ce qui introduit une grande variété de points de vue et un degré de complexité supérieur au débat (Bouchard, 2023). Il n'est ainsi pas possible de montrer le débat ayant eu cours sur le programme de 2006 purement comme l'opposition entre deux camps, sachant que les prises de position se firent sur différents enjeux touchant de près ou de loin au programme *Histoire et éducation à la citoyenneté* de 2006. Une opposition s'est effectivement rapidement développée entre ceux que l'on a pu associer aisément aux souverainistes et plus largement les nationalistes d'un côté, puis des fédéralistes de l'autre. Le tout n'a rien d'étonnant, sachant la place centrale que prend la question nationale dans le débat public québécois, depuis plusieurs décennies. Cet axe idéologique peut donc être considéré comme névralgique, mais il fut loin d'être le

seul. En effet, le professeur en sciences de l'éducation Olivier Lemieux et ses collaborateurs soutiennent même que les acteurs prenant part au débat sur l'enseignement de l'histoire le firent sur au moins un des cinq axes idéologiques présents autour de la controverse et qu'ils identifiaient (Lemieux, Anne et Bélanger, 2017).

Ainsi, entre 2006 et 2017, on voit s'ajouter toutes sortes de visions venant d'historiens, de didacticiens, d'enseignants du secondaire, mais également de professionnels de différents milieux sur toutes sortes d'enjeux, afin de proposer des idées visant à corriger ou à refaire le programme (Bouchard, 2023). Le débat s'amorce avec l'opposition au délaissement de l'histoire nationale au profit d'une histoire pluraliste, qui faisait très peu de place aux temps forts de l'histoire politique québécoise (Bouvier, 2008). Cette opposition entre tenants d'une histoire nationale et d'une histoire pluraliste mettant de l'avant la contribution des groupes minoritaires à l'histoire occupe une place centrale dans la controverse, ce qui justifie que l'on s'y attarde particulièrement dans cette recherche. Cependant, il est important de réitérer que d'autres critiques concernant le programme de 2006 ont contribué à nourrir la controverse, notamment la place qu'occupait l'approche par compétences, l'arrimage de l'histoire à l'éducation à la citoyenneté, ou encore la trame thématique en 4^e secondaire. Afin de mieux comprendre ce débat, ou cette problématique, voici un résumé chronologique des événements.

1.2 Débat sur le programme Histoire et éducation à la citoyenneté de 2006

Le débat entourant l'enseignement de l'histoire au 2^e cycle du secondaire débute en avril 2006, avec la publication d'un texte d'Antoine Robitaille dans le journal *Le Devoir* où il soutient avoir mis la main sur un document de travail présentant les grandes lignes du nouveau programme d'*Histoire et d'éducation à la citoyenneté au deuxième cycle du secondaire*. On retrouve dans ce document les contenus qui seraient abordés par le programme. Robitaille note dans son article que le document de travail réserve une place très limitée aux événements traditionnellement associés à l'étude de l'histoire québécoise, à la question nationale et à ses épisodes de tensions. La période de la Nouvelle-France et les Rébellions des Patriotes n'auraient qu'une place mineure dans le programme, alors que l'Acte d'Union et la Crise de la Conscription de 1917 ne seraient tout simplement pas abordés (Robitaille, 2006). Selon le document publié par le ministère de l'Éducation, ce choix d'approche se fait dans l'espoir de mettre en place une trame narrative moins conflictuelle et politique et en accordant moins d'importance au groupe majoritaire francophone (Robitaille, 2006; Bouvier, 2008). Jean-François Cardin et Jocelyn Létourneau, consultés dans l'élaboration de ce document préparatoire et annonciateur du programme à venir, défendent dans ce reportage une volonté de mettre de côté « une vision misérabiliste » de l'histoire québécoise pour développer une histoire régénératrice et rassembleuse pour le Canada. Selon Cardin, le tout passe par une histoire n'étant pas structurée autour de l'opposition entre francophones et anglophones au Canada (*Ibid.*).

La publication du texte de Robitaille fait sursauter plusieurs professionnels du milieu. Des critiques viennent rapidement s'opposer au projet de nouveau programme. Pendant ces années de débat, mais en particulier en 2006, le programme est surtout attaqué, mais parfois aussi défendu par certains didacticiens de l'Université Laval, en particulier Christian Laville (2006). On assiste alors à une vraie confrontation dans les journaux. Pour en revenir aux événements, à la suite des échanges ayant eu cours dans les journaux après la parution du texte d'Antoine Robitaille, le programme *Histoire et éducation à la citoyenneté* est finalement officialisé en novembre 2006 par le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier. Cette version réajustée, qui fut finalement publiée au début de l'année 2007, n'est pas allé aussi loin dans sa volonté de gommer l'histoire nationale. On y retrouve en effet les termes de « Conquête » et de « Nation ». Le programme vient donc en partie diluer les volontés de base de mettre en place une histoire plus rassembleuse qui se ferait sans référence à la nation. La version officielle du programme publiée en 2007 met toujours de l'avant une étude chronologique de l'histoire en 3^e secondaire et une analyse thématique en 4^e secondaire (Bouvier, 2008). Cette approche est toutefois sujette à de nombreuses critiques, la principale étant que certains craignent que la répétition de la trame chronologique vue sous différents aspects thématiques de société en quatrième secondaire lasse les élèves à longue et que ces derniers finissent par perdre de l'intérêt pour l'histoire.

Un second élément de critique de ce programme de 2006 *Histoire et éducation à la citoyenneté*, est le fait que l'histoire est solidement arrimée à l'éducation à la citoyenneté, soit un thème disciplinaire qui fait grandement débat dans le milieu en raison du fait qu'il rend pour plusieurs l'étude de l'histoire beaucoup trop utilitaire et présentiste (Rioux, 2008). Le fait que le programme arrime l'histoire à l'éducation à la citoyenneté est perçu comme une façon de faire perdre de l'importance à l'étude de l'histoire. En d'autres mots, l'histoire n'a plus de valeur suffisante à elle seule et ne doit être utilisée que comme un outil parmi tant d'autres pour former des citoyens dotés d'un esprit critique (Éthier *et al.*, 2017).

Ainsi, même après la publication du programme officiel de 2006, qui apporte certains changements en comparaison avec le document de travail initial révélé par Robitaille, bien des historiens, des didacticiens et des enseignants du secondaire décident de s'opposer à ce programme d'histoire. Ils le font notamment par l'adoption d'une résolution, votée à l'unanimité, lors du congrès de la Société des professeurs d'histoire du Québec de 2007, qui demande une réintégration de la trame nationale au sein du programme d'histoire du 2^e cycle du secondaire (Bouvier, 2008). Le travail de contestation du programme de 2006 est aussi mené par la Coalition pour l'histoire, un regroupement d'intellectuels créé en 2009 et qui est associé à des groupes de la société civile sensibles au nationalisme et proche de la Société des professeurs d'histoire du Québec (SPHQ). La création de la Coalition pour l'histoire amorce une nouvelle phase dans le débat, alors que ses contestations débouchent sur la mise en

place d'un comité ministériel, en 2013, présidé par Jacques Beauchemin et Nadia Fahmy-Eid, qui doit réévaluer le programme de 2006 (Lemieux, 2021). Il est à noter que ce comité est créé dans une période de changement politique, qui correspond à la fin du règne des Libéraux de Jean Charest (2003-2012) et à l'arrivée au pouvoir du gouvernement péquiste de Pauline Marois (2012-2014).

Le rapport Beauchemin-Fahmy-Eid intitulé *Le sens de l'histoire* est finalement publié en 2014. Ce dernier reprend plusieurs des recommandations de la Coalition pour l'histoire (Lemieux, 2021) et suggère l'élaboration d'un nouveau programme d'histoire en 3^e et 4^e secondaire. Le rapport propose notamment la mise en place d'une trame chronologique sur deux ans, avec une division en 1840, avec comme prisme la question nationale, ainsi que la conciliation de l'histoire politique et de l'histoire sociale (Beauchemin-Fahmy-Eid, 2014a). Bien que le rapport soit bien accueilli par le camp nationaliste et par la Coalition pour l'histoire, la défaite Pauline Marois en 2014 et le retour au pouvoir des Libéraux, cette fois menés par Philippe Couillard, sème la crainte chez les opposants au programme de 2006. En effet, les Libéraux étaient opposés à tout changement au programme de 2006 sous l'époque Charest, ce qui pourrait mener le gouvernement Couillard, guidé par un fédéralisme assumé, à tabletter le Rapport Beauchemin-Fahmy-Eid. Le ministère de l'Éducation, alors dirigé par Yves Bloduc, décide toutefois de donner suite aux recommandations du rapport *Le sens de l'histoire* (Beauchemin et Fahmy-Eid, 2014a). Ce rapport mène à la mise en place d'un nouveau programme d'histoire en 2017 intitulé *Histoire du*

Québec et du Canada (MEES, 2017), qui reprend en grande majorité les conclusions et les orientations issues du Rapport Beauchemin-Fahmy-Eid. À sa publication, le programme est l'objet de certaines attaques, cette fois-ci surtout en provenance de la communauté anglophone, qui voit dans le retour de la trame nationale une tentative de réduire la visibilité de leur contribution à la société québécoise (Nadeau, 2016). D'autres, notamment Christian Laville de l'Université Laval, voient dans le retour de la trame nationale le triomphe des nationalistes conservateurs, ainsi que la mise au rencart d'une histoire vraiment inclusive pour adopter une approche poussant un agenda indépendantiste (Laville et Dagenais, 2016).

Comme on peut le constater, les critiques viennent des défenseurs du programme de 2006. Elles sont néanmoins beaucoup moins nombreuses, en comparaison avec ce qui s'est produit entre 2006 et 2014, tout particulièrement. Plusieurs acteurs associés aux deux tendances affirment que le programme *Histoire du Québec et du Canada* consistait en un bon compromis entre les visions des deux écoles historiques tout en réintroduisant la trame nationale (Bouchard, 2023). Le débat s'estompe donc presque entièrement à partir de 2017 en raison de l'accueil généralement favorable réservé au programme *Histoire du Québec et du Canada*, en particulier chez ses enseignants, mais l'opposition entre nationalistes et bon-ententistes sur l'enseignement de l'histoire demeure présente, sachant que ces deux idéologies sont fortement enracinées dans le paysage de l'enseignement de l'histoire au Québec et de son histoire proprement dite. Ce débat occupe cependant moins

d'espace médiatique et se poursuit davantage dans les milieux universitaires et intellectuels.

Sachant que le programme de 2017 est considérablement différent de celui de 2006, nous pensons ou avons comme hypothèse de base que les manuels qui en découlent sont affectés par ce changement. Nous souhaitons ainsi comparer les manuels issus des deux programmes. La place réservée à la question nationale et aux moments ayant marqué le Québec constitue notre porte d'entrée afin d'établir des comparaisons touchant à plusieurs événements. Nous cherchons à savoir comment les manuels issus des deux programmes ont traité des temps forts de l'histoire du Québec et du Canada? Bien entendu, cela nous pousse à relever au fil de notre analyse l'influence de différentes idéologies sur le choix des contenus et la façon dont ils sont présentés.

1.3 Étude des manuels et des événements historiques liés à la question nationale

La présente section vise à expliquer ce qu'est un manuel scolaire et quel est l'intérêt derrière leur étude, en particulier dans le contexte de ce débat idéologique. Les manuels scolaires sont des ouvrages offrant une multitude de notions relatives à une matière et qui sont souvent créés de manière à respecter un programme de formation (Office québécois de la langue française, 2004). Les manuels scolaires sont souvent conçus de manière à s'adresser aux enseignants autant qu'aux élèves (Gerard et Roegiers, 2009). Ils possèdent plusieurs fonctions relatives à l'élève, dont celles de

transmettre des connaissances, de développer des compétences à l'aide de méthodes, de consolider des acquis et de les évaluer, souvent de manière formative. Du côté enseignant, les manuels servent notamment d'ouvrage de référence dans la conception de cours (*Ibid.*). Bien que les manuels ne soient pas des transcriptions directes des volontés des programmes de formation, puisqu'ils sont faits par des maisons d'éditions et non pas par le ministère, ils sont souvent vus comme tels par les enseignants (Vargas dans Lebrun, 2006).

Les manuels d'histoire ont la réputation d'être « un terrain de prédilection des affrontements idéologiques » (Aubin, 1997, p. 29). Que ce soit en raison des volontés de certains acteurs canadiens comme la fondation *Historica* d'imposer un manuel unique pour l'ensemble de la fédération (*Ibid.*; Lanoix, 2007) ou de l'opposition présente au Québec entre les lectures nationalistes et bon-ententistes de l'histoire (Bouvier et Courtois, 2021), les manuels dans le domaine de l'histoire sont effectivement sujets à des polémiques et à de vifs échanges entre les spécialistes du domaine. Cet aspect de controverse entourant le choix et la manière de présenter les contenus est assez propre à l'enseignement de l'histoire, sachant que la discipline entretient des liens de proximité avec le politique (Lebrun, 2007). Ainsi, dans un régime démocratique comme celui présent au Québec, la création de manuels devient une occasion de rendre publics les débats sur l'histoire. Cela mène aussi à des échanges afin de savoir s'il faut ou non consulter les historiens dans ce processus de création de manuels et si oui, de s'interroger sur la façon de faire et sur l'angle à

adopter. Les manuels participent aussi à la reproduction des modèles identitaires auprès des jeunes générations, ce qui est un enjeu sensible susceptible d'occasionner des débats houleux, comme ce fut le cas au Québec entre 2006 et 2017. Dans un régime autoritaire, le manuel scolaire devient un moyen de diffuser l'idéologie officielle aux jeunes générations par une lecture de l'histoire qui avance et défend le récit soutenu par les dirigeants. La production de manuels d'histoire est donc indivisible de la situation politique dans laquelle elle évolue.

Les manuels scolaires sont également des témoins des pratiques didactiques, pédagogiques, sociales, culturelles et politiques qu'une société juge pertinents à un certain moment de son histoire (Verdelhan-Bourgade, 2007). L'utilité d'une étude des manuels se trouve donc dans l'analyse des pratiques didactiques d'une société à une certaine époque, ce qui permet de mieux comprendre la société en question et ses façons de faire dans cette discipline. Une étude de manuels venant d'époques différentes permet de comparer et surtout de voir l'évolution du choix des contenus et de la manière dont ils sont traités (Wagnon, 2019).

La pertinence de l'étude des manuels ne fait toutefois pas l'unanimité chez les didacticiens. Certains spécialistes du domaine, parmi lesquels on peut nommer des chercheurs au Québec comme Christian Laville, accordent effectivement peu d'importance à l'étude des manuels. Ils affirment que ces derniers ne traduisent de toute façon pas assez bien les volontés de base du programme (Bouchard, 2023). À

notre avis, une telle étude est au contraire plus que pertinente, puisque, d'une part, les manuels que nous analysons sont approuvés par le ministère, ce qui témoigne d'un respect de l'esprit du programme. D'autre part, les manuels sont des outils fréquemment utilisés en classe par les enseignants et par les élèves, comme en témoigne une étude d'Emmanuel Charlebois menée en 2012 montrant que 85% des enseignants du secondaire sondés les utilisent au moins un cours sur neuf et que 50% vont même jusqu'à les utiliser un cours sur trois (Charlebois, 2012). Ces données témoignent de l'importante utilisation de ces outils en classe et justifie qu'on en étudie la vision de l'histoire que l'on met entre les mains des enseignants, mais également des apprenants. Dans un contexte de débat idéologique, ce travail d'analyse devient encore plus pertinent en raison de la fenêtre qu'il nous ouvre sur l'influence exercée par chacune des écoles historiques sur les manuels qui sont ensuite utilisés dans les classes. En effet, le programme de 2017 est différent de son prédécesseur, notamment en raison de la réintroduction nettement plus sentie de la trame nationale. L'étude des manuels nous permet donc de voir comment ce changement s'est concrétisé ou non au sein de ces outils utilisés par les enseignants comme par les élèves.

Une analyse semblable a déjà retracé l'évolution des programmes et des manuels d'histoire, et ce, du XIX^e siècle à aujourd'hui, étude dirigée par Félix Bouvier et Charles-Philippe Courtois, en 2021. Cette dernière a permis de voir que les manuels ont subi des influences variées du bon-ententisme ou du nationalisme au

fil des époques. Durant le XIX^e siècle et jusqu'au début du XX^e siècle, la lecture bon-ententiste de l'histoire canadienne est la norme, sans oublier toutefois l'importance à partir de 1845 de l'historien national François-Xavier Garneau. Ce dernier, en tant que premier historien national, est à l'origine de la lecture nationaliste. Ensuite, l'entre-deux-guerres correspond aux prémices des écoles historiques de Montréal et de Québec, qui se mettent en place respectivement par les travaux de Lionel Groulx (1920) et de Thomas Chapais (1919). Les années 1950 et 1960 dans le milieu de l'histoire au Québec sont associées au développement de l'école de Laval regroupée autour de Fernand Ouellet, Jean Hamelin et Marcel Trudel et de l'école de Montréal concentrée autour de Maurice Séguin, Michel Brunet et Guy Frégault. Puis, l'opposition idéologique entre le bon-ententisme et le nationalisme s'ancre définitivement à partir de 1966, alors que le *Document C* mis en place par le gouvernement du Québec vise à rendre plus scientifique l'enseignement de l'histoire au secondaire (Allard, dans Bouvier et Courtois, 2021). Les deux idéologies influenceront des manuels scolaires publiés de 1966 à 2006. Certains manuels proposent une comparaison des deux lectures des événements de tension entre francophones et anglophones comme la Conquête, mais tous les manuels finissent par avoir un penchant pour une des deux écoles historiques. Il est toutefois à noter que l'école de Montréal est la plus influente lors de cette période, mais que son influence décroît à partir de 1982 au profit du bon-ententisme (Bureau, dans Bouvier et Courtois, 2021b).

Cet important travail d'analyse de Bouvier et Courtois a permis de collecter une foule d'informations sur l'influence du bon-ententisme et du nationalisme sur les manuels d'histoire du secondaire. Cet exercice se terminait toutefois avec les manuels de 2006 et ne s'est donc pas penché sur les manuels issus du programme de 2017. Nous décidons donc d'analyser les différences évoquées, mais seulement entre les manuels issus des deux programmes les plus récents. Le tout permet de voir comment les événements marquants sélectionnés de l'histoire du Québec sont traités, mais également quelle en est l'évolution, le cas échéant. Il s'agit de manuels qui ont environ une décennie d'écart. La société québécoise a évolué durant ces années et le débat entourant le programme de 2006 a lui aussi influencé le travail des historiens, des didacticiens et des rédacteurs de manuels durant cette période, pensons-nous.

Notre recherche compare le traitement des événements marquants de l'évolution politique et du nationalisme québécois au sein des différents manuels. À cela s'ajoute l'analyse d'événements liés à l'économie ou à des aspects sociaux. Cela se justifie par les bases mêmes du débat qui ont entouré la mise en place des programmes évoqués d'histoire nationale. Les critiques dénoncent au départ surtout l'absence de certains grands événements de l'histoire politique du Québec, ainsi que la mise à l'écart de la question nationale. Il est intéressant d'étudier comment les événements d'histoire politique ont finalement été traités ou non dans les manuels, mais aussi de comparer avec des événements à caractère socio-économique qui n'étaient pas toujours ou principalement au cœur de la polémique. Cela permet de

voir si le changement de programme a uniquement influencé les événements politiques associés au nationalisme au sein des manuels ou si c'est la présentation de tout le contenu qui a été modifié.

1.4 Question de recherche

La recherche se concentre sur la place réservée aux événements à teneur nationale et politique au sein des deux derniers programmes d'histoire nationale. L'analyse de ces événements marquants de l'histoire du Québec est accompagnée d'événements socio-économiques comparatifs qui touchent de près ou de loin à un affrontement idéologique afin d'obtenir un portrait général du traitement des événements sélectionnés dans les manuels. Nous observons si seulement les événements politiques qui avaient fait polémique lors du débat (2006-2017) ont eu droit à un nouveau traitement ou si cela touche également des événements sociaux et économiques apparentés aux débats idéologiques, aux nations autochtones ou même à l'histoire sociale du peuple québécois. La question qui guide notre recherche est la suivante : comment les manuels d'histoire du deuxième cycle du secondaire traitent-ils le développement d'événements historiques liés à la question nationale ou touchant à des débats idéologiques sur le territoire du Québec ? Nous nous concentrons donc sur les manuels de troisième et de quatrième secondaire issus des programmes de 2006 et de 2017, qui sont scrutés à la loupe afin de déceler comment ils abordent ces événements marquants de l'histoire du Québec. Nous souhaitons ainsi relever les différences et les similitudes entre les manuels issus du programme

Histoire et éducation à la citoyenneté au deuxième cycle du secondaire de 2006 et ceux du programme d'Histoire du Québec et du Canada de 2017, notamment en ce qui a trait à la portée de l'influence de courants idéologiques héritiers des écoles historiques sur ces derniers.

CHAPITRE II

CADRE CONCEPTUEL

Afin de mieux comprendre les deux idéologies qui s'opposèrent lors du débat, ainsi que les deux écoles théoriques qui y sont associées, le cadre conceptuel propose un approfondissement des concepts et des idéologies ayant été au cœur du débat sur l'enseignement de l'histoire s'étant principalement étalé de 2006 à 2017. Ce chapitre définit d'abord le concept de trame nationale, sachant qu'il se trouve au cœur de notre problématique. Le tout est suivi d'une présentation des deux grandes écoles historiques que constituent l'école de Montréal et l'école de Québec. Au sein de ces sections, on retrouve des idéologies associées à ces écoles historiques. La présentation de l'école de Montréal est donc suivie d'une définition des concepts de nationalisme et d'indépendantisme, alors que celle portant sur l'école de Québec est accompagnée d'une description du bon-ententisme, du multiculturalisme et du fédéralisme.

2.1 Trame nationale

Le concept de trame nationale se doit d'être différencié de celui d'histoire nationaliste, bien que les deux concepts sont parfois vus erronément comme des synonymes. Cette ambiguïté les entourant a poussé certains défenseurs du programme de 2006 à soutenir que les tenants d'une trame basée sur l'histoire de la nation seraient en vérité des nationalistes conservateurs souhaitant endoctriner la jeunesse à l'idée d'indépendance du Québec (Dupuis-Déri et Éthier, 2016; Laville et Dagenais, 2016). Il est donc important de réitérer que l'étude de l'histoire nationale est d'abord une façon de travailler l'histoire qui passe par les recherches scientifiques des

historiens. Cette façon de faire de l'histoire est toutefois quelque peu délaissée au cours des dernières décennies chez les historiens universitaires au profit de l'histoire sociale ou économique (Rudin, 2005). En effet, l'histoire nationale est parfois jugée par plusieurs comme étant raciste et xénophobe en raison du fait que ce type d'histoire mettrait, par exemple, uniquement l'emphase sur le groupe majoritaire et délaisserait complètement l'apport des minorités de tous types au développement du Québec ou du Canada, par exemple. Il faut reconnaître que ces critiques de l'histoire nationale sont en partie fondées, si l'on considère l'histoire nationale enseignée au XIX^e, puis dans la première moitié du XX^e siècle ailleurs en Occident (Bouchard, 2023). Ce type de récit mettant l'accent sur la nation et dans certains cas sur sa suprématie a parfois mené à des excès de nationalisme, tout particulièrement en Europe. Cela a contribué à la montée de rivalités entre les peuples, mais également à l'émergence du fascisme et du nazisme. L'histoire nationale y était effectivement instrumentalisée dans un objectif impérialiste afin de montrer aux futures générations la suprématie d'un peuple sur un autre. Ces événements, mais également la volonté de donner une plus grande importance aux diversités ethniques, culturelles et religieuses dans l'historiographie québécoise, ont poussé bien des chercheurs à délaisser l'étude de la trame nationale. Cette tendance est même à l'origine de la volonté de certains historiens et didacticiens de retirer l'histoire nationale des écoles notamment au moment de la confection du programme de 2006 (Bouvier, 2008).

Ainsi, différencions ici quelque peu l'histoire nationale en général de l'histoire nationaliste. L'histoire nationale est naturellement basée sur l'étude de la nation, de son développement et de ses caractéristiques. Le tout passe surtout par le travail sur les grands événements politiques ayant eu une influence notable sur la nation dans son évolution, bien qu'un tel exercice puisse et doit aussi également passer par l'étude de l'histoire sociale, économique ou culturelle (Fecteau, 2011). On cherche alors, en respectant la méthode scientifique, à mieux comprendre la nation au même titre que l'on ferait l'étude d'un phénomène social, par exemple. Des historiens et des chercheurs en sciences sociales comme Gérard Bouchard (2023) voient dans l'enseignement de la trame nationale le vecteur assurant la promotion de valeurs universelles auprès des élèves tout en leur proposant diverses interprétations d'un même événement, afin qu'ils puissent développer leur jugement critique. L'histoire politique est effectivement sujette à une opposition entre la lecture que font différents historiens d'un même événement, comme peuvent l'illustrer les affrontements entre l'école de Québec et l'école de Montréal sur les conséquences de la Conquête (Dorais, 2022).

Le fait d'utiliser cette discipline de l'histoire politique en histoire avec des élèves peut ainsi avoir des bienfaits, si cela se fait de la bonne façon soit en passant par une approche visant une certaine objectivité et la présentation de diverses interprétations d'un même événement (Bouchard, 2023). L'étude de l'histoire nationale au Québec permet alors à l'élève de mieux comprendre les fondements de la

société qui l'entoure et ce qui distingue la nation québécoise des autres nations, que ce soit au Canada, en Occident ou dans le monde. Il est également possible de pratiquer l'histoire nationale tout en ajoutant dans le récit proposé les apports des différentes minorités et d'ainsi en faire un outil d'intégration construit autour de valeurs universelles et communes (*Ibid.*).

L'histoire nationaliste cherche, quant à elle, à instrumentaliser l'histoire afin de développer un discours nationaliste ou d'en faire la promotion. Ce type d'histoire a été utilisée dans le passé afin de soutenir la thèse d'une supériorité nationale, voire raciale. Toutefois, plusieurs ont utilisé l'histoire pour mettre de l'avant un nationalisme civique et inclusif. Les courants et les partis politiques nationalistes ont recouru à l'histoire afin de soutenir la nécessité de leur combat. À titre d'exemple, René Lévesque se basa sur l'histoire du Québec afin de pousser les Québécois à considérer l'idée d'indépendance dans son livre *Option Québec* (1968). Les assises historiques sont utilisées afin de développer un nationalisme civique basé sur une appartenance au territoire du Québec et à sa culture. L'histoire nationaliste n'est donc assurément pas nécessairement xénophobe ou raciste, et elle peut tout à fait être utilisée pour mobiliser ou pour soutenir un discours militant modéré et inclusif. L'histoire nationaliste n'a toutefois pas sa place en classe, surtout à l'ordre d'enseignement secondaire, alors que l'esprit critique des élèves est encore en développement et qu'un discours orienté vers une idéologie pourrait mener à un

endoctrinement. Il va de soi qu'il en va de même, par exemple, pour ce qui est d'une histoire qui promeut une vision fédéraliste ou multiculturaliste.

2.2 École historique de Montréal

Au cours des années 1950, les historiens Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet ont mis de l'avant une lecture de l'histoire du Québec résolument nationaliste, qui constitue aujourd'hui ce qu'on désigne sous le nom d'école historique de Montréal en raison de l'appartenance de ces historiens à l'Université de Montréal (Lamarre, 1993). Le récit historique nationaliste dominant de l'époque est hérité de la pensée de Groulx (Courtois, 2017) et dépeint les Canadiens français comme un peuple ayant miraculeusement survécu à l'assimilation grâce à un repli ayant favorisé la survivance de la langue, de la religion catholique et du mode de vie rural. La nation aurait ensuite réussi à atteindre la normalité par l'entremise du pacte fédératif de 1867, qui lui conférait un État provincial lui permettant l'administration de certains pouvoirs (Bock, 2004). Les historiens de l'école de Montréal voient la situation tout autrement, bien qu'ils s'inspirent de certaines des conclusions de Groulx afin de développer leur propre lecture de l'histoire. Pour eux, la Conquête de 1760 représente une catastrophe, qui vient détourner la colonie canadienne de son parcours normal vers l'émancipation. Cet événement est également la source de l'infériorité économique des Canadiens français et de leur retard dans bien des domaines (Lamarre, 1993). L'Acte d'Union de 1840 confirme la Conquête par la mise en minorité politique des Canadiens, devenant à ce moment des Canadiens

français. Puis, la Confédération vient, quant à elle, sceller leur sort, alors qu'elle les minorise pour de bon dans leur propre pays et les cantonne à n'être majoritaires qu'au sein d'une province (*Ibid.*).

L'école de Montréal a une lecture des événements qui tend à privilégier une analyse de l'histoire politique et nationale du Québec. Ainsi pour ses membres, et particulièrement Maurice Séguin, seule l'indépendance permettrait au peuple québécois de se sortir de cette situation d'infériorité, si tant est qu'elle soit possible (Séguin, 1968). Aux yeux de cet historien, l'assimilation est également peu plausible, ce qui laisse les Québécois dans une situation de médiocrité (Ouellet, 1966). Bien que l'école historique de Montréal, telle qu'elle se présente dans les années 1950 et 1960, n'existe plus, on lui trouve des héritiers, dont les historiens Robert Comeau, Michel Allard, Josiane Lavallée et Charles-Philippe Courtois. Sa pensée nationaliste a également influencé plusieurs programmes et manuels d'histoire au Québec depuis les années 1950 (Bureau, dans Bouvier et Courtois, 2021a), à l'exception notable du programme de 2006, ce qui contribua grandement à développer une controverse autour de ce curriculum. C'est plutôt la vision historique de l'école de Laval, soit le bon-ententisme, qui a dicté les grandes lignes de ce programme.

2.3 Nationalisme

Le concept de nationalisme est central dans cette recherche. Cette idéologie se définit toutefois de plusieurs façons selon les contextes et les époques (Hocq, 2005).

Ainsi, dans le cadre de cette recherche et tel qu'avancé, nous nous concentrons beaucoup sur le nationalisme québécois et sur ses temps forts. Le nationalisme peut être défini comme étant un « courant de pensée moderne qui valorise de façon plus ou moins radicale la nation, sa sauvegarde, son essor, voire sa prédominance » (Boudreau et Perron, 2011). Il est à noter que cette idéologie peut autant être associée au progressisme qu'au conservatisme (Comeau, 1987). Au Québec, le nationalisme a suivi une évolution qui lui est propre.

Au départ, ce courant de pensée a pris la forme d'un nationalisme canadien, mis de l'avant après la Conquête pour faire face à l'occupant anglo-britannique (Bouvier et Courtois, 2021). Les Canadiens, qui pourraient être définis comme les francophones de la vallée du Saint-Laurent, sont dorénavant menacés par les volontés assimilatrices du conquérant et mettent en place une forme de nationalisme visant à préserver les fondements de leur culture, ce qui passe notamment par le maintien de la religion catholique et du régime seigneurial (Sicotte, 2022). Ce nationalisme évolue ensuite vers 1820-1830 de manière à être plus revendicateur en s'inspirant du courant libéral et républicain issu de la Révolution française (*Ibid.*). Les Rébellions des Patriotes de 1837-1838 ébranlent toutefois la société canadienne et son rapport au nationalisme, alors que la répression des Britanniques met fin au rêve canadien de se détacher de l'Empire en mettant de l'avant un régime républicain (Beaudry, 2015).

Ces événements turbulents sont suivis après 1840 par la mise en place d'un nationalisme canadien-français qui se base sur la survie de la nation, de sa langue française et de ses traditions, notamment associées à la religion catholique (*Ibid.*). En effet, à la suite des incendies, des morts, des déportations et des pendaisons vécues dans le cadre des Rébellions, le peuple délaisse le leadership idéologique mené par la bourgeoisie professionnelle pour se tourner vers une autre autorité, celle du clergé catholique. Cette entité étant beaucoup plus conservatrice, il en résulte un nationalisme bien différent, qui est théorisé par François-Xavier Garneau (1845), premier historien national du Québec. Ce dernier commence à écrire dans le contexte suivant le Rapport Durham paru en 1839, qui suggère l'assimilation des Canadiens français et qui voit ce même peuple comme un résidu colonial sans histoire et sans littérature (Lambton, 1839). Le nationalisme de Garneau demeure toutefois quelque peu embryonnaire, par rapport aux bases du nationalisme canadien-français qui sont jetées des décennies plus tard par Lionel Groulx (Bock, 2004; Courtois, 2017). Il est toutefois important de noter que le nationalisme présent au sein du clergé dans la seconde moitié du XIX^e et au début du XX^e siècle ne fait pas l'unanimité. Les hautes autorités de l'Église étant proches du pouvoir colonial afin de conserver leurs privilèges, plusieurs repoussent le nationalisme (Courtois, 2017). La pensée dominante demeure très teintée par le bon-ententisme et des acteurs tels que Thomas Chapais (1919) et Arthur Maheux (1941) sont alors fort influents.

Le clérico-nationalisme ou nationalisme ultramontain de la seconde moitié du XIX^e siècle et des premières décennies du XX^e est cependant loin des volontés de rébellions et de rupture avec l'autorité, en raison de l'importance accordée à l'ordre et à la hiérarchie au sein du clergé (Bouvier et Courtois, 2021). Le nationalisme théorisé par le chanoine Groulx est surtout connu pour la mise de l'avant de l'idée de survivance de la nation canadienne-française, de la mission glorieuse et providentielle de cette dernière et de ses racines nobles héritées de la Nouvelle-France (Bock, 2004). Il est à noter qu'au début du XX^e siècle, alors que le chanoine Groulx amorce sa carrière d'historien, le nationalisme est loin d'être à la mode dans le monde intellectuel et politique. Lionel Groulx a donc une importance cruciale dans le développement de la pensée nationaliste, alors que ses publications offrent des interprétations d'événements historiques marquants qui subsistent encore aujourd'hui. Il est notamment un des premiers à légitimer les actions des Patriotes de 1837-38, mais surtout, il innove en montrant la Conquête comme étant une catastrophe (Courtois, 2017). Sa lecture des événements marquants de l'histoire du Canada inspire toute une pensée nationaliste, qui rassemble tous les Canadiens français en incluant les minorités francophones hors Québec (Bock, 2004).

Ce type de nationalisme s'essouffle et prend pratiquement fin au moment de la Révolution tranquille. Émerge alors à partir des années 1950 un néonationalisme québécois, qui prend ensuite racine définitivement dans les années 1960 et qui subsiste jusqu'à nos jours. Ce néonationalisme est théorisé en histoire par l'école de

Montréal et surtout par sa figure la plus connue, Maurice Séguin (Comeau, 1987; Séguin, 1997). Depuis les années 1960, ce nouveau nationalisme est nettement plus centré sur l'appartenance au territoire du Québec et sur la protection de sa culture francophone. Il vise aussi à faire rayonner cette différence dans l'ensemble canadien d'une part ou avec le projet d'un pays indépendant, d'autre part. Comme on peut le constater par ce détour historique, le nationalisme à la québécoise a pris plusieurs formes à travers le temps. Bien qu'ils divergent sur certains points, ils sont tous basés sur un sentiment d'appartenance fort envers le peuple canadien, devenu canadien-français, puis québécois (Bouvier et Courtois, 2021), ce qui inclut prioritairement un attachement fort à sa langue et à sa culture.

Dans le contexte de l'enseignement de l'histoire, ces nationalismes visent à mettre de l'avant les événements définissant le peuple du Québec au sein des programmes et des manuels d'histoire. C'est ainsi que les travaux des historiens et des politiciens portant sur le nationalisme sont utilisés au fil des décennies dans la création de ce matériel didactique. On retrouve de grandes similarités entre par exemple la pensée de Groulx et le contenu de manuels après la Seconde Guerre mondiale (*Ibid.*). Il en va de même pour les manuels des années 1960, qui reprennent en partie ou en totalité la lecture du néonationalisme théorisé par l'école de Montréal. L'étude du nationalisme dans le domaine de la didactique trouve ainsi sa pertinence dans l'influence qu'a cette idéologie sur la pratique enseignante par le biais des manuels scolaires à travers les époques.

2.4 Indépendantisme

Le concept d'indépendantisme se retrouve aussi au sein de la controverse de 2006, alors que les défenseurs du programme *Histoire et éducation à la citoyenneté au deuxième cycle du secondaire* associent plusieurs critiques nationalistes visant à revoir le curriculum proposé dans le nouveau programme, à une volonté de faire adhérer les élèves à l'idée d'indépendance du Québec (Laville et Dagenais, 2016). Il importe donc de comprendre l'indépendantisme et la place que cette idéologie possède dans le débat public au Québec en vue de notre analyse des manuels.

L'idée d'indépendance ne date pas d'hier. En effet, il est possible de la faire remonter au moins aux Patriotes de 1837 et 1838, alors que, dans le but de faire adhérer le Bas-Canada à un régime plus démocratique, républicain et libéral, les Frères chasseurs y allèrent d'une déclaration d'indépendance du Bas-Canada en 1838 (Sicotte, 2016). Bien qu'elle occupe ensuite moins d'espace pendant plus d'un siècle, l'idée reste présente et pousse certains intellectuels à s'interroger sur ses bienfaits. Parmi ceux-ci, on peut citer au premier rang Lionel Groulx, qui lors de l'entre-deux-guerres, prononce son fameux discours prédisant un État français pour le peuple canadien-français (Bock, 2004; Courtois, 2017). L'indépendance est en veilleuse depuis l'épisode des Patriotes, mais continue toutefois d'exister. Cette idée a cependant un nouvel élan à partir des années 1960. En effet, sous l'impulsion de la lecture de l'histoire du Québec avancée par l'école historique de Montréal,

l'indépendance devient aux yeux de nombreux nationalistes la seule issue possible pour briser les structures établies à la Conquête, qui condamnent les Canadiens français à la domination économique, sociale et politique par le Canada anglais (Comeau et Lavallée, 2006). Cette nouvelle forme de nationalisme, telle que théorisée par Maurice Séguin dans les années 1950 et 1960, contribue ainsi à la naissance du mouvement souverainiste dans sa forme contemporaine.

Plusieurs partis indépendantistes voient alors le jour au cours des années 1960. Parmi ceux-ci, on peut citer le Rassemblement pour l'indépendance nationale, indépendantiste et de gauche (Pelletier, 1972). La question de l'indépendance prend toutefois une place beaucoup plus importante dans le débat politique québécois à partir de la fondation du Parti québécois (PQ), en 1968. C'est également le Parti québécois qui organise, alors qu'il est au pouvoir, deux référendums sur l'indépendance, en 1980 et 1995 (Archibald et Lambert, 2022). On associe à l'indépendantisme des figures comme celles de René Lévesque, Jacques Parizeau, Lucien Bouchard ou Bernard Landry. Depuis sa fondation, le PQ est considéré comme le vaisseau amiral de la cause indépendantiste dans un contexte où la question nationale reste sans réponse définitive.

L'idéologie indépendantiste est importante dans le contexte de production du programme de 2006. En effet, ce programme est mis en place par un gouvernement dirigé par le Parti libéral du Québec. Les critiques envers le programme sont ainsi

surtout portées par des nationalistes souvent proches, peut-on présumer ou inférer, de la cause indépendantiste. Certains fédéralistes font dès lors un lien entre la volonté de ramener la trame nationale et l'application d'une lecture indépendantiste de l'histoire. Or, il est tout à fait possible et même souhaitable de faire de l'histoire nationale sans tomber dans la propagande favorable au nationalisme ou à l'indépendance. Cela pourrait notamment se faire en utilisant des événements de l'histoire nationale afin d'enseigner les valeurs universelles aux élèves (Bouchard, 2023).

Lorsque le gouvernement péquiste de Pauline Marois met en place en place des consultations publiques afin de revoir le programme d'histoire nationale au secondaire, on l'accuse alors de vouloir inculquer l'indépendantisme aux élèves, notamment en raison de ses liaisons avec la Coalition pour l'histoire, qui rassemblait plusieurs souverainistes (Gervais, 2013). La question de l'indépendance restant d'actualité, chacun des deux camps s'accuse de vouloir endoctriner les jeunes générations à son idéologie. Or, le programme *Histoire du Québec et du Canada* de 2017 semble montrer qu'il est possible de traiter de la trame nationale, sans pour autant verser dans l'endoctrinement idéologique lié au nationalisme ou à l'indépendantisme. Il fait en effet l'objet d'un assez grand consensus autant chez les enseignants au secondaire que chez les historiens et quelques didacticiens (Bouchard, 2023).

2.5 École historique de Québec

L'école historique de Québec, ou celle de l'Université Laval, est une école de pensée qui s'est fait connaître puis concrétisée autour des travaux des historiens Marcel Trudel, Fernand Ouellet et Jean Hamelin, tous de l'Université Laval à Québec, au cours des années 1950 et 1960. Il est à noter que bien que l'on parle d'école historique, les conclusions des trois historiens divergent sur certains aspects. Ils ne sont donc pas aussi unis que l'école historique de Montréal (Dorais, 2022). Leur lecture de plusieurs événements et dynamiques importants de l'histoire du Québec, notamment la cause de l'infériorité économique des Canadiens français, s'est développée en opposition avec l'école historique de Montréal. Pour l'école historique de Québec, cette infériorité économique des Canadiens français est due à la pensée conservatrice des élites, notamment de l'Église catholique, qui a privilégié un repli centré sur la pratique du catholicisme et sur la vie rurale (*Ibid.*). Selon eux, la pensée nationaliste aurait également contribué à retarder le développement du Canada français (Lamarre, 1993).

Les historiens lavallois citent en exemple l'opposition de Duplessis aux subventions fédérales touchant aux champs de compétence du Québec au nom de l'autonomie provinciale, ce qui aurait contribué à ralentir le développement de la province. Pour eux, la Conquête n'aurait rien à voir avec l'infériorité des Canadiens devenus Canadiens français vers 1840; ils considèrent même que cet événement aurait été positif, car il aurait introduit le libéralisme et plus tard l'industrialisation au

Canada. Ainsi, comme le soutient l'école de Québec pendant les années 1950 et 1960, la fin de l'infériorité économique des Canadiens français ne se réaliserait pas dans l'indépendance du Québec, mais plutôt dans le rejet des anciennes structures conservatrices et nationalistes, ce qui reste possible au sein du Canada.

C'est notamment cette analyse historique sur les conséquences de la Conquête privilégiant l'analyse socio-économique à l'approche politique qui mène plusieurs historiens et didacticiens à établir un lien direct entre l'école historique de Québec et la pensée bon-ententiste. L'école de Québec est l'héritière des écrits loyalistes de Thomas Chapais et du bon-ententisme d'Arthur Maheux (Dorais, 2022). Leur lecture des temps forts de l'histoire politique a clairement eu un impact sur les trois historiens de l'Université Laval (Ouellet, Trudel et Hamelin), bien que Maheux et Chapais n'ont pas eu le rôle de maître à penser qu'a pu jouer Groulx pour l'école de Montréal (Courtois, 2017). Cette teinte héritée du travail de ces historiens est notamment perceptible sur l'interprétation qu'ils ont de la Conquête, alors que la vision de l'école de Québec est clairement héritière du providentialisme. Dans cette lecture de l'histoire, défendue notamment par Chapais (1919), les Britanniques ne sont pas représentés en tant que conquérants cantonnant les Canadiens français à la prolétarianisation, mais comme les vecteurs d'une modernité bienfaisante pour la colonie et pour ses habitants.

On remarque aussi que l'école historique de Québec est critique du nationalisme et que l'historiographie sur laquelle elle se base pour mener ses travaux est autant issue du Canada français que du Canada anglais. Il en résulte des travaux menés dans une perspective canadienne allant d'un océan à l'autre et non pas en privilégiant une lecture nationale fondée sur les travaux des historiens Canadiens français ou Québécois (Dorais, 2022). L'école de Québec tend aussi à délaisser l'étude de l'histoire politique, plus conflictuelle, pour adopter une position montrant le développement du pays comme une longue suite de processus où les ruptures seraient davantage d'ordre social ou économique. L'école de Québec se sert de cet angle d'analyse pour présenter une vision de l'histoire basée sur des dynamiques socio-économiques qui font reposer l'infériorité économique des Canadiens français sur le nationalisme et sur le poids de l'autorité cléricale tout en donnant une posture bienveillante voire providentielle aux Britanniques et aux Anglo-canadiens. Ces observations sont par ailleurs en parfaite adéquation avec la pensée bon-ententiste.

L'école historique de Québec se caractérise aussi par des affinités intellectuelles avec le libéralisme, le fédéralisme et le multiculturalisme. Les historiens lavallois ont en effet eu des rapprochements avec la revue *Cité libre*, incluant Pierre Elliott Trudeau, mais aussi de manière directe, avec les universités d'ailleurs au pays, puisque Marcel Trudel et Fernand Ouellet finiront par quitter l'Université Laval pour aller enseigner en Ontario. L'école de Québec se veut progressiste, plus moderne et plus libre que son rival montréalais. En effet, les

historiens de Laval, surtout Marcel Trudel, critiquent vivement l'école de Montréal, qu'ils accusent de suivre un dogme nationaliste et conservateur (*Ibid.*). L'école historique de Québec a constitué l'autre pôle majeur du débat touchant le domaine de l'histoire au cours des années 1950 et 1960. Ce débat sur l'enseignement de l'histoire amorcé en 2006, central pour nous, permet toutefois de voir que cette école de pensée possède des héritiers ayant une lunette d'analyse semblable des événements, parmi lesquels on retrouve, tel qu'abordé, Jocelyn Létourneau, Jean-François Cardin et Christian Laville, tous de l'Université Laval. Ces derniers ont eu comme volonté de privilégier l'étude de l'histoire sociale et économique et aussi de délaisser les points de tensions et les conflits entre francophones et anglophones pour adopter une posture se voulant davantage pluraliste et inclusive (Bouvier, 2008; Courtois, 2009b; Bouvier, Allard, Aubin et Larouche (dir.), 2012). On peut donc y voir des similitudes importantes avec le courant intellectuel associé à l'école historique de Québec.

2.6 Bon-ententisme

Le bon-ententisme peut être défini comme un courant historique faisant « primer l'unité de la fédération canadienne ou la bonne entente avec la majorité canadienne-anglaise sur certaines affirmations de la personnalité nationale canadienne-française. » (Bouvier et Courtois, 2021, p. 22) Le bon-ententisme, qui prend source dans le loyalisme (Bureau, dans Bouvier et Courtois, 2021a; Dorais, 2022), se traduit par une volonté d'assurer la paix, ainsi que la bonne entente avec les Britanniques après la Conquête, et ce même si cela nécessitait d'éviter d'aborder les

tensions opposant la nation canadienne, qui deviendra canadienne-française, et le conquérant britannique (Bouvier et Courtois, 2021). On peut notamment citer comme exemple de loyalisme le soutien du clergé catholique envers les autorités britanniques lors des rébellions de 1837-1838, au détriment des Patriotes canadiens. C'est dans cette même logique et dans l'objectif de conserver leur pouvoir que l'on voit plusieurs seigneurs ou membres du clergé canadien s'allier aux Britanniques dans des moments critiques comme l'invasion américaine de 1775, même si le tout a eu lieu seulement quelques années après la Conquête, qui a vu les Anglo-britanniques s'opposer aux Français et aux Canadiens (Sicotte, 2022). Le loyalisme priorise, comme son nom l'indique, la loyauté envers le détenteur du pouvoir, même si cela pousse des Canadiens à prendre des décisions ou des positions qui ne se sont pas nécessairement dans l'intérêt de leur peuple.

Ce loyalisme présent depuis la Conquête a servi de base à l'émergence du bon-ententisme au Canada à partir de 1916 (Bureau, dans Bouvier et Courtois, 2021a). La crise de la conscription vécue lors de la Première Guerre mondiale a entraîné la naissance du mouvement de la bonne-entente, fondé par des Canadiens anglais dans un moment de grandes tensions avec les Canadiens français. Ce mouvement visait à rapprocher les deux peuples à la suite des profondes divisions créées par l'imposition de la conscription au Canada en 1917 à laquelle une grande majorité de francophones s'est opposée (Bouvier et Courtois, 2021). Ce mouvement de la bonne-entente s'est ensuite développé au sein des milieux francophones du Québec et a intégré les

sphères intellectuelles et politiques. Dans le domaine historique, les tenants du bon-ententisme, surtout présents à l'Université Laval, laissent peu de place dans leurs travaux de recherche aux tensions entre les Canadiens français et les Britanniques, notamment lors de la Conquête ou des Rébellions des Patriotes. Ils tendent, au contraire, à souligner les bienfaits de faire partie de l'Empire britannique. Ainsi, la Conquête serait quant à elle providentielle pour le peuple canadien, puisqu'elle aurait entre autres introduit la démocratie dans la vallée du Saint-Laurent (Dorais, 2022) et qu'elle aurait protégé le Canada des dérives de la Révolution française de la fin du dix-huitième siècle. Ce n'est d'ailleurs pas surprenant que le clergé catholique ait massivement adhéré à cette vision de l'histoire considérant que la Révolution française a rejeté l'autorité du roi et de Dieu (Sicotte, 2022).

Étant donné l'immense influence qu'exerce ensuite l'Église sur la société canadienne-française entre 1840 et 1960, c'est sans surprise que le bon-ententisme constitue la norme sur le plan idéologique durant cette période dans les sphères intellectuelles, mais également dans les manuels scolaires. Bien que ce mouvement ait évolué au fil des décennies, l'objectif demeure de diminuer les tensions entre francophones et anglophones dans le but de créer un nouveau Canada, qui ne serait plus aussi influencé par la division entre les deux nations fondatrices (Bouvier et Courtois, 2021).

Le bon-ententisme est surtout associé à l'Université Laval. On peut notamment citer comme meneurs Thomas Chapais, Arthur Maheux, ainsi que les membres évoqués (Hamelin, Ouellet et Trudel) de l'école historique de Québec (Dorais, 2022). Plus récemment, Jocelyn Létourneau, Christian Laville et Jean-François Cardin sont associés au bon-ententisme, bien que ces derniers ne s'identifient pas à cette étiquette. Dans le contexte de l'enseignement de l'histoire, cette idéologie se caractérise par une volonté de délaissier l'étude des points de tensions entre les Canadiens français devenus Québécois et les Canadiens anglais. L'objectif est de s'assurer de léguer aux prochaines générations un Canada libéré des rivalités historiques entre les deux peuples (Bouvier et Courtois, 2021). Dans le domaine didactique, cette mouvance a donc été en faveur de la mise de l'avant, à six reprises depuis 1867, d'un manuel d'histoire unique qui serait présent d'un océan à l'autre et qui inclurait des éléments conciliables de l'historiographie canadienne-française et canadienne-anglaise (Lanoix, 2007; Bouvier, Allard, Aubin et Larouche, 2012). Elle est aussi associée à une volonté de privilégier l'unité canadienne et l'appartenance à la fédération.

Le camp qualifié de bon-ententiste, tel qu'il a pris forme durant le débat entourant le programme de 2006, tendait à délaissier les particularités québécoises afin d'adopter une vision associée au pluralisme, au fédéralisme et au multiculturalisme (Courtois, 2009b). Le fait de mettre l'accent sur la nation québécoise serait alors trop divisif et ne favoriserait pas l'entente avec les minorités, ainsi qu'avec la politique

multiculturaliste du Canada (*Ibid.*). Il est important de rappeler qu'autour de 2006, soit l'année où s'amorce le débat sur l'enseignement de l'histoire, la question nationale est toujours au cœur de l'actualité. En effet, le dernier référendum est passé à un cheveu de mener le Québec à l'indépendance et a eu lieu il y a à peine un peu plus de dix ans. Le bon-ententisme est alors à la mode chez les fédéralistes, qui craignent que la mise de l'avant des tensions historiques entre les francophones et les anglophones pousse les Québécois à quitter définitivement le Canada (Gomery, 2005).

Selon certains, notamment issus du camp nationaliste, c'est cette volonté d'apaiser les tensions entre les deux nations, qui a poussé les concepteurs du programme de 2006 à mettre de côté, en grande partie, les temps forts du nationalisme québécois au sein du curriculum. Durant le débat entourant le programme de 2006, Christian Laville, Jocelyn Létourneau et Jean-François Cardin se sont clairement exprimés en faveur de ces idées de diminution de la place réservée aux moments d'affirmation nationale chez les Québécois dans le programme d'histoire du deuxième cycle du secondaire. Le tout visait à privilégier l'unité canadienne et l'éloignement d'une conception « misérabiliste » de notre histoire (Bouvier et Sarra-Bournet, 2008). C'est donc pour ces raisons qu'ils sont associés au bon-ententisme, bien qu'ils n'aient jamais revendiqué cette étiquette (Robitaille, 2006).

2.7 Multiculturalisme

Lors du débat entourant le programme *Histoire et éducation à la citoyenneté* de 2006, certains opposants au curriculum, dont Charles-Philippe Courtois (2009b), l'ont associé au multiculturalisme en raison de la mise de côté de la dimension nationale au profit d'une trame narrative davantage orientée vers les minorités culturelles. Une étude d'Olivier Lemieux, d'Abdoulaye Anne et d'Isabelle Bélanger publiée en 2017 dans la *Revue canadienne de l'éducation* a d'ailleurs prouvé que le premier document de travail établissant les bases du programme et qui a été rapporté par Antoine Robitaille en 2006 avait clairement des visées multiculturalistes. L'étude démontre également que le programme officiel est porté par cette idéologie. Ainsi, comme cette mouvance a à l'évidence eu un impact sur le contenu prescrit au programme et également sur ce qui est enseigné, il importe de s'y attarder.

Bien que l'on désigne avec raison le multiculturalisme comme étant une idéologie, il faut bien comprendre qu'au Canada, il représente beaucoup plus que cela, alors qu'il possède un sens légal, du fait de la politique du multiculturalisme adoptée en 1971, puis par l'intégration de ce principe dans la Charte canadienne des droits et libertés enchâssée dans la loi constitutionnelle de 1982 (Martineau, 2022). Cette mise en place de la politique du multiculturalisme par Pierre-Elliott Trudeau se veut une réponse progressiste et moderne du gouvernement fédéral aux demandes traditionnelles du Québec afin de protéger sa langue et sa culture, mais également une façon de gérer la diversité culturelle au Canada (Laing et Cooper, 2019). Bien que ce

gouvernement Trudeau a mis en place la politique du multiculturalisme, il n'est pas l'inventeur du concept. Il apparaît en effet dès 1938 sous la plume du penseur canadien John Murray Gibbon, qui souhaite alors trouver un moyen de permettre aux différentes cultures de vivre au Canada sans pour autant se faire assimiler dans un « melting pot » à l'américaine (Jedwab, 2020). La version adoptée en 1971 tend d'abord à octroyer des fonds aux communautés culturelles afin qu'elles puissent entretenir leurs traditions et leur patrimoine. Cette politique a toutefois été modifiée au fil des années afin d'aider les membres de minorités culturelles à s'intégrer pleinement au Canada, notamment par l'entremise de l'emploi et de la participation citoyenne.

Le multiculturalisme est toutefois vivement critiqué, notamment par le mouvement nationaliste et souverainiste en pleine montée au Québec dans les années 1970. Cependant, on trouve aussi d'importantes figures fédéralistes, comme Robert Bourassa et Claude Ryan qui se sont opposées au multiculturalisme tel qu'avancé par le gouvernement canadien. Plusieurs rejettent alors la nouvelle politique d'Ottawa en raison du fait qu'elle enterre pour de bon la vision d'un Canada biculturel fondé sur un pacte scellé entre les Canadiens français et les Canadiens anglais afin de créer ensemble un nouveau pays, en 1867. Sous l'égide du multiculturalisme, les Québécois ne composent plus un des deux peuples fondateurs du Canada, alors qu'ils sont relégués au rang d'ethnie parmi tant d'autres, et ce, en leur propre pays (Jedwab, 2020). Opposé à cette politique, mais également à la loi sur les langues officielles

passée par fédéral en 1969, qui place sur un pied d'égalité le français et l'anglais, le Parti québécois adopte en 1977 à Québec la Charte de la langue française afin de protéger cette langue sur son territoire, mais également afin d'en faire la langue commune et la langue d'intégration des immigrants.

À ce jour, bien que le Québec continue de s'opposer dans bien des milieux au multiculturalisme, il n'a jamais adopté de loi officialisant la mise en place d'un autre modèle d'intégration de la diversité. Des tentatives ont été faites, notamment par le gouvernement Lévesque avec la convergence culturelle ou par la Commission Bouchard-Taylor avec l'interculturalisme, mais finalement rien n'a été officialisé à ce chapitre. Cela contribue à entretenir le débat afin de trouver le meilleur modèle pour intégrer la diversité tout en protégeant l'unicité culturelle que représente le Québec dans le monde, étant donné sa situation de seule société francophone en Amérique du Nord (Bouchard, 2011). Pendant ce temps, le multiculturalisme est encore bien en place au niveau fédéral, avalisé par la constitution de 1982 que le Québec n'a jamais signée (Bouvier et Courtois, 2021), malgré les critiques à son endroit. Ainsi, même à l'extérieur du Québec, certains affirment que cette politique mise trop sur les différences religieuses, culturelles et ethniques, ce qui se fait aux dépens de la cohésion sociale (Jedwab, 2020).

Pour en revenir au contexte du débat entourant le programme de 2006, certains ont pu tisser des liens entre la volonté des rédacteurs du programme de

délaissier la trame nationale dans le but de laisser davantage de place aux minorités et au multiculturalisme canadien. Il appert que cette idéologie refuse d'octroyer à la nation québécoise un statut particulier en tant que nation cofondatrice du Canada comme le faisait le biculturalisme. La politique du multiculturalisme souhaite traiter les Québécois comme n'importe quelle autre ethnie présente au Canada, comme mentionné. Or, l'abandon de la perspective nationale dans l'étude de l'histoire du Québec au profit d'une histoire pluraliste se concentrant sur les différents groupes sociaux et sur leurs différences s'inscrit de cette façon, pour plusieurs, dans une logique multiculturaliste. Le camp nationaliste s'oppose donc vivement à cette mouvance, alors que selon certains la présence d'un programme marqué par le multiculturalisme serait en parfaite rupture avec le legs de la Révolution tranquille, qui privilégie l'intégration des nouveaux arrivants à la culture nationale québécoise (Courtois, 2009b). C'est d'ailleurs en partie cet écart avec le consensus établi dans les années 1960 qui a amplifié la controverse entourant le programme *Histoire et éducation à la citoyenneté* de 2006.

2.8 Fédéralisme

Si l'étiquette d'indépendantiste est collée aux opposants au programme de 2006, ses défenseurs sont quant à eux associés bien souvent au fédéralisme. En effet, la volonté de Jocelyn Létourneau, de Christian Laville et de Jean-François Cardin de privilégier l'étude d'une histoire pluraliste et faisant peu de place aux moments de tensions entre les francophones et les anglophones au Canada est perçue comme une

volonté d'inculquer aux élèves québécois une appartenance envers la fédération canadienne. Il importe ainsi de saisir le concept de fédéralisme pour comprendre la place que cette idéologie a pu avoir dans la controverse.

Le fédéralisme est d'abord un concept politique prévoyant un rassemblement d'entités politiques afin de servir des intérêts ou des besoins qu'ils ont en commun (Boudreau et Perron, 2011). Une fédération peut être plus ou moins centralisatrice. Dans le cas du Canada, au moment même de sa fondation, on assiste à des disputes afin de décider le rôle dominant ou non qui sera donné à l'État fédéral. Il s'ensuit jusqu'à nos jours de très nombreuses querelles, alors que les provinces et en particulier le Québec souhaitent protéger leurs champs de compétence face à un gouvernement fédéral toujours plus centralisateur (Stevenson, 2023). Dans le contexte québécois, le fédéralisme est également une idéologie qui souhaite privilégier le maintien du lien entre le Québec et le reste du Canada, puis le gouvernement fédéral. Ce mouvement s'oppose ainsi à l'indépendantisme, puisque selon lui, le fédéralisme serait un meilleur véhicule pour permettre au Québec de se développer, et ce, tout en protégeant ses particularités culturelles. Le fédéralisme est historiquement incarné sur la scène provinciale par le Parti libéral du Québec, qui a connu, depuis les années 1970, comme chefs des dirigeants ayant marqué le mouvement, tel que Robert Bourassa, Claude Ryan, Daniel Johnson (fils) et Jean Charest (Boily, 2022). Il est à noter que certaines de ces personnalités, avec au premier rang Robert Bourassa, ont tenté de renouveler le fédéralisme afin de doter le

Québec de davantage de pouvoirs que ce que lui conférait la constitution de 1867 à la base. On identifie également des premiers ministres canadiens ayant mené bataille contre cette mouvance et l'indépendance du Québec depuis les années 1960, tels Pierre-Elliott Trudeau, Jean Chrétien et, dans une bien moindre mesure, Brian Mulroney.

Le camp fédéraliste est toutefois aussi connu pour ses pratiques douteuses, voire illégales (Philpot, 2005), telles celles observées lors du référendum de 1995 et des années qui ont suivi, comme l'a montré la commission Gomery (2005). En effet, le gouvernement fédéral a dépensé des sommes importantes afin de faire la promotion de l'unité canadienne à la fin des années 1990 et au début des années 2000 en pignant dans des budgets réservés à d'autres fonctions, notamment à la défense (Boyko et McIntosh, 2021). Le gouvernement fédéral continue également de s'immiscer dans les compétences des provinces en soutenant notamment financièrement les universités (pensons aux chaires de recherche du Canada), ce qui mène parfois à l'imposition de conditions par Ottawa nécessaires à l'obtention du financement, ce qui peut parfois influencer le choix des recherches entreprises (Bellavance, 1980; Corbo, 2005). Il a d'ailleurs été prouvé que dans le cas du débat entourant le programme *Histoire du Québec et du Canada*, l'historien Jocelyn Létourneau, qui a été consulté pour la création du programme de 2006, a reçu des millions en financement en provenance d'organismes fédéraux comme Historica afin de mener des recherches visant à fragiliser le nationalisme québécois (Pilon, 2006; Nadeau 2020; Bouvier et Courtois,

2021, p. 340). Létourneau a même été récipiendaire d'une bourse importante de la Fondation Pierre Elliott Trudeau en 2006 (Pilon, 2006), soit au moment de la publication du programme sur lequel il avait travaillé. Il est à noter que cette fondation finance des projets de recherche en accord avec le legs multiculturaliste et fédéraliste de l'ancien premier ministre canadien (Fondation Pierre Elliott Trudeau, 2023). Les liens entre certaines influences du programme *Histoire et éducation à la citoyenneté* de 2006 et le fédéralisme sont donc nets. Le financement de recherches scientifiques visant à lutter contre le nationalisme au Québec et à faire la promotion de l'unité canadienne a valu à Létourneau, tout particulièrement, l'étiquette de fédéraliste et de bon-ententiste.

2.9 Conclusion et objectifs de recherche

La présentation du cadre conceptuel nous permet de constater l'importance qu'a eu la confrontation entre les écoles historiques au cours des dernières décennies. Cela a également montré qu'une proximité existe entre les interprétations de ces écoles historiques et les milieux politiques quand vient le temps de se positionner sur la question nationale ou lors d'un processus de révision de programme d'histoire conçu par l'État. Notre question de recherche nous pousse à observer comment les manuels d'histoire du deuxième cycle du secondaire traitent du développement d'événements historiques liés à la question nationale. Il faudra ainsi clairement regarder de près si on retrouve des influences des idéologies définies dans le cadre conceptuel au sein des manuels issus des deux programmes. Cela se fera en regardant

quelle lecture des événements est proposée, le tout, à l'aide d'une méthodologie rigoureuse.

CHAPITRE III

MÉTHODOLOGIE

La partie précédente nous a permis de mieux saisir les différentes idéologies ayant eu un impact sur la pratique de l'histoire et de la didactique au Québec. Nous avons également pu constater comment ces dernières ont influencé le débat ayant entouré le programme de 2006. Pour rappel, notre question de recherche nous pousse à voir comment les manuels d'histoire du deuxième cycle du secondaire traitent du développement d'événements historiques liés à la question nationale ou touchant à des débats idéologiques sur le territoire du Québec? Nous visons notamment à voir comment les lectures historiques avancées par l'école de Québec et l'école de Montréal ont influencé les contenus présents dans les manuels. Au sein du troisième chapitre, nous présenterons le type de recherche, le choix du contenu à analyser, le corpus et la méthode de la collecte, de traitement et d'analyse des données.

3.1 Type de recherche

Cette recherche est qualitative-interprétative, sachant que ce type de recherche nous permet d'interpréter le contenu des manuels au lieu de quantifier ce qui s'y trouve (Fortin et Gagnon, 2022). En effet, nous souhaitons analyser la façon dont les manuels traitent d'un sujet, notamment en s'attardant au vocabulaire choisi, à la lecture des événements qui est privilégiée, ainsi qu'à la façon dont chacun des épisodes est étudié. La recherche qualitative-interprétative correspond parfaitement à nos besoins et c'est pourquoi elle a été choisie.

Ensuite, comme technique d'analyse, nous avons décidé d'opter pour l'analyse de contenu. Cette dernière vise à produire un portrait des grands thèmes et des tendances présents au sein de documents (Fortin et Gagnon, 2022). Cette technique est en accord avec notre question de recherche, puisqu'elle tente justement de saisir la façon dont le nationalisme, mais également les débats idéologiques, sont abordés dans des manuels scolaires. Une analyse de contenu peut se faire à partir de différents types de documents. Dans le cadre de cette recherche, nous étudions les manuels d'histoire du deuxième cycle du secondaire, puisque ces derniers traitent de l'histoire nationale (qu'on le veuille ou non, pensons-nous) et que les manuels sont de bons indicateurs des pratiques pédagogiques et des choix didactiques d'une époque, tel que développé dans le cadre conceptuel.

Nous aurions pu opter pour une analyse des programmes, mais l'intérêt des manuels se trouve notamment dans le fait qu'ils sont utilisés autant par les élèves que par les enseignants, contrairement aux programmes (Gerard et Roegiers, 2009). L'analyse de contenu permet d'obtenir un portrait d'ensemble d'une situation et c'est ce que nous tentons d'établir par l'entremise de cette recherche. Sur le plan des avantages associés à cette technique de recherche, on peut noter le fait qu'une telle étude permet de trouver les thèmes abordés au sein d'un document, ainsi que l'intensité avec laquelle ils le sont (Leray et Bourgeois, dans Gauthier et Bourgeois, 2016). L'utilisation de l'analyse de contenu nous offre la possibilité de voir si les manuels associés aux programmes de 2006 puis de 2017 divergent quant à la place

qu'ils réservent au nationalisme ou à des débats idéologiques. Nous pourrions ainsi déterminer quelles idéologies ont su se frayer un chemin au sein des manuels. L'utilisation d'une telle méthodologie permet aussi d'obtenir des résultats fiables et reproductibles (*Ibid.*).

Le travail d'analyse qui est réalisé à l'aide de cette méthode n'a pas pour objectif d'aller en détails pour chacun des treize événements choisis ou sur les vingt-trois manuels qui sont traités. Ils sont bien sûr tous analysés séparément dans la collecte de données, mais le but est d'obtenir un portrait global de la situation au sein des manuels issus de deux programmes différents et c'est pourquoi l'utilisation de l'analyse de contenu est appropriée. Ces choix sont donc faits en concordance avec la question de recherche et avec l'état actuel des connaissances relatives à ce sujet. Finalement, plusieurs autres recherches de ce type ont utilisé une méthode de recherche semblable ou identique à celle qui est utilisée ici (Lefrançois, Éthier, Demers, 2010; Bouvier, Allard, Aubin et Larouche, 2012; Bouchard, 2023), ce qui confirme que ces façons de faire sont conformes à celles présentes dans le milieu de la recherche en didactique de l'histoire quand il est question d'analyse de manuels.

L'analyse de contenu est associée à une démarche rigoureuse en cinq temps (Leray et Bourgeois dans Gauthier et Bourgeois, 2016). Les étapes sont premièrement nommées au sein de la méthodologie. Elles sont ensuite détaillées dans les prochaines sous-sections, à l'exception de l'interprétation des données. Celle-ci est intégrée à

l'analyse des résultats. Voici donc les cinq étapes de la réalisation d'une analyse de contenu :

1. Sélectionner le type de contenu à analyser
2. Constituer le corpus
3. Établir le plan d'analyse
4. Choisir la méthode
5. Coder et interpréter les données

3.2 Choix du contenu à analyser

Dans le cadre de cette recherche, nous avons choisi d'analyser, toujours en cohérence avec la question de recherche, tous les manuels du deuxième cycle du secondaire réservés à l'histoire nationale du Québec et du Canada et qui sont issus des programmes de 2006 et de 2017. Bien que d'autres manuels non officiels existent, nous avons décidé d'opter uniquement pour ceux ayant reçu l'approbation du ministère, sachant que ces derniers ont beaucoup plus de probabilités de s'inscrire dans la lignée des programmes du gouvernement et de respecter leurs visées. De plus, cette certification octroyée par le ministère tend à donner davantage de crédibilité à ces manuels aux yeux des enseignants (Lefrançois, Éthier et Demers, 2010). Ils sont même vus comme « des transpositions tout à fait fidèles du discours officiel et ont un poids aussi important que ce discours. » (*Ibid.*, p. 39) Les enseignants font habituellement grandement confiance aux manuels officialisés par le ministère afin de mener leurs activités professionnelles autant didactiques que pédagogiques.

L'utilisation prononcée de ces outils a une influence certaine sur la façon dont la matière est présentée à l'élève, et ce, même si ce dernier n'est pas toujours amené à lire directement le manuel. Les manuels analysés sont uniquement ceux de 3^e et de 4^e secondaire, puisqu'il s'agit des seuls niveaux au secondaire où l'histoire nationale est enseignée. Ce choix d'y aller uniquement pour le secondaire plutôt que d'y ajouter les manuels de l'ordre d'enseignement primaire s'explique notamment par la formation et par le champ d'expertise de l'étudiant-chercheur et du directeur de recherche. De plus, la matière parcourue le débat sur l'enseignement de l'histoire a surtout touché le programme du secondaire, ce qui vient justifier de nouveau notre choix.

3.3 Constitution du corpus

La constitution du corpus s'amorce par une phase de préparation, qui correspond à la recherche des manuels officiellement approuvés par le ministère. Pour les manuels du programme de 2017, le Bureau d'approbation du matériel didactique a été consulté. Sur leur site internet, il dénombre huit manuels pour le programme *Histoire du Québec du Canada* de 2017, soit quatre pour le cours de troisième secondaire et quatre pour celui de quatrième (MEQ, 2023). Dans le cas du programme de 2006, l'opération a été plus laborieuse, car il n'est plus en fonction et, par conséquent, la documentation relative au matériel didactique approuvé n'est plus disponible en ligne. Une démarche a donc été entamée auprès du Bureau d'approbation du matériel didactique afin d'obtenir la liste des manuels approuvés

pour le programme *Histoire et éducation à la citoyenneté au deuxième cycle du secondaire*. La liste complète a été obtenue par courriel.

Les manuels d'histoire sont au nombre de quinze pour le programme de 2006, alors qu'on en dénombre huit pour celui de 2017. Le plus grand nombre de manuels associés au programme *Histoire et éducation à la citoyenneté au deuxième cycle du secondaire* de 2006 s'explique notamment par le fait que ce curriculum faisait suivre une trame chronologique en 3^e secondaire, ainsi qu'une approche thématique en 4^e secondaire. Ainsi, on dénombre souvent deux manuels pour couvrir l'ensemble de la matière de la première année du cycle, puis on en retrouve également deux pour traiter des cinq thématiques vues lors de la seconde année. Toutefois, toutes les maisons d'édition n'ont pas décidé d'opter pour cette façon de faire. Par exemple, les *Éditions du renouveau pédagogique* ont choisi de ne produire qu'un seul tome de leur série de manuels d'histoire *Repères* en quatrième secondaire. L'approche chronologique présente en 3^e secondaire au sein du programme de 2006 pousse les manuels à diviser le contenu en sous-sections correspondant à sept périodes clés de l'histoire du Québec et du Canada : *Les premiers occupants*, traitant de la période autochtone; *L'émergence d'une société en Nouvelle-France*, portant sur le Régime français; *Le changement d'empire*, abordant la Conquête britannique; *Revendications et luttes dans la colonie britannique*, touchant à la période des Rébellions des Patriotes; *La formation de la fédération canadienne*, traitant des années entourant la mise en place de l'Acte d'Amérique du Nord britannique; *La modernisation de la*

société québécoise, touchant à la Révolution tranquille; *Les enjeux de la société québécoise depuis 1980*, abordant les réalités du Québec contemporain.

Les cinq thèmes traités lors de la seconde année du cycle, et ce toutes maisons d'édition confondues, sont *Population et peuplement*, qui étudie l'évolution démographique du Québec, *Économie et développement*, qui aborde le développement et l'évolution de l'économie au Québec et au Canada, *Culture et mouvements de pensée*, qui se penche sur les mouvements sociaux et sur les traits culturels. *Pouvoir et pouvoirs* aborde les notions relatives à l'histoire politique, puis *Un enjeu de société du présent* présente aux élèves les enjeux contemporains de la société québécoise. Le programme *Histoire du Québec et du Canada* de 2017 suit une trame chronologique sur deux ans et il en résulte une diminution du nombre de manuels. Ces manuels sont divisés en sections correspondant aux réalités sociales prescrites au programme.

En troisième secondaire, les manuels proposent d'étudier les quatre sections suivantes : *Des origines à 1608 - L'expérience des Autochtones et le projet de colonie*, retrace l'histoire de la présence autochtone jusqu'à la fondation de la ville de Québec; *1608-1760 - L'évolution de la société coloniale sous l'autorité de la métropole française*, traite de la période du Régime français; *1760-1791 - La Conquête et le changement d'empire*, aborde la Conquête britannique et les premières décennies du Régime britannique; *1791-1840 jusqu'à l'Acte d'Union - Les*

revendications et les luttes nationales, touche aux débuts de la démocratie parlementaire au Canada et des troubles associés aux Rébellions des Patriotes. En quatrième secondaire, le programme est de nouveau divisé en quatre réalités sociales :

1840-1896 - La formation du régime fédéral canadien, débute avec l'Acte d'Union et va jusqu'à l'élection de Wilfrid Laurier en passant par la mise en place de l'Acte d'Amérique du Nord britannique; *1896-1945 - Les nationalismes et l'autonomie du Canada*, touche au développement du Canada jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale; *1945-1980 - La modernisation du Québec et la Révolution tranquille*, étudie, comme son nom l'indique, la modernisation du Québec jusqu'au référendum de 1980; *De 1980 à nos jours - Les choix de société dans le Québec contemporain*, aborde pour sa part le développement du Québec des quarante dernières années. Cette trame chronologique se divise en différentes sections dans les manuels correspondant aux aspects de sociétés d'ordre politique, économique, social, culturel et territorial. Voici un aperçu des manuels analysés dans le cadre de cette recherche, ainsi que le programme auquel ils se rattachent.

1. Manuels travaillés et leur programme d'attache

Numéro	Référence	Programme d'attache
1	Fortin, S., Ladouceur, M., Larose, S. et Rose, F. <i>Fresques Histoire et éducation à la citoyenneté 2e cycle du secondaire, 1re année. Manuel de</i>	2006

	<i>l'élève A.</i> Montréal, Graficor Chenelière éducation, 2007, 239 p.	
2	Fortin, S., Ladouceur, M., Larose, S. et Rose, F. <i>Fresques Histoire et éducation à la citoyenneté 2e cycle du secondaire, 1re année.</i> Manuel de l'élève B. Montréal, Graficor Chenelière éducation, 2007, 326 p.	2006
3	Brodeur-Girard, S., Carrière, S., Laverdière, M.-H., Vanasse, C., Beauchamp, B. et Carrier, M. <i>Le Québec, Une Histoire à construire. Population et peuplement, Économie et développement.</i> Laval, Éditions du Grand Duc, 2008, 330 p.	2006
4	Brodeur-Girard, S., Carrière, S., Laverdière, M.-H., Vanasse, C., Beauchamp, B. et Carrier, M. <i>Le Québec, Une Histoire à construire. Culture et mouvements de pensée, Pouvoir et pouvoirs, Un enjeu de société du présent,</i> Éditions du Grand Duc, 2008, 421 p.	2006
5	Bédard, R., Cardin, J.-F., Brodeur-Girard, S. et Vanasse, C. <i>Le Québec, Une Histoire à suivre. Volume 1.</i> Laval, Éditions du Grand Duc, 2007, 242 p.	2006

6	Bédard, R., Cardin, J.-F., Brodeur-Girard, S. et Vanasse, C. <i>Le Québec, Une Histoire à suivre. Volume 2.</i> Laval, Éditions du Grand Duc, 2007, 552 p.	2006
7	Horguelin, C., Ladouceur, M., Lord, F. et Rose, F. <i>Fresques Histoire et éducation à la citoyenneté 2e cycle du secondaire, 2e année. Manuel de l'élève Tome 1.</i> Montréal, Graficor Chenelière éducation, 2008, 334 p.	2006
8	Horguelin, C., Ladouceur, M., Lord, F. et Rose, F. <i>Fresques Histoire et éducation à la citoyenneté 2e cycle du secondaire, 2e année. Manuel de l'élève Tome 2.</i> Montréal, Graficor Chenelière éducation, 2009, 302 p.	2006
9	Dalongeville, A., Bachand, C.-A., Demers, S., Jean, G. et Poirier, P. <i>Présences, Manuel de l'élève, 1ere année du 2e cycle du secondaire. Volume 1.</i> Anjou, Les Éditions CEC inc., 2007, 236 p.	2006
10	Dalongeville, A., Bachand, C.-A., Demers, S., Jean, G. et Poirier, P. <i>Présences, Manuel de l'élève, 1ere année du 2e cycle du secondaire. Volume 2.</i> Anjou, Les Éditions CEC inc., 2007,	2006

	326 p.	
11	Dalongeville, A., Bachand, C.-A., Demers, S., Jean, G. et Poirier, P. <i>Présences, Manuel de l'élève, 2e année du 2e cycle du secondaire, Volume 1, Population et peuplement, Économie et développement.</i> Anjou, Les Éditions CEC inc., 2008, 196 p.	2006
12	Dalongeville, A., Bachand, C.-A., Demers, S., Jean, G. et Poirier, P. <i>Présences, Manuel de l'élève, 2e année du 2e cycle du secondaire, Volume 2, Culture et mouvement de pensée, Pouvoir et pouvoir, Un enjeu de société du présent.</i> Anjou, Les Éditions CEC inc., 2008, 228 p.	2006
13	Thibeault, A., Charland, J.-P. et Ouellet, N. <i>Repères, Histoire et éducation à la citoyenneté, Manuel de l'élève A, 1re année du 2e cycle.</i> Saint-Laurent, Éditions du renouveau pédagogique, 2007, 216 p.	2006
14	Thibeault, A. et Charland, J.-P. <i>Repères, Histoire et éducation à la citoyenneté, Manuel de l'élève B, 1re année du 2e cycle.</i> Saint-Laurent, Éditions du renouveau pédagogique, 2007, 312 p.	2006

15	Sarra-Bournet, M., Bourdon, Y., Bégin, Y. et Gélinas, F. <i>Repères, Histoire et éducation à la citoyenneté, Manuel de l'élève, 2e année du 2e cycle</i> . Saint-Laurent, Éditions du renouveau pédagogique, 2008, 399 p.	2006
16	Lauzon, M.-A. et Mallette, B. <i>MisÀjour Histoire. Histoire du Québec et du Canada, 3e secondaire</i> , Éditions Grand Duc, 2016, 164 p.	2017
17	Lauzon, M.-A. <i>MisÀjour Histoire. Histoire du Québec et du Canada, 4e secondaire</i> , Éditions Grand Duc, 2017, 256 p.	2017
18	Bernier Cormier, É., Goulet, G., Krysztofiak, V., et Ste-Marie, P. <i>Chroniques du Québec et du Canada – Des origines à 1840</i> . Éditions du renouveau pédagogique inc. (ERPI), 2018, 483 p.	2017
19	Bernier Cormier, É., Goulet, G., Krysztofiak, V. et Ste-Marie, P. <i>Chroniques du Québec et du Canada – 1840 à nos jours</i> . Éditions du renouveau pédagogique inc. (ERPI), 2017, 608 p.	2017
20	Charrette, J., Jean, G., N. Fortier, S., Péloquin,	2017

	K. et Rousseau, L.-P.. <i>Périodes Histoire du Québec et du Canada Des origines à 1840</i> . Les Éditions CEC inc., 2018, 496 p.	
21	Charrette, J., Déry, C., Jean, G., N. Fortier, S. et Rousseau, L.-P.. <i>Périodes Histoire du Québec et du Canada De 1840 à nos jours</i> . Les Éditions CEC inc., 2017, 493 p.	2017
22	Campeau, F., Lavoie, R., Fortin, S. et Parent, A. <i>Mémoire.qc.ca – Des origines à 1840</i> . Chenelière éducation, 2017, 320 p.	2017
23	Fortin, S., Lavoie, R., Lapointe, D. et Parent, A. <i>Mémoire.qc.ca – De 1840 à nos jours</i> . Chenelière éducation, 2018, 430 p.	2017

3.4 Collecte de données, traitement et analyse

La collecte de données est effectuée à l'aide d'une grille d'analyse qui est conçue pour cette recherche. Une grille est remplie une fois pour chacun des vingt-trois manuels. La première section de la grille regroupe les informations générales sur le manuel, soit la référence de l'ouvrage, le programme d'attache et le niveau scolaire. Lors de la collecte de données, le chercheur est ensuite amené à cocher les cases

correspondantes aux informations du manuel. Le tableau A présente la première section de la grille d'analyse.

Tableau A
Première section portant sur les informations générales

1. Informations générales	
Référence	
Programme d'attache	<input type="checkbox"/> <i>Histoire et éducation à la citoyenneté 2006</i> <input type="checkbox"/> <i>Histoire du Québec et du Canada 2017</i>
Niveau scolaire	<input type="checkbox"/> 3 ^e secondaire <input type="checkbox"/> 4 ^e secondaire

Ensuite, la deuxième section se concentre sur les événements à analyser et est donc divisée en treize sous-sections. Ces dernières présentent d'abord l'événement à analyser et sont accompagnées d'une case à cocher si l'événement se trouve dans le manuel en question. Dans le cas où un manuel n'aborde pas l'événement, la case reste vide. On retrouve ensuite un encadré permettant d'indiquer les pages réservées au sujet, ainsi que le total de pages réservées au traitement de cet épisode. Cela permet de bien identifier l'endroit où se trouve l'information dans le manuel, mais également quelle place est accordée à chacun des événements dans les différents manuels.

L'encadré qui suit permet d'identifier le type d'événement analysé. La recherche porte à la base sur la place réservée aux événements liés à la question nationale au sein des manuels d'histoire nationale. Il est à savoir que dans le cadre de

ce travail, nous nous sommes limités à deux types d'événements pouvant être inclus dans cet élément national de base. Tout d'abord, nous avons décidé de toucher aux épisodes de l'histoire politique du Québec ayant eu des impacts sur les structures entourant la nation, puisqu'ils ont affecté son développement. On peut donc citer par exemple la signature de traités de paix ou la mise en place de constitutions, sachant que ces événements ont des impacts importants sur l'organisation politique et sociale de la nation. Ensuite, le second type correspond à des moments historiques portés majoritairement par le courant nationaliste. On peut alors nommer des événements comme les Rébellions des Patriotes ou encore le référendum de 1995. Ces derniers constituent des épisodes de choix à analyser dans le contexte d'un débat où les opposants au programme de 2006 ont sévèrement critiqué le fait que les temps forts du nationalisme québécois étaient mis de côté.

L'étude des événements à incidence nationaliste nous a permis de voir comment cette idéologie et les moments marquants du développement de la nation québécoise sont traités au sein des manuels. Toutefois, afin de pouvoir avoir un indice des différences qui existent entre les manuels issus des deux différents programmes à la base, sans toucher à des événements ayant fait débat dans l'historiographie ni durant le débat entourant l'enseignement de l'histoire au Québec de 2006 à 2017, nous avons décidé d'inclure des événements dits comparatifs. Ces derniers se veulent être des balises permettant de voir si seulement les événements politiques à caractère nationaliste et ayant fait débat reçoivent un traitement différent

ou si cela touche aussi d'autres événements de notre histoire. Ces événements comparatifs touchent notamment à d'autres types d'opposition idéologique, à un moment marquant de la nation sur le plan socio-démographique, au nationalisme économique et à un événement traumatique vécu par les Premières Nations.

L'encadré qui suit offre un exemple des sous-sections réservées aux treize événements. L'objectif, lors de l'analyse, est de voir si le traitement de l'événement sélectionné aborde les principaux thèmes traditionnellement associés à cet épisode. On retrouve donc des cases à cocher si, par exemple, on nomme les causes ou les conséquences de l'événement au sein du manuel. Il est toutefois important de comprendre que chaque événement analysé possède des thématiques et des caractéristiques qui lui sont propres, ce qui fait que les thèmes abordés dans cet encadré de la grille d'analyse varient selon l'événement. Par exemple, on retrouve, dans la section sur la Conquête de 1760, les causes, le déroulement des événements, mais également les deux visions de la Conquête, soit une positive et providentielle (Dorais, 2022) et une autre la percevant comme étant une catastrophe ou une défaite fondamentale (Séguin, 1968, 1997). Un dernier encadré permet d'ajouter des précisions sur les cases cochées ou sur d'autres remarques faites lors de l'analyse. Le tableau B présente l'exemple d'une section, soit dans ce cas, celle de la Conquête.

Tableau B
Deuxième section portant sur les événements à analyser

2. Événements à analyser	
<input type="checkbox"/> La Conquête (défaite) de 1760	
Pages réservées au sujet : p. à	
Total :	
Type d'événement	<input type="checkbox"/> Événement majeur dans le développement de la nation <input type="checkbox"/> Événement marqué par le nationalisme <input type="checkbox"/> Événement comparatif
Thèmes abordés	<input type="checkbox"/> Causes <input type="checkbox"/> Déroulement des événements <input type="checkbox"/> Conséquences positives (Conquête providentielle) <input type="checkbox"/> Conséquences négatives (Conquête catastrophe)
Précisions :	

On retrouve, au sein de la grille d'analyse, tous les événements sélectionnés. Treize moments importants de la trame historique québécoise ont été choisis. Le choix du nombre d'événements n'est pas dû au hasard, alors que l'analyse de seulement cinq épisodes aurait constitué un échantillon trop petit et certains hauts lieux de l'histoire québécoise auraient été sacrifiés. Le fait d'opter pour treize nous permet d'avoir neuf événements associés à la question nationale, ce qui respecte la ligne directrice de base du projet, mais tout en ayant quatre événements davantage socio-économiques qui permettront de comparer le traitement des événements à incidence nationalistes ayant fait débat à d'autres ne se trouvant pas au centre d'une controverse. Ces quatre épisodes n'ont pas été choisis au hasard, alors qu'ils possèdent, comme mentionné plus haut, des liens avec le combat idéologique ou avec le développement plus global de la nation, ce qui permet de ne pas trop s'éloigner de

la problématique. Ainsi, après avoir pris connaissance des manuels à analyser puis avoir choisi le nombre d'événements à analyser, vint la sélection des événements. Les paragraphes suivants proposent un résumé des épisodes choisis.

Tableau C
Événements analysés

Numéro	Nom et année de l'événement
1	La Conquête de 1760
2	La mise en place des pensionnats autochtones en 1831
3	Les Rébellions des Patriotes de 1837-1838
4	L'Acte d'Union de 1840
5	L'exode des Canadiens français de 1840 à 1930
6	L'Acte d'Amérique du Nord britannique de 1867
7	L'Affaire Guibord de 1869
8	Les soulèvements des Métis de 1869 et de 1885
9	La Crise de la conscription de 1917
10	La publication du <i>Refus global</i> en 1948
11	La nationalisation de l'hydroélectricité en 1962
12	La crise d'Octobre de 1970
13	Le référendum de 1995

Le premier événement analysé est la Conquête ou la Défaite de 1760. Cet événement correspond à la capitulation de la Nouvelle-France et donc au début de la mainmise des Britanniques sur le territoire de la vallée du Saint-Laurent. La Conquête s'effectue dans la violence, notamment en Acadie, alors que la population est déportée et que les établissements sont détruits (Greer, 1998). La guerre mène également à une famine et à la diffusion de maladies. Au total, c'est plus de 10 000 personnes qui décèdent ou disparaissent lors du conflit, soit environ le septième de la population de la Nouvelle-France (Frégault, 1955). Ce choix d'événement n'est pas anodin, sachant qu'il s'agit, pour plusieurs spécialistes, du moment menant à la naissance de la nation (Courtois, 2009a). Même si certains historiens font remonter l'émergence de la nation à l'époque de la Nouvelle-France, il n'en demeure pas moins que la Conquête représente le début d'une longue période de lutte pour la survie du peuple canadien. Dans la pensée de Maurice Séguin, il s'agit également du moment où les structures organisant la subordination du peuple canadien sont mises en place (Comeau et Lavallée, 2006). Il s'agit sans aucun doute d'un événement exerçant une influence déterminante sur le développement de la nation canadienne, devenue vers 1840 canadienne-française, puis québécoise aux alentours de 1960 (Bouvier et Courtois, 2021). Cette nation doit, à partir de ce moment, se battre contre l'assimilation. La Conquête est également l'événement faisant couler le plus d'encre dans ce débat entre l'école de Montréal et celle de Québec. Il importe donc de voir laquelle de ces deux lectures a su s'imposer dans les manuels.

Le deuxième événement correspond à la mise en place des pensionnats autochtones au Canada, bien que la date exacte de l'instauration de ces institutions demeure sujette à des débats entre les historiens. Certains font remonter le tout à 1831 et c'est pourquoi nous utilisons cette date au sein de cette recherche (Miller, 2023). Un consensus existe pour nommer le fait que ces établissements visaient l'assimilation des peuples autochtones du Canada (Dion et al., 2016). Les pensionnats au Canada ont contribué à faire vivre aux jeunes autochtones des sévices physiques, psychologiques et sexuels, en plus de contribuer à leur transmettre une éducation à l'occidentale de manière à leur faire perdre leur mode de vie traditionnel, leur langue et leur culture de manière plus générale (*Ibid.*). L'étude du traitement réservé à cet événement comparatif a pour objectif de voir s'il y a eu une évolution dans le discours ou dans la présentation de l'événement au sein des manuels entre 2006 et 2017. Le choix de l'instauration des pensionnats s'inscrit aussi dans la lignée de notre question de recherche, alors que l'étude de ce phénomène nous permet de voir quel sort les manuels réservent à des moments ayant affecté le développement d'autres nations au Québec, dans ce cas-ci les nations autochtones.

Les Rébellions des Patriotes de 1837-1838 forment le troisième événement analysé. Ces soulèvements sont portés par un fort mouvement nationaliste, libéral et républicain (Sicotte, 2016). Ces soulèvements sont d'abord causés par un blocage du système politique, alors que le gouvernement n'est pas encore responsable de ses actions devant le peuple (1848) et que, par conséquent, le peuple ne se sent pas

entendu par la classe dirigeante. Ce mouvement est fondamental pour le mouvement nationaliste, sachant qu'il lui permet d'obtenir sa première grande figure historique après la défaite de 1760 en Louis-Joseph Papineau. Il s'agit également de la première tentative organisée d'indépendance, alors que les Frères chasseurs, soit une association secrète proche du mouvement patriote, déclare l'indépendance du Bas-Canada en 1838 à partir des États-Unis (Buckner, 2020). Pour la nation, il s'agit toutefois d'un échec profond, alors que les Rébellions sont réprimées dans le sang et que des villages sont incendiés par les troupes britanniques. L'échec de ce mouvement mène également à la montée en puissance de l'Église catholique qui exerce ensuite un immense contrôle sur la nation pendant plus d'un siècle.

Le quatrième événement est celui l'Acte d'Union de 1840. Cette constitution, imposée par la métropole, reprend plusieurs recommandations du Rapport Durham, notamment la volonté d'assimiler les Canadiens français afin de mettre fin aux tensions ethniques existant au Canada (Monet, 2019). L'Acte d'Union met donc en place une organisation territoriale qui tend à minoriser les francophones, alors que le Haut-Canada, très majoritairement composé d'anglophones, est uni au Bas-Canada pour ne former qu'une seule colonie. La structure politique mène également à une marginalisation du pouvoir des Canadiens français, alors que la représentation proportionnelle n'est pas mise en place, ce qui permet à l'ancien Haut-Canada de disposer d'autant de députés que le Bas-Canada, malgré le fait qu'il ait une population moins importante que ce dernier. Le système est construit volontairement

de manière à donner plus de pouvoir aux anglophones afin d'assimiler le peuple francophone. La langue française est d'ailleurs interdite au parlement par cette nouvelle constitution (Ménard-Suarez, 2021). Dans le cadre du développement de la nation, l'Acte d'Union représente un moment d'importance. Il s'agit d'une tentative ouverte et organisée d'assimiler les Canadiens français au groupe anglo-protestant, ce qui exerce une pression supplémentaire sur cette nation résiliente qui tente déjà de survivre et de résister au conquérant depuis 1760.

Le cinquième événement est l'exode des Canadiens français allant de 1840 à 1930. Durant cette période, plus d'un million de Canadiens français quittent le Québec pour aller s'établir aux États-Unis, principalement en Nouvelle-Angleterre (Vermette, 2021). Cet exil est notamment dû au fait que les Canadiens français fuient la misère, dans un contexte où beaucoup d'entre eux manquent de terres agricoles et où celles qu'ils possèdent déjà traversent une crise agricole (Roby, 1987). Les habitants qui s'installent aux États-Unis, surtout pour travailler dans les usines, s'organisent en communauté dans des quartiers que l'on surnomma les Petits Canadas en raison du fait que la concentration de Canadiens français y est élevée. Cet événement est majeur dans le développement de la nation québécoise, puisque cet exode entraîne des conséquences importantes sur sa démographie. Les descendants de ces francophones ayant émigré en Nouvelle-Angleterre sont estimés à plus de deux millions de personnes (*Ibid.*). L'exode du XIX^e et du XX^e siècle a donc contribué à réduire le poids démographique des francophones au Québec et au Canada, ce qui

aura de nombreux impacts sur la suite de la destinée nationale. L'étude de cet événement comparatif s'inscrit donc dans la volonté d'observer comment les moments marquants du parcours national sont traités quand ils concernent des événements socio-économiques et non pas politiques comme ceux qui ont fait débat. Le tout sert de repère dans notre analyse pour voir si des changements de traitement ne touchent que les événements d'ordre politique.

Le sixième événement est l'Acte d'Amérique du Nord britannique (AANB) de 1867, qui fonde le Canada moderne. La mise en place de cette constitution correspond à la création de la structure politique toujours en application au Canada, où les champs de compétence sont divisés entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Du côté de l'impact de cet événement sur la nation, la lecture varie beaucoup selon les spécialistes. Au sein même du camp nationaliste, il existe des dissensions. Prenons par exemple Lionel Groulx, qui est critique de cette constitution, mais qui voit quand même dans l'AANB une « renaissance » de la nation à la suite des difficultés vécues depuis la Conquête (Bock, 2004; Courtois, 2017). La création d'un État provincial administrant certains champs de compétence notamment associés à la culture et à la religion doit finalement permettre aux Canadiens français de survivre. Tous ne sont toutefois pas de cet avis, alors que Maurice Séguin, également identifié au camp nationaliste, voit plutôt dans l'AANB l'officialisation des structures de domination mises en place après la Conquête, elle-même confirmée par l'Acte d'Union de 1840 (Comeau et Lavallée, 2006). La mise en

place de cette constitution est également à l'origine de débats à l'époque, alors que certains politiciens comme John A. Macdonald privilégient un régime où les compétences importantes seraient centralisés dans les mains du fédéral, alors que d'autres, comme George-Étienne Cartier, souhaitent doter les provinces de plus de pouvoir (Sweeny, 2021). Il est intéressant d'analyser si cette opposition sur le partage des pouvoirs est bien documentée, tout comme le fait que ce ne sont pas tous les Canadiens qui sont favorables à cette constitution. Les enjeux politiques autour de cet événement sont nombreux et c'est pourquoi l'analyse des manuels nous permet d'aider à voir comment le sujet est traité.

Le septième événement est l'Affaire Guibord débutant en 1869 avec la mort de ce dernier. Cet épisode se veut l'emblème de l'affrontement entre le clergé catholique et les libéraux regroupés au sein de l'Institut canadien lors de la deuxième moitié du XIX^e siècle (Turner, 2013). La controverse tourne autour du fait que Joseph Guibord décède en étant toujours un membre actif de l'Institut canadien, ce qui lui vaut l'excommunication. Son épouse souhaitant le faire enterrer dans un cimetière catholique, elle se bute à l'opposition de l'évêque de Montréal, Mgr Bourget. Il s'ensuit une vaste opposition idéologique entre le clergé ultramontain et les libéraux anticléricaux où même les tribunaux sont impliqués (Hanahem, 2023). L'Affaire Guibord est donc un bon exemple d'un événement centré sur un affrontement idéologique, mais qui ne touche pas à la question nationale. Cela nous sert ainsi d'épisode comparatif agissant comme repère. Dans le cas où le traitement réservé aux

temps forts pouvant être liés au nationalisme varierait selon le programme d'attache, nous pourrions regarder dans les manuels si cela influence également les autres moments marqués par des conflits idéologiques.

Le huitième événement étudié est composé des soulèvements des Métis de 1869 et de 1885. Bien que ces derniers ne se déroulent pas sur le territoire québécois, ils représentent bien un moment marquant pour la nation canadienne-française. En effet, dans la vision nationaliste de l'époque, qui sera plus tard théorisée par Groulx, les Métis, descendants d'Autochtones et de Canadiens français, sont vus comme faisant partie de la nation canadienne-française s'étalant d'un océan à l'autre et même dans le nord des États-Unis (Bock, 2004). Les Québécois sont alors sensibles aux demandes des Métis visant à protéger leur culture et leur mode de vie. La pendaison du chef métis Louis Riel en 1885 provoque d'ailleurs de fortes manifestations nationalistes au Québec menées par Honoré Mercier qui s'opposent à la mise à mort d'un frère franco-catholique (Joyal, 2023). Cet événement cause à la fin du XIX^e siècle une poussée nationaliste au Québec inédite depuis les Rébellions des Patriotes, ce qui mérite une attention particulière au niveau de notre étude.

Le neuvième événement est la Crise de la conscription de 1917. Cet épisode se déroule dans le contexte de la Première Guerre mondiale où le nombre de volontaires commence à manquer au Canada et où le pays doit continuer à fournir des troupes pour continuer à rivaliser sur le front européen. Les Canadiens français

s'opposent toutefois farouchement à une telle mesure, alors que plusieurs Canadiens anglais y sont favorables ou sont indifférents (Granastein et Jones, 2022). Il s'agit ici d'une illustration parfaite des deux solitudes où les deux Canada ont des opinions drastiquement opposées. La crise débute réellement lorsque le premier ministre canadien Robert Borden met en place la conscription en 1917. C'est un choc pour les Canadiens français, qui réalisent qu'en raison de leur poids démographique plus important, les Canadiens anglais imposeront leur volonté en mettant en place la conscription malgré leur forte opposition. L'analyse du traitement réservé à cet épisode nous permet de voir si les manuels parlent de cette rupture du pacte binational ou s'ils mentionnent la grande déception et même la colère des Canadiens français à la suite de l'adoption de la conscription. Il faudra aussi porter une attention particulière pour voir si les manuels abordent les manifestations importantes s'opposant à la conscription ou s'ils parlent de la motion Francoeur, qui touche à la question de la séparation du Québec dans ce contexte de tensions (Castonguay, 1998).

Le dixième événement est la publication du *Refus global* en 1948. Ce manifeste écrit par le peintre Paul-Émile Borduas et signé par de nombreux artistes québécois décrit le conservatisme social présent dans le Québec de Maurice Duplessis, ainsi que la place dominante de l'Église dans la société. On retrouve dans le document une volonté d'ouvrir la province à de nouveaux horizons, notamment en provenance de l'international (Gagnon, 2021). Bien que le manifeste ne s'écoule pas en grande quantité lors de sa publication, il est désigné à postériori comme une

publication d'avant-garde, qui voit ses visions pour le Québec se concrétiser plus d'une décennie plus tard, au moment de la Révolution tranquille. L'événement constitue un point de tensions entre le gouvernement Duplessis et Borduas où s'affrontent le conservatisme et le progressisme. La publication du *Refus global* est un événement comparatif, qui agit ainsi lui aussi comme repère afin d'observer si les points de tensions entre des idéologies qui ne touchent pas au nationalisme subissent des changements dans leur traitement entre 2006 et 2017.

La nationalisation de l'hydroélectricité en 1962 est le onzième événement analysé. Initiée par le gouvernement libéral de Jean Lesage et par son ministre vedette René Lévesque, la nationalisation constitue un geste fort de nationalisme économique, alors que ce projet vise à redonner aux Québécois des leviers économiques significatifs de leur province, en commençant par leur principale ressource énergétique (Radio-Canada, 2022). Notre étude touche à la base au traitement des événements politiques à caractère nationaliste. Cet événement comparatif nous permet ainsi de voir si le traitement réservé au nationalisme économique est également influencé par des visées bon-ententistes qui tendraient vers un effacement de ce moment ou par un nationalisme visant à glorifier la nationalisation.

Le douzième événement est celui de la crise d'Octobre de 1970. Le tout correspond aux troubles associés aux actions du Front de libération du Québec à l'automne 1970. Cette organisation terroriste, indépendantiste et socialiste, est

responsable de plusieurs actions violentes dont la pose de bombes sur des édifices associés au gouvernement fédéral ou au legs colonial britannique présent au Québec. La crise d'Octobre débute toutefois réellement avec l'enlèvement du diplomate britannique James Richard Cross. Suivront quelques jours plus tard la capture, puis la mort de Pierre Laporte, soit le ministre du Travail québécois de l'époque (McIntosh et Cooper, 2020). Le gouvernement fédéral est également un acteur majeur de cet épisode, puisqu'il décrète la Loi sur les mesures de guerre, ce qui suspend du même coup l'habeas corpus et les libertés civiles au Québec. Plus de 250 personnes sont alors arrêtées sans mandat. C'est également le gouvernement de Pierre-Elliott Trudeau, alors en place à Ottawa, qui fait intervenir l'armée canadienne en sol québécois (*Ibid.*). La crise d'Octobre constitue assurément un temps fort du nationalisme au Québec depuis la Révolution tranquille. Il est ainsi intéressant de voir au sein des manuels comment cet épisode et les actions du mouvement felquiste sont traités. Il nous faut également porter une attention particulière à la manière dont la répression du gouvernement fédéral est présentée.

Enfin, le treizième et dernier événement est le référendum sur la souveraineté de 1995. Ce dernier est mené à la base par le gouvernement de Jacques Parizeau, mais le mouvement favorable à l'indépendance est rejoint par Lucien Bouchard et par Mario Dumont, deux autres chefs politiques. Ce référendum fait suite aux échecs pour le Québec de réintégrer la constitution canadienne de 1982 par l'entremise de l'Accord du lac Meech, puis par l'Accord dit de Charlottetown de

1992. Il s'agit d'un moment de grande importance au sein de la province et de la nation, les Québécois décidant alors de leur avenir politique. Cela constitue aussi un épisode de tensions avec le gouvernement fédéral et avec le reste du pays, puisqu'ils craignent un éclatement du Canada à la suite d'une victoire du Oui québécois. Le résultat de ce référendum sur la souveraineté est finalement plus que serré, alors que le Camp du Non ne l'emporte que par moins d'un pour cent, soit par environ 50 000 voix à l'échelle du Québec (Graveline (dir.), 2013). La défaite de 1995 représente la fin d'un cycle plaçant la question nationale au centre de l'espace politique québécois. Il ne faut toutefois pas en déduire que cet enjeu est aujourd'hui complètement délaissé ou que les débats entourant la souveraineté sont terminés. Il est donc important de voir comment les manuels traitent de ce référendum, celui-ci constituant un événement complexe et marquant, d'autant que la question de la souveraineté continue d'être un sujet d'actualité au Québec. C'est d'ailleurs le résultat serré et l'aspect plus contemporain de ce référendum qui explique nous ayons choisi 1995 au lieu de 1980. Il faudra donc regarder si les manuels scolaires sont en mesure de traiter d'un tel sujet de manière neutre, tout en faisant saisir aux élèves l'importance qu'a le référendum 1995 dans l'histoire politique récente du Québec. Les manuels associés au programme de 2006 sont également publiés seulement un peu plus d'une décennie après cet événement phare du nationalisme au Québec. Il faut donc porter une attention particulière à la façon dont ils évoquent et traitent cet épisode, tout en tenant compte du fait qu'ils ont peu de recul pour aborder le tout.

Une fois les événements choisis, le choix de la méthode de collecte de données est évidemment bien important. En effet, il est impérieux de mettre en place un processus de recherche rigoureux permettant de collecter efficacement et de manière méthodique les informations se trouvant dans les manuels. Il est ainsi décidé d'y aller par manuel puis par événement. Les manuels ne traitant pas de tous les événements puisque certains suivent l'approche thématique et que d'autres ne traitent que d'une partie de la chronologie prescrite au programme, nous estimons plus simple de travailler par manuel en commençant par les ouvrages associés au programme de 2006. Le manuel est donc sélectionné, puis un tour d'horizon est fait afin de voir si les événements choisis y sont traités. Bien sûr, même si une section entière n'est pas réservée à un événement, mais qu'on y fait tout de même référence, le manuel est analysé. Chaque mention d'un événement est ensuite inscrite dans la grille d'analyse et elle est détaillée si le manuel réserve des explications sur le sujet abordé.

Le fichier de collecte de données est quant à lui divisé en treize sections correspondant aux événements choisis. Ensuite, les sous-sections correspondent aux manuels et aux informations qui y sont trouvées. Le nombre de sous-sections n'est ainsi pas le même pour tous les événements, sachant que tous les manuels ne traitent pas de tous les événements.

Lors de l'analyse des événements, l'attention est d'abord portée sur le fait que le manuel traite ou non d'un des épisodes choisis, puis nous analysons quelle lecture de l'événement est proposée. Tel que mentionné dans le cadre conceptuel, ces événements marquants de l'histoire politique et nationale du Québec sont aussi des lieux d'affrontements de visions entre les historiens et les didacticiens. Cette recherche est donc fort appropriée pour voir laquelle de ces visions se retrouve dans les différents manuels et si le tout varie selon les événements traités ou le programme d'attache. Ensuite, une attention particulière est portée sur le vocabulaire utilisé. En effet, utilise-t-on un vocabulaire plutôt neutre ou un vocabulaire connoté témoignant des tensions ou des violences pouvant être vécues lors de certains épisodes ? Le bon-ententisme a une forte tendance à diminuer l'exposition des tensions réelles ayant cours lors de certains de ces moments de tensions et de conflits de l'histoire québécoise et canadienne. Le nationalisme a, quant à lui, le réflexe d'amplifier les conséquences ou l'intensité de certains moments (Bouvier et Courtois, 2021). Il faut donc regarder comment les auteurs choisissent de présenter la situation. Finalement, bien que le tout relève davantage de l'analyse quantitative, nous regardons rapidement quelle quantité de texte est réservée à ces événements liés de près à la question nationale au sein des manuels. Il est bien important de regarder cet aspect, puisque la seule mention d'un événement ne peut équivaloir à plusieurs pages de détails. Il est important de voir comment on traite de ces épisodes et quelle place on leur réserve.

Pour conclure, cette méthodologie est pleinement adaptée à notre question de recherche, alors qu'elle nous permettra de relever de manière explicite la façon dont les grands moments de la trame nationale sont traités dans les manuels. Nous pourrons ensuite comparer les résultats obtenus afin de voir notamment si l'on peut relever l'influence de certaines idéologies sur les contenus des manuels. Notre méthodologie utilisant la même démarche pour les événements de la trame nationale et pour les événements socio-économiques utilisés comme comparatifs, cela nous donne l'occasion d'établir de vraies comparaisons basées sur une étude approfondie de ces treize moments importants de l'histoire du Québec.

CHAPITRE IV

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Le quatrième chapitre vise à présenter les données collectées dans le cadre de cette recherche menée au sein des manuels d'histoire du deuxième cycle du secondaire. En guise de rappel, notre question de recherche est la suivante :

Comment les manuels d'histoire du deuxième cycle du secondaire traitent-ils le développement d'événements historiques liés à la question nationale ou touchant à des débats idéologiques sur le territoire du Québec ?

L'objectif est de voir comment certaines idéologies peuvent influencer la lecture proposée au sein des manuels. Une méthodologie rigoureuse est utilisée afin de recueillir les informations. La présentation des résultats s'effectue par événement, puis par programme d'attache. Ainsi, nous débutons par une présentation des données relatives à la Conquête de 1760 au sein des manuels scolaires associés au programme de 2006. Cette section est divisée entre les manuels de 3^e secondaire et ceux de 4^e secondaire. Ensuite, nous traitons du même événement, mais en présentant la manière dont les manuels du programme de 2017 présentent cet épisode. Cette façon de faire est adoptée pour la présentation des résultats des treize événements choisis, que nous avons détaillés dans la méthodologie.

4.1 La Conquête (La Défaite) de 1760

La Conquête est l'événement qui a fait couler le plus d'encre dans le débat idéologique opposant l'école de Québec à celle de Montréal autour des années 1950 en raison des conséquences différentes qu'ils associaient à cet événement. Il importe de voir donc quelle lecture est privilégiée au sein des manuels.

4.1.1 Manuels associés au programme de 2006

D'entrée de jeu, les manuels de 3^e secondaire associés au programme de 2006 présentent l'arrivée d'une population anglophone comme étant la principale conséquence de la Guerre de la Conquête. L'histoire sociale semble être privilégiée ici. On a affaire à une lecture des événements peu axée sur les impacts sur le peuple canadien. On remarque aussi que la place accordée aux batailles issues de la Guerre de la Conquête, ainsi qu'aux ravages qu'elle a causés diverge beaucoup selon les collections. En effet, *Le Québec, Une Histoire à suivre* (Bédard *et al.*, 2007) offre un portrait détaillé des événements et des conséquences autant politiques que sociales et territoriales de la Conquête et de ses destructions, alors que *Présences* (Dalongeville *et al.*, 2007) n'accorde que deux pages à la Guerre de la Conquête et n'aborde pas les pertes humaines ni les conséquences politiques du conflit. Cependant, ce même manuel, à l'instar d'autres, réserve autant, si ce n'est davantage de pages aux « Ailleurs », soit à des sections réservées à la comparaison avec des événements semblables vécus par d'autres sociétés ailleurs dans le monde. Ces sections sont propres au programme de 2006 et ne se retrouvent pas dans celui de 2017. On assiste donc à une situation où des manuels d'histoire nationale donnent davantage d'espace à des événements extérieurs à l'histoire du Québec et du Canada qu'à des moments phares de l'histoire de leur propre pays.

Ensuite, le prisme présentiste, qui était décrié lors du débat (Rioux, dans Bouvier et Sarra-Bournet, 2008) se manifeste au sein de plusieurs manuels de 2006, alors que la Conquête est utilisée pour présenter l'origine de la dualité linguistique canadienne contemporaine (Fortin *et al.*, 2007; Thibeault et al., 2007). Bien que cet événement corresponde effectivement à la naissance du Canada anglais, il s'agit également du début d'un déclin de la primauté démographique et de la survivance pour les Canadiens de langue française, ce qui n'est pas abordé dans tous les manuels. La présentation ne se fait clairement pas dans une perspective nationale, alors que le récit n'est pas présenté du point de vue de la nation canadienne. Les liens entre le passé et le présent servent davantage à présenter une vision canadienne basée sur une cohabitation entre les deux langues qu'à montrer la Conquête comme le début des tensions qui persisteront jusqu'à nos jours entre francophones et anglophones au Canada. On peut le voir par le vocabulaire utilisé, alors que le manuel *Fresques* (Fortin *et al.*, 2007) à la page 134 parle de « rencontre de deux cultures » et de « coexistence », ce qui s'éloigne grandement de la dureté vécue au moment de la Conquête. L'influence idéologique du bon-ententisme se fait voir dans plusieurs manuels de 3^e secondaire, du moins sur cet événement. La Conquête est présentée, mais pas détaillée, ce qui permet d'observer une certaine affinité avec l'école de Québec, qui ne voit pas en cet événement une rupture majeure dans l'histoire de ce que l'on nomme aujourd'hui le Québec.

Du côté des manuels de 4^e secondaire, la Guerre de la Conquête est nommée, mais ses violences ne sont pas présentées. En somme, on évoque certaines conséquences quant aux aspects sociaux, politiques, économiques et culturels, ce qui constitue une avancée par rapport aux manuels de 3^e secondaire. Cependant, à aucun moment on ne fait référence aux morts ou aux ravages causés par l'armée britannique dans la vallée du Saint-Laurent en aval de Québec et encore moins en Acadie. Un seul manuel semble réellement présenter la Conquête comme étant un moment de rupture, soit *Repères, Histoire et éducation à la citoyenneté* (Sarra-Bournet *et al.*, 2008). Prenons quelques lignes pour détailler le portrait qui est fait des conséquences de la Conquête selon les aspects de société présentés dans les manuels. Tout d'abord, sur le plan social, il est question de l'émigration francophone, surtout composée des élites vers la France et de l'arrivée des premiers britanniques sur le territoire. Certains manuels comme *Fresques* (Horguelin *et al.*, 2008) mentionnent que l'immigration en provenance du Royaume-Uni cause certaines tensions, alors que d'autres comme *Le Québec, une histoire à construire* (Brodeur-Girard *et al.*, 2008) ne traitent pas de tensions à la suite de l'arrivée du conquérant. Du côté économique, la Conquête est montrée comme un événement n'ayant pas vraiment causé de cassure comme on le voit dans cet extrait de ce même manuel :

Au moment de la Conquête, la traite des fourrures occupe toujours une place très importante dans l'économie canadienne. Jusque dans les années 1780, le système établi à l'époque de la Nouvelle-France change très peu : les marchands et voyageurs canadiens continuent leur travail comme auparavant, mais les fourrures sont désormais envoyées à Londres plutôt qu'à Paris. (Brodeur-Girard *et al.*, 2008, p. 330)

Il est question, dans certains manuels, du fait que les Canadiens, qui occupent des postes importants au sein du commerce des fourrures, se font remplacer par des Britanniques. On ne présente toutefois pas cet événement comme entraînant des conséquences structurelles provoquant une mise à l'écart des francophones des postes de direction dans le milieu économique jusque dans les années 1960. Ces manuels qui accordent beaucoup d'importance aux liens avec le présent ne font pas la relation entre la Conquête et l'infériorité économique des Canadiens français qui s'étendra sur plus de deux siècles. La lecture des événements est ainsi clairement plus près de celle de Marcel Trudel et de l'école de Québec (Dorais, 2022) que de la pensée nationaliste de Maurice Séguin et de l'école de Montréal (Lamarre, 1993).

Sur le plan culturel et sur celui des idées, l'arrivée des Britanniques est montrée comme vecteur « de nouveaux mouvements de pensée comme le libéralisme et le nationalisme » (Horguelin *et al.*, 2009, p. 30). On présente le conquérant comme un acteur apportant la modernité dans l'ancienne Nouvelle-France, ce qui n'est pas sans rappeler la lecture bon-ententiste de l'école de Québec, qui associe des conséquences bénéfiques à la Conquête, notamment l'arrivée du libéralisme et bientôt de la démocratie. La Conquête aurait alors libéré le peuple de l'autoritarisme de la monarchie absolue française.

C'est d'ailleurs cette lecture que l'on retrouve dans le manuel *Le Québec, Une Histoire à construire* (Brodeur-Girard *et al.*, 2008). Cette analyse quant à cette

Conquête providentielle est également présente au sein de l'aspect réservé à l'histoire politique, alors que l'on aborde les bienfaits de la présence britannique, ces derniers apportant les journaux, la possibilité de mettre en place des pétitions et de créer des associations (*Ibid.*). On ne retrouve toutefois, dans les sections réservées aux mouvements de pensée, qu'une seule mention des visées assimilatrices des Britanniques. Cette situation se retrouve dans le manuel *Présences* (Dalongeville *et al.*, 2008), alors qu'il est question de l'échec de ces dernières lors des premières années du Régime britannique. On accorde que très peu d'espace à l'attitude hostile de plusieurs hauts dirigeants envers les Canadiens, mais on ne présente pas non plus l'attitude clémente des deux premiers gouverneurs envers les Canadiens. Encore une fois, les pages réservées à la Conquête sont peu nombreuses, ce qui limite la quantité de détails présentés.

Le module *Pouvoir et pouvoirs* ne traite finalement pas de la perte d'influence des Canadiens sur les structures décisionnelles de la colonie. On montre plutôt que le changement de régime se fait sans réelle cassure, alors que les objectifs des dirigeants coloniaux restent les mêmes, soit de favoriser le développement économique et de prévenir la guerre. Le module sur l'histoire politique ne se penche pas non plus sur les batailles livrées lors de la Guerre de la Conquête. On évoque ainsi qu'il y a eu une conquête militaire, mais on ne la détaille pas. On peut ainsi, encore une fois, tisser des liens entre ce que l'on observe dans les manuels sur la

Conquête et la vision de l'école de Québec, qui tend à marginaliser l'histoire politique et les moments ayant divisé la société canadienne.

Le seul manuel qui semble s'écarter en partie de ces tendances et qui y va de conclusions différentes est le manuel *Repères, Histoire et éducation à la citoyenneté* (Sarra-Bournet *et al.*, 2008). Ce dernier présente les conséquences de la Conquête sur la population, notamment la faim causée par le siège de Québec. On y dépeint les Britanniques comme étant bienveillants envers les Canadiens en donnant des exemples concrets d'actions portées auprès de la population. On offre un portrait nuancé du conquérant, comme on peut le voir ici : « La Grande-Bretagne fait certes quelques gestes de conciliation envers les Canadiens, en les autorisant à pratiquer leur religion et en maintenant les lois civiles françaises, mais les nouveaux sujets britanniques perdent le contrôle de leurs institutions politiques, à moins qu'ils ne consentent à renoncer à leur foi. » (*Ibid.*, p.194) Il est également question de la crainte des Canadiens concernant leur avenir. Ensuite, on nuance la vision des Britanniques apportant avec eux le libéralisme, alors que le tout est replacé dans le contexte occidental de l'époque, soit le siècle des Lumières qui favorisait la diffusion de cette idéologie un peu partout en Europe, mais également dans les colonies. Finalement, la Conquête est présentée comme un moment de rupture. Il s'agit cependant du seul manuel allant en ce sens.

4.1.2 Manuels associés au programme de 2017

Dans le cas du programme de 2017, il est important de préciser que l'approche chronologique mise en place sur deux ans fait que la Conquête n'est abordée qu'en troisième secondaire. Il est également à noter que, parmi les quatre manuels officiels qui sont publiés, trois se ressemblent beaucoup dans la manière d'aborder le contenu, soit *Périodes*, *Mémoire.qc.ca* et *Chroniques du Québec et du Canada*, alors que le manuel *MisÀjour Histoire* aborde les sujets bien davantage en surface. Ce constat est d'ailleurs vrai pour tous les événements. *MisÀjour Histoire* mentionne d'ailleurs lui-même sur sa couverture être un manuel de synthèse traitant les événements de manières différentes.

Au sein des manuels associés à ce programme, la Guerre de la Conquête occupe une place de choix. D'abord, on accorde à cet événement beaucoup d'espace, alors que la Conquête est montrée comme une réelle cassure dans l'histoire du Québec et du Canada, qui a amené des transformations quant à tous les aspects de la société (Lauzon *et al.*, 2016). On ne parle pas de tragédie ou de catastrophe comme l'ont fait les historiens nationalistes de l'école de Montréal (Lamarre, 1993), mais on montre clairement que l'avant et l'après Conquête sont deux époques profondément différentes pour le peuple canadien. On peut voir ici dans le manuel *MisÀjour* ((Lauzon *et al.*, 2016) à la page 91 un exemple de présentation des impacts majeurs de la Conquête, mais qui sont nuancés en rappelant l'attitude conciliante des premiers gouverneurs à l'endroit des Canadiens :

Le changement d'empire entraîne d'importantes transformations sociales, politiques, économiques et culturelles dans la société coloniale. Au cœur de ces transformations, la Grande-Bretagne souhaite l'assimilation de la population

canadienne. Toutefois, les autorités en place décident de se montrer conciliantes avec la population canadienne.

On présente aussi les effets de la Conquête sur le commerce des fourrures, dont la direction est retirée des mains des Français et des Canadiens pour être récupérée par les Britanniques (*Campeau et al.*, 2017). Ensuite, tous les manuels mettent de l'avant au moins quelques moments marquants et des conséquences de la Guerre de la Conquête.

Les manuels *Périodes*, *Mémoire.qc.ca* et *Chroniques du Québec et du Canada* vont en détail dans les batailles et les dévastations causées par le conflit, notamment les morts, les récoltes anéanties et la politique de la terre brûlée des Britanniques. Ces trois mêmes ouvrages abordent également en profondeur les causes de la Conquête et le contexte de l'époque. Le portrait de cet événement est toutefois fait de manière rigoureuse et scientifique en s'en tenant aux faits. Les Britanniques ne sont pas présentés comme des tyrans sanguinaires ou comme un ennemi historique, mais plutôt comme des conquérants menant bel et bien des actes de guerre dévastateurs, puis faisant preuve d'humanité ensuite, notamment en aidant la population de la région de Québec qui est touchée par les bombardements. La trame nationale est clairement présente, alors que l'on montre les impacts directs vécus par le peuple canadien, mais il n'est pas question pour autant dans les manuels de thèses nationalistes à la Maurice Séguin sur les conséquences structurelles de la Conquête menant à l'infériorité économique des Canadiens français.

4.2 La création des pensionnats autochtones à partir de 1831

Il est pertinent que l'on s'attarde à ce phénomène, surtout dans un contexte où les atrocités perpétrées dans ces établissements ont fait surface dans les années 2010. L'étude de cet événement nous permet aussi de voir la façon dont les manuels traitent de l'attitude du gouvernement et de ses visées assimilatrices à l'égard des Autochtones.

4.2.1 Manuels associés au programme de 2006

L'étude des quatre manuels de 3^e secondaire associés au programme de 2006 nous permet de constater que les pensionnats autochtones ne sont tout simplement pas à l'étude pour ce niveau. Les manuels abordent la création des réserves et la Loi sur les Indiens, mais il n'est pas question des pensionnats. Du côté de la 4^e secondaire, l'événement est également absent de tous les manuels. Seul *Le Québec, une histoire à construire* (2008) portant sur les réalités sociales touchant à la politique et à l'économie fait référence à la scolarisation obligatoire des jeunes autochtones, mais le mot pensionnat n'est pas nommé. Cette absence du traitement de la naissance des pensionnats autochtones au Canada s'explique probablement par le fait qu'à l'époque, les historiens et les didacticiens possédaient moins d'informations sur cet épisode difficile de l'histoire canadienne. En effet, la Commission de vérité et réconciliation s'est étalée de 2008 à 2015 et a permis d'en apprendre beaucoup plus sur le système des pensionnats et sur les sévices vécus par

les jeunes autochtones (Moran, 2020). Il n'est donc pas si surprenant de voir que le sujet n'est pas abordé dans les manuels de 2006. On peut cependant remarquer que les dynamiques autochtones post-colonisation sont assez peu détaillées, ce qui peut étonner, sachant les étiquettes de pluralistes et les volontés progressistes qui avaient été accolées au programme de 2006.

4.2.2 Manuels associés au programme de 2017

On retrouve des mentions de cet événement dans les quatre manuels de 4^e secondaire. En effet, bien que l'année 1831 fait partie du contenu abordé en 3^e secondaire, comme mentionné dans la méthodologie, l'année exacte de la fondation du système des pensionnats y est débattue par les auteurs. Les concepteurs du programme *Histoire du Québec et du Canada* ont ainsi décidé de souligner la mise en place des pensionnats dans la lignée de la Commission Bagot, qui suggérait d'éloigner les jeunes autochtones de leurs parents afin de pouvoir les assimiler (Bagot, 1845). Le sujet est ainsi également touché dans les manuels de 4^e secondaire. Tous les manuels abordent la mise en place des pensionnats et les visées assimilatrices de ces établissements. Certains ne présentent que très peu les violences vécues dans les pensionnats, ce qui a lieu d'étonner. Malgré tout, la présence de ce phénomène constitue déjà une augmentation de la visibilité donnée à ces épisodes et aux difficultés vécues par les Autochtones. Cela nous permet aussi de constater que les ajouts au programme de 2006 ne se font pas uniquement dans une perspective visant à raconter les grands moments politiques de la nation québécoise, alors que les débats

sociaux vécus au Québec et au Canada ont également contribué à revoir les notions jugées essentielles au sein du programme d'histoire, puis, par conséquent, dans les manuels.

4.3 Les Rébellions des Patriotes de 1837-1838

Les Rébellions des Patriotes ont eu droit à des interprétations diverses, autant chez les nationalistes que chez les bon-ententistes, à travers les époques. Pour Fernand Ouellet, un membre de l'école de Québec, il s'agit de soulèvements basés sur des dynamiques sociales et qui ne possèdent aucune dimension nationaliste (Dorais, 2022). Pour Groulx, il s'agit au contraire d'un moment fondateur pour le peuple canadien qui se soulève contre la métropole britannique afin de faire du Bas-Canada une république (*Ibid.*). Il faut ainsi vérifier laquelle de ces interprétations ou des autres qui ont existé s'est imposée dans les manuels.

4.3.1 Manuels associés au programme de 2006

Au sein des manuels de troisième secondaire, la description offerte des Rébellions des Patriotes est assez complète. L'approche chronologique permet de présenter les événements dans un ordre logique, donnant la possibilité à l'élève de saisir le déroulement de ce moment important du XIX^e siècle au Canada. On ne plonge pas en détail dans les Rébellions, mais les causes sont abordées, tout comme les conflits, ainsi que les conséquences. On nomme d'ailleurs, dans tous les manuels de troisième secondaire, les actions menées par les Patriotes, mais également les

répressions de l'armée britannique, notamment les pillages et les incendies de certains villages ainsi que les emprisonnements, comme on peut le voir ici : « Après les batailles, il arrive que les troupes britanniques pillent et incendient des villages. C'est le cas à Saint-Benoît et à Saint-Eustache. » (Fortin *et al.*, 2007, p. 29). Le manuel n'hésite pas à aborder des facettes plus sombres des Rébellions. *Le Québec, une histoire à suivre* (Bédard *et al.*, 2007) présente même une carte des incendies, comme quoi cette information n'est pas cachée pour éviter d'évoquer des atrocités commises. Le mouvement patriote est montré comme un phénomène d'affirmation libéral, démocratique, mais il n'est toutefois pas question de nationalisme. Cette idéologie animait pourtant plusieurs protagonistes au cœur du combat mené par les Patriotes. On semble opter pour une approche qui mélange la vision des deux écoles historiques. Les Rébellions ne sont pas portées par le nationalisme, mais ses vecteurs sont d'ordre politique, contrairement à ce que soutenait l'école de Québec (Dorais, 2022).

Dans les manuels analysés, la déclaration d'indépendance du Bas-Canada est mentionnée dans trois des quatre manuels de troisième secondaire, tout comme son côté progressiste, laïc et libéral, mais encore une fois la présentation de ce document est dépourvue de toute référence à la nation ou au nationalisme. La seule mention de la nation se fait dans un cadre qui pourrait être jugé présentiste, alors que l'on aborde la Journée nationale des Patriotes, qui est propre au Québec et qui rappelle le combat de 1837-1838 (Thibeault *et al.*, 2007). Les manuels de troisième secondaire offrent en somme une présentation assez complète du déroulement des événements, mais la

référence à la dimension nationaliste du combat mené par les Patriotes, pourtant d'importance majeure dans le contexte, est absente. Ainsi, les Rébellions ne sont montrées que comme étant portées par des idées libérales et progressistes. Rappelons que ce positionnement idéologique rappelle encore une fois celui de l'école de Québec.

Du côté des manuels de quatrième secondaire, le portrait est assez différent. Les Rébellions des Patriotes ne sont d'abord pas présentées dans tous les manuels. On retrouve surtout ces événements dans le chapitre nommé *Pouvoir et pouvoirs*, ce qui n'a rien d'étonnant sachant la dimension très politique de ces événements, alors que les Patriotes se soulèvent contre l'autorité coloniale et sa structure fort peu démocratique. On retrouve toutefois une description beaucoup plus sommaire de ce qui se déroule en 1837 et 1838 en comparaison avec les manuels de troisième secondaire. Sur le plan de la place réservée au caractère nationaliste de ces soulèvements, il semble que la présentation des événements par chapitres thématiques éparpille les informations et, finalement, ne permette pas de saisir le caractère nationaliste de l'événement et son effet sur les enjeux sociaux et politiques du Québec.

Le mouvement patriote est parfois montré comme étant nationaliste au sein du chapitre sur les mouvements de pensée, mais dans la partie politique, ce caractère nationaliste est complètement absent. Au sein de ce chapitre, l'étude de la célébration de la première Saint-Jean-Baptiste en 1834 se fait sans mettre l'accent sur le peuple

canadien et ses particularités culturelles. En effet, on mentionne alors que les festivités tendent à célébrer Papineau, mais également le Haut-Canada, les libéraux anglais, irlandais et américains (Horguelin *et al.*, 2009). La première Saint-Jean-Baptiste aurait donc célébré le pluralisme et le progressisme et on aurait utilisé ces bases afin de faire du 24 juin la fête nationale. On peut alors y voir une lecture assez proche de l'école de Québec et de l'idéologie multiculturaliste, puisqu'au moment de parler de la naissance de la fête nationale, la nation et ce qui la distingue ne sont pas abordés. On remplace le tout par une célébration de tous les groupes réformistes présents en Amérique du Nord, ce qui n'a rien de national.

Ainsi, le caractère nationaliste des Rébellions n'est pas présenté comme étant fondamental, mais bien comme une des idées en vogue à cette époque et qui est collée au mouvement patriote. Ces manuels de quatrième secondaire, à l'exception notable de *Présences* (Dalongeville *et al.*, 2008), ne mentionnent pas les pillages et les incendies menés par les Britanniques en guise de représailles envers le mouvement patriote. Il semble donc que l'on évite de mettre l'accent sur ces violences, qui sont dévastatrices pour certaines franges de la population. Seulement deux manuels sur sept en quatrième secondaire présentent la déclaration d'indépendance du Bas-Canada par les Frères chasseurs en 1838, ce qui a lieu d'étonner, puisque l'événement sonne le début de la fin pour les Patriotes, qui sont vaincus dans leurs vaines tentatives de concrétiser cette indépendance.

4.3.2 Manuels associés au programme de 2017

En ce qui a trait aux manuels de 2017, la principale différence se trouve sur la place réservée au nationalisme dans le traitement des Rébellions des Patriotes. Autant en 2006, les manuels accordent à cette idéologie une place secondaire dans le mouvement des Patriotes, autant le nationalisme occupe une place centrale dans les manuels de 2017. En effet, à la base, la réalité sociale numéro quatre en troisième secondaire (soit un des quatre chapitres vus durant l'année) qui traite de la période des Rébellions des Patriotes se nomme « Les revendications et les luttes nationales » au sein du programme *Histoire du Québec et du Canada* de 2017 (MEES, 2017). Le nationalisme est d'ailleurs un des trois concepts particuliers placés au centre de l'étude de cette réalité sociale. Cette idéologie possède donc une place de choix dans le curriculum et nous constatons qu'il en va de même au sein des manuels. *Chroniques* (Bernier Cormier *et al.*, 2018) présente d'ailleurs l'époque des Rébellions comme correspondant à la naissance du nationalisme canadien devenant canadien-français peu après.

Le nationalisme est également placé sur un pied d'égalité avec les aspirations libérales et républicaines des Patriotes, ce qui est fondamentalement opposé à ce qui se trouve dans les manuels de 2006 où seulement ces deux dernières dimensions sont vues comme les bases des Rébellions. Le manuel *Mémoire.qc.ca* (Campeau *et al.*, 2017) va même plus loin en faisant des liens entre le développement du nationalisme à cette époque et le sentiment d'appartenance des Québécois de nos jours. Le tout

pousse l'élève à se poser des questions sur ce qu'est la nation canadienne, la nation québécoise et le pacte binational à l'origine du Canada. L'objectif est de permettre à l'apprenant de mieux comprendre ce qu'est le nationalisme et de faire des liens entre la réalité contemporaine et celle de l'époque. Cela n'est toutefois pas sans rappeler les étiquettes présentistes qui sont associées au programme de 2006.

Sur le plan des événements, les manuels offrent également un portrait complet semblable à ce qui se trouve dans les manuels de 3^e secondaire associés au programme de 2006. On y expose les causes, les conséquences, mais également les conflits survenus dans le cadre des Rébellions : « La répression de l'armée est sévère. Les soldats saccagent le village et brûlent les maisons. » (Bernier Cormier *et al.*, 2018, p. 421). Il est question de ces répressions de l'armée britannique à la suite des soulèvements dans tous les manuels de 2017 à l'exception de *Mis-à-jour* (Lauzon, 2016). On aborde notamment les incendies et les pillages de villages, mais aussi les pendaisons et l'exil de certains patriotes. Finalement, tous les manuels de 2017 mentionnent l'idée d'indépendance du Bas-Canada portée par les Patriotes.

4.4 L'Acte d'Union de 1840

4.4.1 Manuels associés au programme de 2006

Les manuels de 3^e secondaire associés au programme de 2006 traitent de l'Acte d'Union et de ses volontés assimilatrices envers les Canadiens français, mais détaillent peu les mécanismes assimilateurs et la façon dont la constitution minorise

les francophones. L'Acte d'Union est une constitution imposée par le Royaume-Uni afin de régler les troubles vécus lors des Rébellions des Patriotes au Bas-Canada. Cette constitution naît ainsi pour appliquer la principale recommandation de Lord Durham dans son rapport de 1839, soit d'assimiler les Canadiens en les minorisant politiquement et en leur retirant certaines concessions (Lambton, 1839). Tous les manuels n'abordent toutefois pas cette réalité en la présentant de la sorte et tous n'accordent pas la même importance à cet événement.

La description qui est faite de la mise en place de cette constitution varie selon le manuel. Les aspects importants comme les volontés assimilatrices envers les Canadiens français, l'union des deux territoires, la mise en commun des dettes et l'absence de certains principes démocratiques comme la représentation proportionnelle et la responsabilité ministérielle sont nommés. Cependant, le peu de place réservée à leur traitement fait que le tout n'est vu qu'en surface, ce qui ne permet pas d'apporter des nuances et des explications nécessaires à la compréhension d'un tel sujet. À titre d'exemple, certains manuels comme *Le Québec, Une Histoire à suivre* (Bédard *et al.*, 2007) et *Repères* (Thibeault *et al.*, 2007) présentent la fameuse phrase de Durham voulant que les Canadiens français forment « un peuple sans histoire et sans littérature », alors que d'autres comme *Présences* (Dalongeville *et al.*, 2007) ne la mentionnent pas. Cette phrase célèbre est pourtant associée au Rapport Durham (Lambton, 1839) et résume bien ce qui fonde ses

volontés ethnocentristes et assimilatrices, qui seront ensuite mises en place avec l'Acte d'Union.

Cette période constitue un moment important pour la nation, car elle devra lutter pour survivre dans une structure politique qui vise ouvertement à la faire disparaître. Celle-ci n'a pourtant qu'un traitement en surface en troisième secondaire. Par exemple, les visées assimilatrices ne sont que nommées dans le cadre de l'étude des « Recommandations importantes » du Rapport Durham au sein du manuel *Repères* (Thibeault *et al.*, 2007). L'accent est surtout placé sur la recommandation du gouvernement responsable, et ce, malgré le fait que cette dernière n'est pas appliquée en 1840. Les structures visant l'assimilation sont pourtant bien établies et elles ne sont que nommées sans pourtant mentionner comment Durham souhaitait les mettre en application afin d'arriver à assimiler les Canadiens français. En raison du programme qui demande un traitement des « Ailleurs », on retrouve encore une fois une situation dans certains manuels où cette section réservée à l'histoire d'ailleurs dans le monde afin d'établir une comparaison prend davantage d'importance que le traitement octroyé à l'histoire nationale. C'est le cas de *Fresques* (Fortin *et al.*, 2007) où les « Ailleurs » traitent de l'unification italienne en prenant quatre pages complètes, alors que l'analyse de l'Acte d'Union n'en prend que deux. Les manuels de 3^e secondaire associés au programme de 2006 semblent ainsi favoriser certains pans de l'histoire mondiale au détriment de moments phares de l'histoire nationale.

En quatrième secondaire, l'événement est encore moins détaillé. Au sein du module « Économie et développement », l'Acte d'Union est vu ou présenté comme positif, puisqu'il permet de régler les conflits associés à la création de canaux entre le Bas-Canada et le Haut-Canada (Brodeur-Girard *et al.*, 2008, p. 156). On omet alors de préciser que cette union des deux territoires et la mise en commun des dettes qui la suit contribue justement à appauvrir l'ancien Bas-Canada (le Québec actuel), alors qu'il se retrouve à payer pour des canaux installés au Haut-Canada (futur Ontario) qui affaiblissent son économie en permettant aux bateaux de commercer davantage avec l'autre partie de la colonie. Les volontés d'assimiler les Canadiens français ne sont pas présentées dans tous les modules, mais on les nomme au moins dans chacune des collections de manuels. L'exception est *Le Québec, une histoire à suivre* (Brodeur-Girard *et al.*, 2008), qui ne nomme à aucun moment le fait que l'Acte d'Union vise l'assimilation des Canadiens, malgré le fait qu'il s'agisse de la principale visée de cette constitution, la conséquence la plus sensible du Rapport Durham (Lambton, 1839).

En quatrième secondaire, les manuels n'ont pas vraiment de constance au niveau de leur traitement de l'Acte d'Union. Certains mentionnent des informations sur des caractéristiques de la constitution, alors que d'autres non. Par exemple, le manuel *Le Québec, Une Histoire à construire* (Brodeur-Girard *et al.*, 2008) aborde les conséquences économiques de l'Acte d'Union en présentant les avantages de cette constitution dans le chapitre Économie et développement, alors que le manuel

Fresques (Horguelin et al., 2008) n'évoque pas du tout de l'Acte d'Union dans sa section réservée au même chapitre. Sur le plan du nationalisme, on mentionne dans *Le Québec, une histoire à construire* (Bordeur-Girard et al., 2008) que ce dernier ne meurt pas après l'échec des Rébellions, mais qu'il se transforme sous l'Acte d'Union pour prendre la forme d'un nationalisme de survivance : « La défaite des Patriotes n'éteint pas le nationalisme; elle le transforme. » (Bordeur-Girard et al., 2008, p. 377). Ce constat n'est toutefois pas présent dans tous les manuels. Bien qu'il soit normal qu'il existe des différences entre les différentes maisons d'édition, la mise de côté d'éléments centraux du développement de la nation a lieu d'étonner. Cela peut finalement se répercuter plus que probablement dans l'enseignement reçu par les élèves, les écoles travaillant souvent avec les manuels issus d'une seule collection, ce qui fait en sorte que les élèves n'obtiennent pas un portrait complet de ce que sont les conséquences de l'Acte d'Union.

4.4.2 Manuels associés au programme de 2017

Les manuels de 2017 tendent à accorder davantage d'espace et à offrir une présentation beaucoup plus complète de l'Acte d'Union. En effet, tous les manuels nomment les volontés d'assimilation des Canadiens français, mais on explique aussi pourquoi Durham suggère cette solution dans le contexte de tensions qui suivent les Rébellions de 1837-1838. On présente aussi la réaction de la population face à cette nouvelle constitution en utilisant un vocabulaire connoté permettant de saisir l'intensité du moment. *Périodes* (Charrette et al., 2017) traite d'un mariage forcé

entre les deux Canadas au moment de l'Union, alors que *Chroniques* (Bernier Cormier *et al.*, 2017) mentionne à la page 13 l'indignation des Canadiens français face à cette nouvelle constitution « L'Acte d'union cause l'indignation des Canadiens français. Cette nouvelle constitution, en plus d'avoir pour but avoué de les assimiler, désavantage considérablement le Bas-Canada. ». On assiste donc à une lecture des événements qui se fait beaucoup plus à partir de la perspective de la nation canadienne-française. Les structures de l'Acte d'Union et ses impacts sont également expliqués avec détails afin de permettre à l'élève de bien comprendre ces différents fonctionnements. On explique notamment dans tous les manuels l'union des dettes et ses conséquences, la minorisation politique des Canadiens français puis l'absence de la représentation proportionnelle et de la responsabilité ministérielle. En somme, les manuels associés au programme de 2017 sont plus constants dans le traitement des événements et détaillent beaucoup plus la mise en place de l'Acte d'Union, ce qui permet de mieux saisir l'essence de l'événement, ainsi que le fonctionnement des mécanismes minorisant les Canadiens français établis par cette constitution.

4.5 L'exode des Canadiens français de 1840 à 1930

4.5.1 Manuels associés au programme de 2006

Sur les quatre manuels de 3^e secondaire, on remarque que trois abordent cet événement majeur de l'histoire démographique canadienne-française. *Fresques* (Fortin *et al.*, 2007) et *Le Québec, Une Histoire à suivre* (Bédard *et al.*, 2007) offrent

un portrait assez semblable, en donnant le nombre d'exilés, bien que la période couverte varie. Le premier avance le nombre de 400 000 entre 1850 et 1890, alors que le second mentionne plutôt 900 000 entre 1840 et 1930, ce qui serait assez exact selon Lavoie (1978). Les deux manuels mentionnent aussi les causes de l'exode. *Repères* (Thibeault et al., 2007) ne donne aucun chiffre, mais évoque le solde migratoire négatif du Québec dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Les descriptions qui sont faites sont toutes assez courtes, alors qu'elles ne font qu'en moyenne une demi-page, ce qui ne permet pas d'aborder en profondeur la réalité des Petits Canadas, ces quartiers majoritairement formés de Canadiens français qui se développent en Nouvelle-Angleterre à la suite de l'arrivée massive d'habitants en provenance du Québec, ou du Canada-Est (1840-1867). On remarque qu'encore une fois, les événements sont très peu détaillés, mais avec cet exemple, on observe que cela ne semble pas être propre aux événements d'histoire politique.

Un manuel fait cependant bande à part. En effet, *Présences* (Dalongeville, 2007) n'aborde pas le sujet. On ne fait ainsi aucunement mention de ce phénomène social poussant près d'un million de Canadiens français à quitter le Québec en raison très principalement de leurs conditions de pauvreté. Ce phénomène a bien sûr encore des impacts aujourd'hui sur la démographie du Québec et du Nord-Est des États-Unis, mais l'événement n'est jamais abordé. Cela est encore plus étonnant quand on sait que près d'un tiers des pages de ce manuel d'histoire nationale est réservé aux « Ailleurs ». On constate donc que des choix didactiques ont dû être faits sur le plan

du contenu et que les phénomènes historiques externes ont quelquefois prédominé sur des moments clés de l'histoire nationale du Québec dans ce manuel en particulier.

En quatrième secondaire, les manuels étant divisés par chapitres thématiques, on remarque que l'exode des Canadiens français est surtout touché dans le chapitre *Économie et société*. L'événement est néanmoins abordé dans cinq des sept manuels. On retrouve dans les manuels de la 2^e année du 2^e cycle un portrait beaucoup plus détaillé du phénomène, alors que l'on accorde davantage d'espace à l'événement. Toutes les séries de manuels présentent donc le nombre d'émigrants et plusieurs abordent même les Petits Canadas, ainsi que leurs caractéristiques. Le manuel *Repères* (Sarra-Bournet *et al.*, 2008) nomme d'ailleurs le romancier Jack Kerouac comme exemple de descendant américain d'exilés canadiens-français et affirme que la période de l'exode est dramatique en raison de l'assimilation des populations francophones à la langue et à la culture américaine. Ces manuels accordent davantage d'importance à cet événement.

4.5.2 Manuels associés au programme de 2017

Les manuels associés à *Histoire du Québec et du Canada* offrent un portrait assez détaillé de l'exode des Canadiens français, bien qu'en moyenne, ils offrent une ou deux pages de moins réservés à ces événements que les manuels de 4^e secondaire qui sont associés au programme de 2006. À l'exception de *Mis-à-jour* (Lauzon, 2017), qui ne fait que nommer l'événement à deux reprises, tous les autres manuels abordent

l'événement en expliquant les causes, les conséquences, le nombre d'exilés et en donnant des exemples issus de la vie dans les Petits Canadas. Cet événement ne jouit pas d'un statut particulier, qui en ferait par exemple la colonne vertébrale de l'étude d'une période, mais son importance est reconnue. Les éléments nécessaires à une bonne compréhension pour des élèves du secondaire sont aussi présents. On remarque que la réintroduction de la trame nationale et de l'histoire politique ne signifie pas la mise de côté de l'histoire sociale, du moins en ce qui a trait à l'exode des Canadiens français.

4.6 La Confédération de 1867

4.6.1 Manuels associés au programme de 2006

Les manuels de troisième secondaire présentent tous les causes de la confédération, mais ne s'entendent pas sur le niveau de centralisation du nouveau régime établi par l'Acte d'Amérique du Nord britannique (AANB) de 1867. En effet, ils soutiennent tous que cette nouvelle constitution permet de régler les problèmes d'instabilité politique et de manque de débouchés économiques pour les marchandises canadiennes. Ils mentionnent également que l'AANB permet de mettre fin à la menace des Fenians ou à l'annexion américaine. Cependant, tous ne présentent pas la même vision de la centralisation des pouvoirs au sein de cette constitution. Certains manuels comme *Fresques* (Fortin *et al.*, 2007) et *Le Québec, une histoire à suivre* (Bédard *et al.*, 2007) présentent le nouveau régime comme étant une fédération basée sur la centralisation des pouvoirs entre les mains du

gouvernement fédéral. Dans certains manuels, on y nomme le pouvoir de désaveu et les pouvoirs résiduaire comme des exemples concrets de la volonté de certains politiciens, dont John A. Macdonald, de donner au gouvernement d'Ottawa le plus de contrôle possible sur les politiques du nouveau pays.

D'autres manuels ne proposent toutefois pas la même lecture. *Présences* (Dalongeville *et al.*, 2007) montre notamment la confédération de 1867 comme étant le résultat d'un compromis entre les volontés centralisatrices du Canada-Ouest et les volontés de protection des particularités culturelles du Canada-Est et des Maritimes. D'autres, comme *Repères* (Sarra-Bournet *et al.*, 2008), n'abordent tout simplement pas les volontés centralisatrices de certains politiciens et l'impact qu'a cette vision sur la structure finale de la confédération. Cette variété de points de vue représente assez bien la division entre les historiens sur cette question, alors qu'à travers les endroits et les époques, la Confédération est montrée ou bien comme une constitution salvatrice ou encore dominatrice pour les Canadiens français (Dorais, 2022; Comeau et Lavallée, 2006).

Il est toutefois surprenant de constater qu'au sein d'un même programme, les manuels ne présentent pas le niveau de centralisation de la nouvelle fédération de la même façon. Cet enjeu peut paraître anodin, mais il est loin de l'être puisque ces dispositions constitutionnelles affectent encore de nos jours les relations entre le fédéral et les provinces. La volonté de centraliser les pouvoirs entre les mains du fédéral de certains Pères de la Confédération visait à limiter le pouvoir d'action des

provinces et donc leur marge de manœuvre, dans le but d'assurer la stabilité de la nouvelle union fédérale (Stevenson, 2023). Les élèves se doivent d'avoir un portrait complet de l'événement et des tendances s'affrontant lors de la création du Canada. Il est clair cependant que tous les manuels ne présentent pas toute la complexité de la mise en place de la Confédération.

Concernant un autre enjeu potentiellement chaud, tous les manuels de troisième secondaire montrent assez bien de manière unanime le fait que tous les politiciens de l'époque ne sont pas en faveur de la Confédération. En effet, certains, dont le chef des rouges Antoine-Aimé Dorion, craignent que cette union ne fasse que minoriser davantage les Canadiens français. L'AANB n'est donc pas présentée dans les manuels comme un projet collectif appuyé par tous les Canadiens, d'autant plus que les manuels de la première année du deuxième cycle mentionnent que l'entrée dans la confédération se fait par un vote de la chambre et non pas par un référendum. La Confédération n'est toutefois pas pour autant montrée comme une constitution officialisant l'infériorité des Canadiens, comme le soutient Maurice Séguin en 1968. Le portrait donné est toutefois assez juste, en se limitant aux causes et aux attributs de l'AANB.

Du côté des manuels de 4^e secondaire associés au programme de 2006, on remarque encore une fois que le traitement réservé à la Confédération est assez différent selon le manuel. De la confusion est même présente sur la nature

centralisatrice de cette nouvelle constitution. Le manuel *Fresques* (Horguelin *et al.*, 2009), dans sa section d'histoire politique réservée à la Confédération, présente le régime fédéral comme étant « une fédération plus décentralisée », mais montre ensuite les différents pouvoirs spéciaux du gouvernement d'Ottawa comme les pouvoirs résiduaux, celui de désaveu et la possibilité en cas d'urgence pour le fédéral de passer un projet de loi au sein d'une juridiction provinciale. Ces pouvoirs donnent beaucoup de puissance politique à Ottawa et contribuent à la centralisation des pouvoirs entre ses mains. On utilise le terme fédération, qui fait référence à un État assez centralisé, puis on présente différents pouvoirs uniquement réservés au fédéral. On mentionne cependant dans le titre que la fédération serait décentralisée, ce qui introduit de l'ambiguïté quant à la nature réelle du fédéralisme canadien. Il y a même un bris de continuité avec les manuels de troisième secondaire, alors que *Fresques* affirme ceci : « L'union des colonies n'est donc pas une confédération, mais plutôt une fédération » (Fortin *et al.*, 2007, p. 88). Le terme confédération renvoie à un régime politique plus décentralisé, alors que la fédération concentre plusieurs pouvoirs dans les mains d'un État fédéral.

Le Québec, une histoire à construire (Brodeur-Girard *et al.*, 2008) montre la fédération comme étant basée sur une vision d'un gouvernement central fort. Ce même manuel mentionne d'ailleurs que les visées centralisatrices présentes dans la conception de l'AANB se font de manière à rejeter l'identité franco-catholique des Canadiens français afin que le pays se développe dans une perspective anglo-

protestante et impérialiste. Cette lecture s'approche des thèses nationalistes de l'école de Montréal et ne se retrouve pas dans les autres manuels, ce qui témoigne ici encore des différences marquées entre eux. Finalement, il est de nouveau frappant de voir le peu d'espace accordé au traitement d'un événement majeur de notre histoire politique tel la Confédération. La trame thématique présente en 4^e secondaire éparpille les informations et sème une certaine confusion. On accorde un peu d'espace à la structure politique de l'AANB dans le chapitre *Pouvoir et pouvoirs*, mais les détails sur le contexte politique et sur les conséquences réelles de cette constitution sont peu présents. Il est également parfois question de la Confédération dans les autres chapitres, mais le tout se fait en surface et n'est pas toujours présent selon le manuel.

4.6.2 Manuels associés au programme de 2017

Les manuels de 2017 offrent un portrait de la Confédération complet sur le plan des causes et des dispositions de cette nouvelle constitution. La couverture est aussi assez unanime au niveau du traitement réservé quant à la centralisation de la fédération canadienne. En effet, tous les manuels abordent le fait que la nouvelle constitution donne d'importants pouvoirs au palier fédéral, notamment le pouvoir de désaveu et les pouvoirs résiduels. Chaque manuel a, bien entendu, sa façon d'aborder cet aspect, mais tous traitent de cette centralisation et s'entendent sur le sujet. Les manuels *Mis-à-jour* (Lauzon, 2017) et *Mémoire.qc.ca* (Fortin et al., 2017) traitent même de la différence entre le concept de fédération et celui de confédération

afin de permettre à l'élève de pleinement comprendre quel type de régime politique est mis en place en 1867. Le but est de montrer l'impact réel qu'a cette organisation politique sur la nation. *MisÀjour* (Lauzon, 2017) parle de la subordination des provinces au fédéral, alors que *Chroniques* (Bernier Cormier *et al.*, 2017) évoque une répartition inégale des revenus qui désavantage les provinces. Les manuels présentent donc clairement et de manière unanime le fait que la constitution de 1867 avantage le gouvernement fédéral et laisse moins de ressources et de pouvoirs au gouvernement québécois pour continuer son travail de protection de la nation. On assiste à une lecture des événements qui se rapproche de la vision nationaliste où la Confédération renforce des structures de domination comme le voyait Maurice Séguin, bien que le tout ne soit pas nommé de la sorte (Comeau et Lavallée, 2006).

4.7 L'Affaire Guibord de 1869

4.7.1 Manuels associés au programme de 2006

Les manuels de 3^e secondaire ne choisissent pas d'aborder ce sujet. Bien que *Le Québec, une histoire à suivre* (Bédard, 2007) et que *Repères* (Thibeault, 2007) présentent l'affrontement entre libéraux et ultramontains dans la seconde moitié du XIX^e siècle, aucun manuel de ce niveau ne traite de cet événement, même s'il est probablement le plus emblématique de cette opposition (Turner, 2013). Cela peut surprendre, surtout lorsque l'on envisage l'importance qu'a eu ce conflit idéologique dans l'histoire socioculturelle du Québec. On peut cependant en déduire qu'il s'agit

d'un choix didactique justifiable d'écarter ce moment et de favoriser l'étude d'un autre.

En quatrième secondaire, seulement deux manuels sur sept y font référence. Dans le cadre de l'étude thématique, ceux qui en traitent le font sur environ une demi-page. *Fresques* (Horguelin et al., 2007) évoque le déroulement des événements et présente Joseph Guibord. Le tout nous permet de saisir que l'affaire tourne autour d'une confrontation idéologique, mais on ne l'explique en détail. *Repères* (Sarra-Bournet et al., 2008) offre davantage d'informations sur le conflit entre les libéraux et le clergé et montre même comment l'Affaire Guibord contribue au déclin de l'Institut canadien et au rassemblement des libéraux dans un mouvement plus modéré incarné par Wilfrid Laurier. Pour les autres manuels, toutes les sections *Culture et mouvements de pensée* mentionnent l'affrontement entre libéraux et ultramontains, mais le détaillent peu. On remarque ainsi de nouveau que les événements comparatifs semblent eux aussi être victimes d'explications assez courtes dans les manuels de 2006.

4.7.2 Manuels associés au programme de 2017

Seulement deux manuels associés au programme de 2017 sur quatre abordent l'événement, soit *Chroniques* (Bernier Cormier et al., 2017) et *Mémoire.qc.ca* (Campeau et al., 2017). Les deux montrent l'opposition idéologique entre les deux camps. Le premier manuel relève chronologiquement le déroulement des événements,

alors que le second délaisse cette approche, mais met l'emphase sur l'excommunication des membres de l'Institut canadien lors de l'Affaire Guibord. Les deux autres manuels sont un peu à l'image de certains manuels associés au programme de 2006, alors que l'on présente ce conflit entre le clergé et les libéraux, mais on ne présente pas l'Affaire Guibord pour l'illustrer, ce qui relève encore une fois de choix didactiques justifiables. On remarque alors que le traitement de cet événement comparatif est assez semblable entre 2006 et 2017.

4.8 Les soulèvements des Métis de 1869 et de 1885

4.8.1 Manuels associés au programme de 2006

Du côté des manuels de 3^e secondaire, les tensions présentes entre francophones et anglophones associées aux deux soulèvements des Métis, mais également à la pendaison du chef Louis Riel sont clairement explicitées dans tous les manuels. On montre bien les causes et les conséquences de l'événement, tout comme la division que l'événement crée au sein de la société canadienne. La poussée nationaliste suivant la pendaison de Riel, qui mènera à l'élection d'Honoré Mercier comme premier ministre, est également décrite. Certaines descriptions faites des soulèvements, notamment celles dans *Repères* (Thibeault *et al.*, 2007) omettent toutefois de parler du rôle clé joué par John A. Macdonald dans la mise à mort de Louis Riel. La personnalité de Macdonald, ainsi que son rôle dans ces événements ne figurent pas dans certains manuels, bien que ces éléments représentent un cas typique

de l'opposition du premier Premier ministre de l'histoire canadienne à la nation canadienne-française.

La répression du mouvement des Métis par la force des armes venue tout droit du gouvernement fédéral n'est toutefois présente que dans le manuel *Présences* (Dalongeville *et al.*, 2007). Ce dernier va dans le sens inverse des autres manuels sur cette question, alors qu'il mentionne même à deux reprises que le gouvernement fédéral agit avec fermeté afin d'éviter l'établissement d'une nouvelle province francophone dans l'ouest du Canada. Cela signifie donc que les autres manuels n'abordent aucunement cette facette fondamentale de l'événement où des forces de l'ordre canadiennes-anglaises répriment dans le sang ces soulèvements. On peut ainsi y voir une mise de côté d'un moment peu glorieux pour le gouvernement fédéral. Cette situation semble être un nouveau témoin de l'influence bon-ententiste sur les manuels de 2006. Finalement, ces grands moments de tensions ne prennent que deux à quatre pages au maximum, et ce, malgré la complexité du sujet. Pour rappel, on traite ici de deux soulèvements majeurs dans l'ouest du pays entraînant des répercussions importantes partout au Canada, puis sur son histoire.

Quant aux manuels de 4^e secondaire, ils réservent un sort différent aux soulèvements des Métis. Ces événements marquants ne sont pas abordés dans les modules sur l'économie, ce qui n'a pas grand-chose d'étonnant. Il est toutefois surprenant de constater que, dans le chapitre *Population et peuplement* ou même

qu'au sein de celui nommé *Culture et mouvements de pensée*, on ne traite pas des Métis, de leur culture distincte et de ce qui les caractérise. Les Rébellions des Métis ont aussi des effets profonds sur le nationalisme au Québec. Il est ainsi étonnant que le module réservé aux mouvements de pensée n'en fasse pas davantage mention. On retrouve donc la présentation de cet épisode uniquement dans le module réservé à l'histoire politique. La poussée nationaliste au Québec et les tensions entre francophones et anglophones partout au Canada suivant la pendaison de Riel y sont abordées. *Repères* (Sarra-Bournet *et al.*, 2008) montre clairement les soulèvements des Métis comme un moment central dans l'affirmation nationale des Canadiens français, mais également comme un épisode d'incompréhension entre les deux Canada.

Les rébellions des Métis au Manitoba en 1870, la pendaison de leur chef Louis Riel en 1885, la question des écoles catholiques au Manitoba en 1890, en Saskatchewan en 1905 ainsi qu'en Ontario en 1912, la guerre des Boers de 1899 à 1902 et la Première Guerre mondiale de 1914 à 1918 sont autant de moments de crise qui soulignent les tensions et l'incompréhension entre francophones et anglophones.

On est loin ici d'une lecture bon-ententiste, alors que les tensions sont clairement explicitées, du moins dans ce manuel. De son côté, *Le Québec, une histoire à construire* (Dalongeville *et al.*, 2008) va même jusqu'à présenter les volontés séparatistes de Jules-Paul Tardivel pour témoigner de la tension qui règne à l'époque. Cependant, il n'est pas question de l'attitude méprisante qu'a le premier ministre Macdonald envers le peuple métis ou envers les Canadiens français lors de cet événement, ce qui surprend encore une fois.

4.8.2 Manuels associés au programme de 2017

Les manuels associés au programme *Histoire du Québec et du Canada* de 2017 présentent, comme ils le font avec les événements abordés précédemment, un portrait beaucoup plus détaillé des moments historiques sélectionnés. Cet énoncé exclut toutefois le manuel *MisÀjour* (Lauzon, 2017), qui offre presque uniquement des résumés des événements marquants de l'histoire du Québec. Dans les autres manuels, il est bien entendu question de l'impact des soulèvements des Métis sur le nationalisme canadien-français, mais cela va plus loin alors que les manuels proposent une analyse complète des causes de ce double épisode en prenant la peine de détailler les personnages impliqués, notamment ceux de Gabriel Dumont, Louis Riel, mais également celui de John A. Macdonald, ce qui était absent des manuels de 2006. La fameuse phrase de ce dernier sur les chiens du Québec est d'ailleurs mentionnée, ce qui n'est pas le cas dans les manuels du programme précédent. Rappelons que Macdonald avait dit « Louis Riel sera pendu, même si tous les chiens du Québec aboient en sa faveur » (Nadeau, 2016). Les violences perpétrées par le gouvernement fédéral, mais également la volonté que le développement de l'Ouest se fasse dans une perspective anglo-protestante sont dépeintes au sein des trois principaux manuels. La plus grande importance accordée aux soulèvements, mais également à d'autres temps forts de l'histoire nationale permet de mieux détailler ces tensions, ses causes et ses conséquences. Ces descriptions détaillées témoignent de nouveau d'un retour de la trame nationale, après l'éclipse constatée de 2006, qui

octroie davantage d'emphase aux événements marquant le développement du peuple canadien, devenu alors canadien-français.

4.9 La Conscription de 1917

4.9.1 Manuels associés au programme de 2006

Tous les manuels de 3^e secondaire présentent bien l'opposition entre francophones et anglophones au moment de l'imposition de la conscription au Canada lors de la Première Guerre mondiale. Il est également question des émeutes à Québec et de la colère des Canadiens français associés à la mise en place forcée de la conscription par le gouvernement fédéral. On montre d'ailleurs bien que cette divergence d'opinion sur cette question vient surtout de la différence de sentiment d'appartenance entre les deux peuples. Les Canadiens français sont d'abord attachés à leur nation et son territoire, alors que les Canadiens anglais ont un sentiment filial à l'égard de l'Empire britannique (Armstrong, 1998). Le portrait de l'événement est encore une fois assez court dans les manuels, mais il ne met pas pour autant de côté les moments de tensions.

On traite aussi du fait que cet événement contribue à détériorer les relations entre francophones et anglophones au Canada dans certains manuels de 4^e secondaire. Le manuel *Fresques* (Horguelin *et al.*, 2009) va même jusqu'à aborder la motion Francoeur, prononcée dans l'enceinte de la chambre des communes à Ottawa et ses visées indépendantistes pour le Québec afin d'illustrer le gouffre qui sépare les deux

Canadas à ce moment. L'importance des tensions est aussi montrée dans *Présences* (Dalongeville *et al.*, 2007, p. 108) :

Cependant, en 1917, une profonde crise politique fragilise la fédération canadienne : le premier ministre du Canada, Robert Borden, décide d'imposer la conscription. Au Québec, cette politique soulève la colère et l'indignation. En 1918, des émeutes éclatent dans la ville de Québec, faisant quatre morts parmi les manifestants.

Cependant, dans bien des cas, l'opposition entre les Canadiens français et les Canadiens anglais au XX^e ne se voit accorder une page tout au plus, ce qui témoigne de l'importance accordée à l'événement en question. D'autres manuels accordent toutefois beaucoup moins d'espace à ces événements. Par exemple, *Repères* (Thibeault *et al.*, 2007) mentionne bien la division des deux peuples, mais n'évoque la Crise de la conscription que dans un petit encadré. Les manuels *Le Québec, une histoire à suivre* (Brodeur-Girard *et al.*, 2008) et *Présences* (Dalongeville *et al.*, 2008) ne font que nommer l'événement. Aucune description, même dans le chapitre réservé à l'histoire politique *Pouvoir et pouvoirs* en quatrième secondaire, ne permet d'expliquer en détail ce que constitue la Crise de la conscription et les conséquences considérables qu'elle apporte sur les relations entre francophones et anglophones au Canada. Comme pour d'autres événements, on observe que le portrait et surtout la profondeur qui est donnée à certains événements majeurs de la trame nationale varient beaucoup selon la maison d'édition. On observe toutefois une volonté de certains de réduire au minimum l'importance accordée à l'histoire politique et aux points de tensions.

4.9.2 Manuels associés au programme de 2017

En ce qui concerne les manuels de 2017, on remarque qu'ils abordent tous la Crise de la conscription, bien qu'encore une fois le manuel *MisÀjour* (Lauzon, 2017) offre moins de précisions concernant les causes et les conséquences de l'événement. Ce dernier fait néanmoins mention de l'opposition du Québec à la mise en place de la conscription dans un encadré nommant les conséquences de la Première Guerre mondiale. Une section de deux pages présente les différents existants entre les Canadiens français et les Canadiens anglais quant à leur implication dans la guerre. Les autres manuels associés au programme de 2017 proposent une approche qui permet de comprendre plus en détail les causes, les conséquences, mais surtout les tensions qui caractérisent cet épisode phare de l'histoire canadienne. Seul le manuel *Périodes* (Charrette et al., 2017) va jusqu'à présenter la motion Francoeur, qui suggère la séparation du Québec, pour illustrer le niveau de tension et d'opposition entre la province et le reste du Canada. On remarque cependant que le vocabulaire utilisé dans les manuels de 2017 est plus incisif afin de présenter la virulence de l'opposition entre les deux peuples. *Périodes* nomme ainsi que la conscription soulève la « colère » du Québec, alors que *Chroniques* mentionne la question de la conscription en affirmant qu'elle suscite un « violent » débat entre francophones et anglophones. Ces mots dénotent une virulence qui vient montrer l'intensité d'une réalité; cela était absent des manuels de 2006.

4.10 Le Refus global de 1948

4.10.1 Manuels associés au programme de 2006

Cet événement comparatif est abordé dans tous les manuels de 3^e secondaire associés au programme de 2006. Bien qu'ils aient de légères différences entre eux au niveau du contenu abordé, le portrait offert du *Refus global* est assez similaire entre les différents manuels. On présente le manifeste comme s'opposant au traditionalisme, au conservatisme ou à Duplessis. Tous mentionnent aussi que Paul-Émile Borduas est l'auteur du texte. Le manuel *Fresques* (Fortin *et al.*, 2007) est le seul à nommer d'autres cosignataires marquants du monde littéraire québécois de l'époque, comme Gabrielle Roy, Gaston Miron ou Anne Hébert. Ce manuel, ainsi que *Repères* (Thibeault *et al.*, 2007) traitent du fait qu'à sa sortie, la diffusion du texte n'est que très limitée. Ces informations importantes comptent seulement moins d'une demi-page dans les différents manuels.

Les manuels de 4^e secondaire offrent un portrait semblable, dans lequel on mentionne Borduas et la volonté des signataires du manifeste de transformer la société afin de la rendre plus moderne et ouverte sur le monde. La principale différence se trouve dans le fait que l'on met davantage l'accent sur le fait que le Refus global s'inscrit dans le courant surréaliste et que l'art est au cœur du manifeste. On ne présente toutefois pas en 4^e secondaire l'idée que le tout vise à s'opposer aux valeurs conservatrices et catholiques incarnées par Duplessis, bien que cette mention

soit parfois présente en 3^e secondaire. Sinon, la présentation est sensiblement la même avec quelquefois des extraits du manifeste et une courte description.

4.10.2 Manuels associés au programme de 2017

En 2017, tous les manuels abordent l'événement à l'exception de *MisÀjour* (Lauzon, 2017). On retrouve une description sur au plus une page où on nomme les volontés de laïcisation et d'opposition au conservatisme. Le manuel *Périodes* (Charrette *et al.*, 2018) nomme le fait que le manifeste vise à s'opposer aux politiques de Maurice Duplessis, alors que les autres n'évoquent pas explicitement le nom du premier ministre québécois. Les trois manuels offrent un extrait du Refus global, ce qui n'est pas présent dans tous les manuels associés au programme de 2006 qui présentent l'événement. Cela dit, le portrait offert reste très similaire à ce qui est fait avec les manuels associés au programme de 2006.

4.11 La nationalisation de l'hydroélectricité en 1962

4.11.1 Manuels associés au programme de 2006

Les manuels de 3^e secondaire de cette période n'hésitent pas à présenter la nationalisation de l'hydroélectricité comme un geste fort de nationalisme économique. Les manuels abordent le moment à leur façon, mais tous s'entendent pour le présenter comme un point de bascule où les francophones reprendront le contrôle de leur économie. *Présences* (Dalongeville *et al.*, 2007) traite quelque peu du fait que l'économie québécoise est majoritairement menée par des anglophones avant les

années 1960. *Fresques* (Fortin *et al.*, 2007) et *Le Québec, une histoire à suivre* (Bédard *et al.*, 2007) présentent une affiche avec le fameux slogan « Maitres chez nous », ce qui n'est pas présent dans tous les manuels. Le sujet n'est toutefois traité que sur une seule page. On ne détaille donc pas le processus par lequel la nationalisation s'effectue. Le seul manuel offrant un traitement différent est *Repères* (Thibeault *et al.*, 2007), alors qu'il ne réserve qu'une seule phrase à cet événement et présente la nationalisation comme un moment charnière de la prise en main de l'économie du Québec par les francophones. On ne retrouve aucun autre détail. On peut ainsi s'interroger sur la capacité d'un élève à maîtriser cet événement phare de la Révolution tranquille si le manuel offre aussi peu de contenu sur ce sujet. Cela est d'autant plus surprenant ou questionnant, que le même ouvrage accorde des dizaines de pages aux « Ailleurs ».

Du côté des manuels de 4^e secondaire, ce qui marque les esprits, c'est de nouveau le fait que l'événement n'est que nommé ou qu'on n'y réserve que quelques lignes, tout au plus. Le manuel qui donne le plus de détails est *Fresques* (Horguelin *et al.*, 2008), mais encore là, il n'offre qu'un quart de page. Il s'agit du seul manuel de 4^e secondaire à réserver un paragraphe à cet événement. On y mentionne le fait qu'Hydro-Québec jouera un rôle massif dans le développement économique du Québec à partir de la nationalisation hydroélectrique de 1962. On présente également le fait que cet événement consiste en un temps fort du nationalisme économique au Québec. On remarque cependant que les autres manuels se limitent à nommer cette

nationalisation, sans jamais la détailler. Après l'analyse de manuels de 3^e secondaire qui se limitent à un survol, on pourrait s'attendre à une présentation plus en détail de cet épisode marquant des années 1960, mais au contraire, on ne fait que le nommer sans en expliquer les causes et le déroulement.

4.11.2 Manuels associés au programme de 2017

En 2017, les manuels *Chroniques* (Bernier Cormier *et al.*, 2017), *Périodes* (Charrette *et al.*, 2018) et *Mémoire.qc.ca* (Campeau *et al.*, 2017) offrent une présentation qui se ressemble, bien que le premier détaille sur trois pages cette nationalisation, alors que les deux autres ne le font que sur une seule. Les *Chroniques* et *Mémoire.qc.ca* affirment que cet épisode est un bon exemple de nationalisme économique, qui permettra aux Québécois de reprendre en main leur économie. De son côté, *Périodes* offre un tableau dans lequel il présente la situation sociale des Québécois au début des années 1960, dans lequel on peut constater leur retard en éducation, ainsi que leur infériorité économique. On montre que c'est cette situation difficile qui pousse le gouvernement Lesage à créer des sociétés d'État, puis à nationaliser l'hydroélectricité en 1962. Le manuel *MisÀjour* (Lauzon, 2017) est encore une fois différent des trois autres, alors qu'il ne fait que nommer deux fois la nationalisation sans la détailler. On remarque donc encore une fois la différence entre les trois manuels classiques et ce manuel alternatif. De plus, on observe de nouveau le fait que le statut de la nation soit au cœur de l'étude de l'histoire, ce qui est un autre témoin de la présence plus affirmée de la trame nationale. Le nationalisme

économique présent au moment de la Révolution tranquille et qui émane de la volonté des francophones de se réapproprier leur économie est présente, bien qu'on y réserve uniquement quelques passages, ce qui est tout de même plus qu'en 2006.

4.12 La crise d'Octobre de 1970

4.12.1 Manuels associés au programme de 2006

Le traitement des événements associés à la crise d'Octobre de 1970 est semblable à celui qui est fait d'autres temps forts liés à la question nationale au sein des manuels de 3^e secondaire issus du programme de 2006. Ainsi, ce type d'événement ne se voit accorder qu'une ou deux pages en moyenne, ce qui empêche d'offrir un portrait complet des causes, des conséquences, mais également de la suite d'événements caractérisant cette période de tensions. La crise d'Octobre est montrée comme une illustration de la montée du mouvement souverainiste, ce qui est vrai, bien que cet événement ne représente qu'un fragment de la poussée indépendantiste des années 1960 et 1970. Il n'en demeure pas moins que tous les manuels ne présentent pas l'évolution des événements avec les enlèvements par le FLQ, l'imposition de la Loi des mesures de guerre, le débarquement de l'armée canadienne en sol québécois (présent dans seulement un manuel sur quatre) et les arrestations arbitraires du gouvernement fédéral. Cette absence d'espace réservé à certains moments marquants, de la crise d'Octobre au Québec est due à des choix didactiques des auteurs des manuels. Il est toutefois difficile de justifier l'absence de certaines actions saillantes autant du côté des fédéralistes que de celui du gouvernement du Canada.

On peut citer comme exemple de contenu important laissé de côté le manuel *Le Québec, une histoire à suivre* (Bédard et al., 2007), qui aborde l'utilisation de la Loi sur les mesures de guerre et d'autres moments importants de la crise, mais qui n'aborde aucunement les arrestations arbitraires qui visent des militants indépendantistes et socialement de gauche. Le fait de nommer des victimes célèbres comme Gaston Miron ou Pauline Julien aurait pourtant permis d'illustrer les effets directs de l'imposition de la Loi sur les mesures de guerre. *Présences* (Dalongeville et al., 2007) n'évoque pas la lecture du manifeste du FLQ ni l'intervention de l'armée, mais présente plutôt des arrestations et emprisonnements arbitraires, notamment ceux de Michel Chartrand et de Pauline Julien. On constate ainsi que tous les manuels n'abordent pas de la même façon les événements et pas seulement sur des détails; ce sont des pans majeurs de la crise d'Octobre qui sont parfois délaissés.

De leur côté, les manuels de 4^e secondaire offrent un portrait de la crise d'Octobre qui omet encore une fois certains volets majeurs. L'événement est d'abord nommé dans la majorité des sections *Culture et mouvements de pensée*, alors que la montée du nationalisme et de l'indépendantisme y est mentionnée. Dans la section *Pouvoir et pouvoirs*, la façon dont l'événement est abordé diffère encore beaucoup selon les manuels. Le manuel *Présences* (Dalongeville et al., 2008) nomme par exemple la Loi sur les mesures de guerre, mais ne l'explique pas. Un autre, *Le Québec, une histoire à construire* (Brodeur-Girard et al., 2008) omet de parler des

arrestations arbitraires dans le contexte de la mise en place de la Loi sur les mesures de guerre (finalement, seulement deux manuels sur sept en parlent) ou encore de l'intervention de l'armée en sol québécois. Ainsi, certains aspects marquant la crise d'Octobre et contribuant à faire d'elle un moment marquant de la montée du nationalisme dans les années 1960 et 1970 sont nommés, mais sont peu ou pas expliqués. Le tout peut rendre la compréhension assez difficile, surtout chez des élèves à qui on présente la période pour la première fois. Il faut finalement prendre acte du fait que les contenus de quatrième secondaire ne vont pas vraiment plus en profondeur que ceux présents en troisième secondaire. Cela pousse à se poser des questions sur la façon dont la progression de la compréhension d'un événement historique de l'importance de la crise d'Octobre est bâtie si, durant deux ans, on offre le même portrait.

4.12.2 Manuels associés au programme de 2017

La principale différence entre les manuels de 2006 et ceux de 2017 se trouve encore une fois sur la place qui est donnée aux détails. L'exception ici encore reste le manuel *MisÀjour* (Lauzon, 2017), qui n'aborde pas les bombes placées par le FLQ, le manifeste diffusé, les arrestations arbitraires du fédéral ni non plus la Loi sur les mesures de Guerre. Le portrait qui est fait de la crise d'Octobre est nettement incomplet dans ce manuel, ces aspects constituant l'essence même de l'événement. Les autres manuels associés au programme de 2017 donnent une fois de plus davantage de détails sur la chronologie des événements et vont aussi plus loin en

détaillant les conséquences de ces événements sur les relations entre le Québec et le gouvernement canadien. Sur le plan des conséquences, *Périodes* (Charrette *et al.*, 2017, p. 314) mentionne notamment que l'imposition de la Loi des mesures de guerre, mais également la menace bien réelle de l'indépendance du Québec contribue à détériorer les relations entre le Québec et le Canada : « Au terme de la crise, les relations entre les indépendantistes québécois et les autres Canadiens se sont envenimées, en raison de l'application de la Loi sur les mesures de guerre. » Ce type de présentation sur les conséquences est absente de la précédente série de manuels.

Le vocabulaire utilisé est encore une fois plus connoté afin de montrer l'intensité des événements. Par exemple, *Mémoire.qc.ca* (Fortin *et al.*, 2018) affirme que « La crise d'Octobre donne lieu à des centaines d'arrestations abusives. » (*Ibid.*, p. 258). On montre clairement que le gouvernement du Canada va trop loin, ce qui a un impact sur la population du Québec et sur ses libertés qui sont atteintes. *Chroniques* (Bernier Cormier *et al.*, 2017) traite pour sa part d'une riposte « musclée » du gouvernement fédéral dans le cadre de la crise d'Octobre. Une présentation marquée par des termes plus précis et incisifs caractérise ainsi encore une fois les manuels de 2017 quand vient le temps de détailler des tensions. On remarque aussi que les manuels de 2017 offrent en moyenne plus d'une page à l'événement, ce qui était rare dans les manuels de 2006.

4.13 Le référendum de 1995

4.13.1 Manuels associés au programme de 2006

Bien que des événements marquants de la trame nationale aient vu certains de leurs traits importants être peu détaillés ou être mis de côté, rien de tout cela ne semble être au même niveau que le traitement réservé au référendum de 1995 par les manuels associés au programme de 2006. En effet, ce moment phare de l'histoire politique québécoise et qui à l'époque de la publication du manuel, relève de l'actualité assez récente, reçoit un traitement qui le rend pratiquement absent. *Fresques* (Fortin *et al.*, 2007) n'y réserve qu'un paragraphe, et ce, malgré la complexité de cet épisode. On nomme le *love-in* réalisé par le camp du Non, mais sinon, on ne présente pas les grandes figures de cet événement ou même les arguments défendus par les deux camps. *Le Québec, une histoire à suivre* (Bédard *et al.*, 2007) est celui qui offre le plus de détails sur le contexte en présentant Mario Dumont et Lucien Bouchard, la question référendaire et la fâcheuse déclaration de Jacques Parizeau à la suite de l'annonce des résultats. Les arguments défendus par les deux camps restent cependant absents. Le manuel *Repères* (Thibeault *et al.*, 2007) est lui aussi assez bref, en présentant quelques moments marquants, mais en laissant d'autres de côté, comme le *love-in* ou encore le discours de défaite de Jacques Parizeau.

Le manuel *Présences* (Dalongeville *et al.*, 2007) est toutefois celui qui sort du lot, puisqu'il n'offre que deux mentions et aucun détail du référendum de 1995. En effet,

la description faite par ce manuel s’amorce dans une ligne du temps présentant les principaux événements politiques depuis 1975, dans lequel le référendum de 1995 n’apparaît pas. Il est toutefois fait mention de l’approbation en 1997 d’une partition du territoire québécois par Jean Chrétien advenant l’indépendance du Québec. Il est ainsi symbolique de voir qu’un événement aussi majeur de la trame nationale menant le Québec à un cheveu de la souveraineté n’est aucunement détaillé. Bien que l’on soit conscient que le peu d’années qui séparent l’événement de la publication du manuel puisse affecter le recul permettant de mieux saisir les conséquences d’un événement, il est, pour dire le moins, surprenant de voir le si peu d’espace réservé à ce référendum.

Les manuels de 4^e secondaire offrent un portrait assez semblable de l’événement. En effet, on ne retrouve d’abord l’étude du référendum de 1995 que dans le chapitre *Pouvoir et pouvoirs*. Les manuels ne consacrent à cet événement que quelques lignes tout au plus, ce qui est surprenant, sachant qu’il s’agit de l’un des moments les plus importants de l’histoire politique du Québec. Ainsi, *Fresques* (Horgelin *et al.*, 2009) ne se limite qu’à nommer le fait que le résultat du référendum fut plus serré qu’en 1980 et que le statut du Québec au sein du Canada reste un enjeu d’actualité.

Le manuel *Le Québec, une histoire à construire* (Brodeur-Girard *et al.*, 2008, p.491) n’offre que ces deux mentions de l’événement « Le Parti québécois demande encore à la population si elle désire que le Québec soit souverain en proposant un

partenariat économique et politique avec le Canada. » et « Le 30 octobre, 50,6% de la population québécoise vote « non » et 49,4% vote « oui ». Le débat constitutionnel est donc loin d'être terminé. ». Le même manuel consacre cependant trente-sept pages à une section nommée « Les âges de la vie », dans laquelle il traite de l'évolution de la vie d'une personne en fonction de la période historique dans laquelle elle vécut. Cet exemple permet de constater la place de second plan laissée à certains moments majeurs de la trame nationale.

Le manuel *Présences* (Dalongeville *et al.*, 2008) va cependant encore plus loin, alors que dans le chapitre *Pouvoir et pouvoirs*, qui est réservé à l'histoire politique, le référendum de 1995 n'a droit qu'à une mention et sans détail. De plus, dans la section réservée aux enjeux du Québec contemporain, la question nationale est absente, et ce, bien que le manuel soit publié seulement un peu plus de dix ans après un référendum fort serré. Il semble toutefois que ce manuel soit un cas à part, puisque *Repères* (Sarra-Bournet *et al.*, 2008) donne au moins les résultats du référendum et mentionne la question nationale dans la section sur les enjeux contemporains. On remarque toutefois que les acteurs majeurs du référendum comme Jacques Parizeau, Lucien Bouchard, Mario Dumont, Jean Charest et Jean Chrétien ne sont souvent même pas nommés. Il en va de même pour les arguments des deux camps, qui ne sont jamais présentés.

4.13.2 Manuels associés au programme de 2017

Les manuels de 2017 accordent beaucoup plus d'espace et de détails à l'événement que ne le faisaient ceux de 2006. En effet, le référendum de 1995 n'est pas seulement nommé : tous les manuels présentent les résultats et au moins quelques arguments montrant pourquoi le gouvernement péquiste de Parizeau propose de nouveau une consultation populaire sur l'indépendance. *Périodes* (Charrette *et al.*, 2017) offre un portrait dans lequel les résultats sont même détaillés selon la langue maternelle. Le fait que ces manuels soient publiés environ dix ans après ceux de 2006 leur permet de traiter aussi de la Commission Gomery et d'autres actions post-référendaires effectuées par le gouvernement fédéral, ainsi que par le gouvernement provincial.

Ces manuels présentent les principaux acteurs, comme Jacques Parizeau, Lucien Bouchard et Jean Chrétien. Concernant Bouchard et le Bloc québécois, certains manuels de 2017 montrent le fait que ce parti souverainiste présent sur la scène politique fédérale a pu former l'opposition officielle à Ottawa comme un événement majeur des années précédant le référendum. Les manuels ont chacun choisi de mettre l'emphase davantage sur certains moments du référendum auxquels ils donnent plus ou moins d'importance, comme le *love-in* ou encore le discours de Parizeau sur l'argent et les votes ethniques, mais tous offrent une présentation plus détaillée que les manuels de 2006. Il est également important de mentionner que tous les manuels, à l'exception de *MisÀjour* (Lauzon, 2017), mentionnent que le débat sur la

souveraineté est toujours d'actualité, ce qui n'est pas fait dans la majorité des manuels de 2006.

Pour conclure, l'analyse des résultats nous permet clairement de répertorier des différences entre les manuels de 2006 et ceux de 2017. La place réservée à certains événements et la façon dont ils sont abordés nous montre clairement des différences entre les lectures de l'histoire qui correspondent à l'influence plus ou moins directes de certaines idéologies relevées dans le cadre conceptuel. La prochaine section portant sur l'interprétation des résultats permettra d'aller plus en détails dans cette analyse.

CHAPITRE V

INTERPRÉTATION ET DISCUSSION DES RÉSULTATS

Le chapitre précédent a permis d'étaler le traitement réservé par les manuels à treize événements ayant marqué la question nationale et la société québécoise, qui ont été choisis parce qu'ils étaient portés par d'importants débats idéologiques ou parce qu'ils ont influencé le développement de la nation. La présente section vise à interpréter et à discuter des résultats collectés, de façon à voir comment ces épisodes marquants ont été traités et si on peut y voir l'influence d'une ou de certaines idéologies, en particulier celles du bon-ententisme ou du nationalisme. Rappelons que le programme de 2006 est accusé à de nombreuses reprises de présenter une vision bon-ententiste et multiculturaliste (Courtois, 2009b), alors que certains associent le programme de 2017 à un retour du nationalisme conservateur (Laville et Dagenais, 2016; Dupuis-Déri et Éthier, 2016). À la lumière des informations étalées dans le chapitre sur les résultats, il importe maintenant d'interpréter le tout pour voir si ces tendances exercent bel et bien une influence.

5.1 Manuels de 3^e secondaire associés au programme de 2006

Bien que chaque événement choisi ait droit à un traitement qui lui est propre, il est possible de mettre en lumière certains traits communs quant à la façon dont les manuels de 3^e secondaire associés au programme de 2006 abordent les sujets. On remarque d'abord que les manuels font le choix de ne réserver que peu de détails et d'explications aux temps forts de la trame nationale, comme aux épisodes à caractère social ou mettant de l'avant un affrontement idéologique.

Effectivement, les manuels de 3^e secondaire de 2006 offrent beaucoup moins de pages sur les épisodes choisis que ceux de 2017, ce qui fait que les événements sont souvent nommés, mais que l'on se penche très rarement sur leur déroulement, sur les acteurs majeurs ou sur des explications permettant de mieux en saisir les tenants et aboutissants. On peut évoquer comme exemple l'Acte d'Union, l'exode des Canadiens français vers les États-Unis ou encore la crise d'Octobre, qui sont tous des temps majeurs de l'histoire nationale, mais qui ne sont parcourus qu'en surface. Même la Conquête de 1760 ne se voit donner que trois pages dans le manuel *Présences* (Dalongeville *et al.*, 2007). La partie réservée à l'Acte d'Union de 1840, et ce peu importe le manuel, explique que cette constitution vise l'assimilation des Canadiens français, mais à aucun moment, on n'explique avec des détails appropriés comment la structure politique et les dispositions administratives souhaitent y arriver. Bien qu'il soit normal qu'un manuel destiné à des élèves de l'ordre d'enseignement secondaire n'aille pas en profondeur dans les différents sujets et qu'il souhaite plutôt offrir un résumé permettant aux apprenants de bien en saisir le contenu, ces manuels ne permettent souvent pas de toucher aux caractéristiques élémentaires des événements. Comment par exemple comprendre un épisode comme la crise d'Octobre si certains pans majeurs comme l'imposition de la Loi sur les mesures de guerre ou encore les enlèvements menés par le FLQ sont absents?

Il aurait été possible que cette dynamique d'étude en surface ne touche que les événements politiques relevant historiquement de la trame nationale. L'étude des

événements comparatifs nous montre toutefois que ces derniers sont également influencés par cette façon de faire. L'étude des manuels permet de voir que les oppositions idéologiques sont souvent nommées, mais que les événements qui servent tout particulièrement à illustrer ces débats sont régulièrement absents. C'est notamment le cas de l'Affaire Guibord, qui n'est pas présentée, l'opposition entre libéraux et ultramontains n'étant vue qu'en surface. Le cas du Refus global n'est pas si différent. Le manifeste est nommé dans tous les manuels, mais il n'est vu que superficiellement dans la majorité de ceux-ci, tout comme l'opposition au conservatisme et au duplessisme dans les années 1950. Il semble donc y avoir une certaine volonté d'éviter les débats ou les moments d'opposition.

Ensuite, on remarque que le récit illustré dans les manuels n'est pas basé sur la trame nationale. En effet, les principaux événements ne sont pas dépeints du point de vue national. On remarque d'abord que les moments majeurs de l'histoire politique ne sont généralement pas basés sur les impacts vécus par la nation. Par exemple, la Conquête est vue comme l'arrivée des anglophones dans la vallée du Saint-Laurent et on utilise cet événement afin de présenter la dualité linguistique actuellement en vigueur au Canada. Bien qu'il s'agisse effectivement d'une réalité associée à la Conquête, on met l'accent sur cette dernière et on ne développe que très peu sur les batailles et sur les destructions causées par la guerre, qui ont un impact majeur sur les Canadiens. Le meilleur exemple de délaissement de la trame nationale se trouve dans le très petit espace réservé au référendum de 1995. En effet, ce moment majeur

de l'histoire politique contemporaine du Québec ne se voit réserver qu'un tout petit encadré ne présentant pratiquement aucun argument défendu par les deux camps et ne nommant pas des acteurs aussi majeurs que Jean Chrétien ou Lucien Bouchard. Les moments clés de la nation semblent même passer en deuxième place en comparaison avec les « Ailleurs », qui se voient accorder des dizaines de pages sur des réalités historiques d'autres endroits dans le monde. Tous les manuels offrent effectivement beaucoup de pages à ces sections qui ne traitent aucunement de la nation, du Québec, ou encore du Canada. Le cours d'histoire nationale se fait donc sans la nation. Le cas le plus clair reste le manuel *Présences* (Dalongeville *et al.*, 2007), qui accorde le tiers de son manuel à des réalités d'ailleurs. Cela pousse à se questionner à savoir quels sont les objectifs réels des concepteurs de programmes et de manuels, si les événements extérieurs au Québec prennent une telle place.

Enfin, on remarque que, sur le plan idéologique, certains manuels reprennent une lecture s'approchant de la lecture de l'école historique de Québec. Cette tendance ne se manifeste pas dans le traitement de chaque événement, alors que certains manuels offrent un portrait plus complet de la Conquête et sans qu'on puisse y relever une préférence idéologique. On peut notamment citer *Repères* (Thibeault *et al.*, 2007), ainsi que *Le Québec, une histoire à suivre* (Bédard *et al.*, 2007). Il est intéressant de relever que ce dernier est écrit notamment par Raymond Bédard, enseignant au secondaire et président de la Société des professeurs d'histoire du Québec (SPHQ) de 2011 à 2023, et par Jean-François Cardin, didacticien à

l'Université Laval ayant travaillé sur le programme de 2006 et qui est associé au bon-ententisme. Le fruit de cette collaboration permet d'avoir un manuel proposant diverses lectures historiques de la Conquête, dont celle de Maurice Séguin, ce qui constitue une rare exception au sein des manuels de 2006.

Cependant, les autres manuels offrent une lecture s'approchant de celle de l'école de Québec. Par exemple, concernant la Conquête, les destructions et les atrocités de la guerre sont très peu explicitées, ce qui ramène au bon-ententisme souhaitant mettre de côté les points de tension entre les Canadiens et le conquérant britannique. Ensuite, la déportation des Acadiens est nommée, mais on n'explique pas l'impact humain de cet événement, notamment la séparation des familles. Les pertes humaines liées à la guerre de la Conquête ne sont parfois pas nommées et un seul manuel mentionne les incendies systématiques menés par les Britanniques sur la Côte-du-Sud, entre Québec et Percé, à l'été 1759 (Deschênes, 2021; Courtois, 2009a). Il est évident que des conséquences négatives importantes sont mises de côté.

À ce chapitre, et ici aussi, l'arrivée de la population anglophone est vue et présentée comme étant la principale conséquence de la Conquête dans plusieurs manuels de 3^e secondaire. L'histoire sociale est ainsi mise au-devant, sachant que les conséquences politiques sont pratiquement toutes évacuées. 1760 serait donc une cassure sociale avant d'être politique. Sur le plan social, l'arrivée des anglophones est décrite dans *Fresques* (Fortin *et al.*, 2017) comme un bienfait, alors qu'elle aurait

introduit la dualité linguistique des institutions au Québec. On demande d'ailleurs ceci aux élèves : « En quoi la dualité du système juridique est-elle un avantage au Québec? » (Fortin *et al.*, 2017, p. 134). La Conquête est vue dans ce manuel comme apportant des bénéfices à la population, ce qui n'est pas sans rappeler la lecture providentielle de la Conquête des historiens de l'école de Laval (Dorais, 2022). Le manuel traite même de rencontre entre deux cultures qui coexistent. Bien que les deux peuples cohabitent effectivement aujourd'hui dans le même pays, il n'est pas question de la façon dont cette coexistence s'établie, soit par la force des armes. Le manuel ne fait pas non plus mention des siècles de tensions entre francophones et anglophones qui émergeront de la Conquête, ce qui n'est pas non plus sans rappeler le bon-ententisme (Bouvier et Courtois, 2021). Bien entendu, cette lecture n'est pas présente partout, mais on remarque encore une fois que seule la vision de l'école de Québec arrive à se faufiler jusque dans les manuels de 3^e secondaire associés au programme de 2006, à l'exception du manuel *Le Québec, une histoire à suivre* (Bédard *et al.*, 2007). La Conquête n'est effectivement jamais montrée comme une catastrophe ou comme causant l'infériorité économique des Canadiens français comme le soutient l'école de Montréal (Séguin, 1968, 1997; Frégault, 1955; Lamarre, 1993), à l'exception du manuel *Le Québec, une histoire à suivre* (Bédard *et al.*, 2007).

On remarque aussi la présence de cette idéologie dans le traitement qui est réservé aux Rébellions des Patriotes de 1837-1838. Ces dernières sont vues comme

étant portées par des idéaux libéraux et démocratiques, mais elles sont dépourvues de toute connotation nationale. La déclaration d'indépendance du Bas-Canada est vue comme laïque, progressiste, mais pas nationaliste. Cette mise de côté de cette dimension vue comme fondamentale par de nombreux historiens (David, 1884; Laporte, 2015) permet encore de tisser des liens entre la façon dont le contenu est traité et le bon-ententisme. Les manuels ne sont toutefois pas des retranscriptions des théories de l'école historique de Québec, alors que certaines divergences importantes existent. Les manuels présentent effectivement les Rébellions des Patriotes comme émergeant de dynamiques politiques, alors que les historiens lavallois soutiennent que ces soulèvements prennent leur origine dans des réalités socio-économiques (Dorais, 2022). Enfin, le fait que des moments de grandes tensions entre les Canadiens anglais et les Québécois ne soient que très peu couverts comme la crise d'Octobre ou le référendum de 1995 est caractéristique de la pensée héritée de l'école de Québec qui cherche, comme on l'a vu, à délaissier l'étude de ces points de division entre les deux peuples.

5.2 Manuels de 4^e secondaire associés au programme de 2006

L'analyse des manuels de 4^e secondaire associés au programme de 2006 permet de constater que ces derniers offrent un traitement assez similaire à ceux de 3^e secondaire, du moins sur les treize événements choisis. L'approche thématique en quatrième secondaire contribue à répartir l'information sur les événements marquants dans plusieurs chapitres et donc à rendre l'apprentissage de l'histoire

assez répétitif, ce qui n'offre pas toujours la chance de saisir un épisode marquant dans sa complexité. Cela est d'autant plus répétitif que le traitement réservé à plusieurs événements est très semblable à ce qui est vu en 3^e secondaire. L'approche thématique ne permet donc pas, dans la majorité des cas, d'ajouter une valeur ajoutée qui offrirait davantage de détails à l'élève ou à l'enseignant.

Ensuite, les similitudes entre les 3^e et 4^e années du secondaire se trouvent aussi dans la lecture des événements majeurs de la trame nationale, qui est encore une fois influencée par le bon-ententisme. Le mot influencé est important, sachant que, dans deux cas, les manuels ne reprennent pas dans l'intégralité les thèses de l'école historique de Québec. On peut toutefois trouver à plusieurs endroits des visions de l'histoire qui reprennent en bonne partie des volets de cette école théorique au sein des manuels. D'abord, la Conquête est surtout vue du point de vue socio-économique. Même dans cette perspective, elle est présentée comme n'entraînant aucune rupture sur le plan du fonctionnement de l'économie. Les fourrures envoyées à Paris auraient tout simplement été, à partir de ce moment, envoyées à Londres. Il n'est pas question de la perte d'influence ou même de la quasi-disparition de la bourgeoisie canadienne (Séguin, 1968, 1997; Brunet, 1968; Comeau, 1987), ce qui fait penser à la thèse de l'école de Québec voulant que cette bourgeoisie canadienne n'ait pas existé et que la Conquête n'ait donc pas eu d'effet déstructurant sur l'économie de l'ancienne Nouvelle-France (Dorais, 2022).

Le portrait offert de la Conquête ne présente aucune bataille, violence ni ne fait mention des morts associés à ce conflit majeur de l'histoire du Canada (Frégault, 1955; Courtois, 2009a; Deschênes, 2021). Il en va de même pour les Rébellions de 1837-38 (David, 1884; Laporte, 2015), alors que les incendies de villages ou les violences des Britanniques ne sont pas présentés. Le tout rappelle certainement la volonté du bon-ententisme de délaissier l'étude des moments de tensions ou de conflit entre les francophones et les anglophones au Canada. Le conquérant britannique est également présenté comme un vecteur de modernité et de libéralisme, qui permet à la Nouvelle-France de se libérer de l'autoritarisme de la monarchie absolue française. Cette vision est la même que celle que l'on retrouve chez l'école de Québec (Trudel, 2001; Ouellet, 1966; Hamelin, 1960). Elle fait penser à la lecture providentielle de la Conquête qui fut présente à une certaine époque à l'Université Laval (Maheux, 1943; Groulx, 1943). On peut également ajouter aux événements ayant droit à une présentation peu détaillée sur le plan des tensions, la crise d'Octobre et le référendum de 1995. Ce dernier ne présente encore une fois pas les principaux acteurs, les arguments des deux camps et se voit restreint à une présentation qui ne permet pas aux élèves de saisir les bases de cet épisode marquant de notre histoire récente. Le manuel *Présences* (Dalongeville *et al.*, 2007), dans sa section réservée à l'histoire politique, ne fait que nommer une seule fois l'événement sans aucunement le détailler. En tenant compte des tensions liées à l'essence même de la question nationale, mais également de la nature des résultats du référendum de 1995, on peut noter l'influence d'une vision bon-ententiste désireuse de ne pas mettre l'accent sur

ce moment mettant pratiquement fin au parcours québécois dans la fédération canadienne telle qu'on la connaît. De manière générale, on peut observer que les débats clivants sont souvent évités, comme nous avons pu le constater avec l'Affaire Guibord.

L'influence du bon-ententisme n'est toutefois pas présente sur tous les événements, alors que les pages réservées aux Rébellions des Métis de 1869 et 1885 ou encore à la crise de la conscription notent avec justesse l'importance des tensions entre francophones et anglophones. Les Rébellions des Métis sont même vues comme un moment d'affirmation nationale, ce qui rejoint d'une certaine façon des visions nationalistes comme celle de Lionel Groulx (Bock, 2004; Courtois, 2017).

La majorité des événements manquent de détails, ce qui ne permet pas d'en offrir un portrait complet et probant. On peut de nouveau citer comme exemple l'Acte d'Union de 1840, qui nomme les mécanismes d'assimilation établis par cette constitution, mais n'explique pas comment s'opère la minorisation politique des Canadiens français (Séguin, 1968, 1997). La nationalisation de l'hydroélectricité subit le même sort, alors qu'on ne retrouve pas de précisions liées aux causes ou au déroulement de ce processus. Certains événements comparatifs ont toutefois droit à davantage de détails que dans les manuels de 3^e secondaire, ce qui constitue une avancée, pourrait-on dire. L'Affaire Guibord est notamment présente dans deux manuels, alors qu'elle est absente de ceux de 3^e secondaire et l'exode des Canadiens

français dans le Nord-Est américain est plus détaillé en offrant notamment un aperçu de la vie dans les Petits Canadas, ces quartiers majoritairement peuplés de Canadiens français. On retrouve également dans ces manuels une mention indirecte des pensionnats autochtones mis en place à partir de 1830, ce qui constitue une première. On retrouve donc un peu plus de contenus historiques appropriés sur certains événements, mais le tout reste mineur et ne s'applique pas à tous les épisodes sélectionnés. Les faits majeurs délaissés par les manuels de 3^e secondaire le sont souvent aussi dans les manuels de 4^e secondaire.

5.3 Manuels associés au programme de 2017

Le premier constat concernant les manuels associés au programme de 2017 est le retour de la trame nationale, tel qu'il est prescrit dans le rapport *Le sens de l'histoire* (Beauchemin et Fahmy-Eid, 2014a). Les grands moments de l'histoire politique québécoise possèdent une place centrale, tout comme les réactions du peuple canadien-français devenu québécois quant à ces temps forts. Il n'en résulte toutefois pas un délaissement des phénomènes sociaux importants. Le retour de la trame nationale n'est pas non plus associé à la diffusion de thèses nationalistes; on y observe un réel souci d'objectivité, alors que plusieurs lectures d'un même événement sont parfois mises de l'avant.

Ainsi, en ce qui touche cette mise en lumière de la trame nationale, on remarque que les manuels de 2017 accordent plus d'espace et d'importance aux événements

qui composent traditionnellement la trame narrative de l'histoire politique du Québec. Les temps marquants de la Guerre de la Conquête (1754-1760) sont donc expliqués, notamment les batailles et les incendies des récoltes et de nombreux villages sur plus de 1 500 km, sur la Côte-Sud du fleuve Saint-Laurent (Deschênes, 2021; Courtois, 2009a). Il en va de même pour les Rébellions de 1837 et 1838, pour la mise en place de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique en 1867, pour la crise d'Octobre de 1970 ou pour le référendum de 1995. Tous ces moments majeurs de l'histoire politique du Québec ont droit à plusieurs pages permettant de bien saisir le déroulement de ces épisodes, tout en présentant également ses acteurs. On peut notamment nommer comme exemple l'évocation quelque peu élaborée des Louis Riel, Gabriel Dumont et John A. Macdonald lors des soulèvements des Métis ou de Jacques Parizeau, Lucien Bouchard et Jean Chrétien pour ce qui est du référendum de 1995. La présentation de ces acteurs en quelques lignes était très souvent absente des manuels de 2006. Tous ces événements ont droit à un portrait plutôt complet, ce qui offre à l'élève et à l'enseignant toutes les explications nécessaires pour saisir les grandes lignes de ces épisodes historiques.

Le retour de la trame nationale vient également avec une préoccupation beaucoup plus importante afin de présenter les conséquences des événements majeurs de la trame politique sur la nation canadienne, devenue canadienne-française, puis québécoise (Bouvier et Courtois, 2021) ici encore. On nomme ainsi le fait que la Conquête entraîne pour les Canadiens la fin de leur contrôle du commerce des

fourrures par leur bourgeoisie. Cet intérêt porté aux impacts sur la nation était absent de tous les manuels associés au programme de 2006 et se retrouve dans tous les manuels dédiés au programme de 2017. Il en va de même des violentes répressions vécues durant les Rébellions des Patriotes en 1837-1838 qui sont explicitées, tout comme l'indignation des Canadiens français à la suite de l'imposition de l'Acte d'Union de 1840 qui visait à les assimiler. On dénote également la division au Québec au moment des référendums. Cette présentation des tensions vécues au sein du Canada est réalisée avec un vocabulaire plus connoté que dans les manuels de 2006. On retrouve ainsi des termes permettant de saisir ce haut degré de division. Pour rappel, le bon-ententisme tend à délaissier l'étude de ces tensions. On peut donc de nouveau constater que les manuels de 2006 s'en approchent. Aucun d'entre eux n'utilise de vocabulaire démontrant le degré d'intensité des divisions. Ils se limitent à nommer le moment sans l'expliquer ou le délaissent simplement.

On remarque que les manuels de 2017 n'hésitent pas à aborder et à définir le nationalisme présent lors de certains temps marquants de la trame nationale. En effet, sans pour autant reprendre les thèses nationalistes de l'école de Montréal, ces manuels arrivent par exemple à nommer le fait que le combat des Patriotes est porté par le libéralisme et le républicanisme, mais également par le nationalisme. Cette dernière dimension était absente des manuels de 2006. En 2017, les caractéristiques de ce nationalisme sont expliquées afin de permettre à l'élève de saisir les sources du développement de cette idéologie, mais également ses manifestations.

Concernant les événements plus sociaux et comparatifs, on remarque qu'ils ont droit à un traitement très similaire à celui reçu dans les manuels associés au programme de 2006. On ne va donc pas plus loin, mais on remarque que ces événements ne sont pas mis de côté. Le retour marqué de l'importance accordée à l'histoire politique ne se fait pas aux dépens de l'histoire sociale, mais bien des Ailleurs, qui accaparent des dizaines de pages dans les manuels de 2006. On observe aussi que les pensionnats des XIX^e et XX^e siècles sont intégrés dans les manuels, ce qui constitue une première. La mise en place du programme de 2017 ne signifie donc pas le retour d'un nationalisme conservateur désireux de revenir à une trame de l'époque de Groulx. Elle offre plutôt un portrait de l'histoire moderne soucieux de réconcilier l'histoire politique et sociale, tout en accordant une place de choix à la nation, mais sans pour autant effacer la présence des autres groupes ayant vécu sur le territoire canadien et québécois, le tout bien à l'image du rapport Beauchemin-Fahmy-Eid (2014). Bien que les thèses nationalistes ne soient pas véhiculées dans les manuels, on voit toutefois l'influence de l'école de Montréal (Lamarre, 1993) dans la lecture des événements qu'offrent certains manuels. La Conquête fait donc perdre le commerce des fourrures à la bourgeoisie canadienne, ce qui s'approche des thèses nationalistes, mais sans pour autant tomber dans une lecture présentant cet événement comme une catastrophe contribuant à une décapitation sociale à l'origine de l'infériorité économique des Canadiens français (Frégault, 1955; Brunet, 1968; Séguin, 1968, 1997). La présentation du nationalisme comme étant une idéologie au

centre du combat des Patriotes témoigne aussi de l'influence des thèses de l'école de Montréal sur les manuels de 2017.

5.5 Influence des idéologies sur les manuels

Au Québec, la discipline historique est, pratiquement depuis ses débuts, marquée par un affrontement idéologique opposant la pensée nationaliste et loyaliste, devenue bon-ententiste (Bouvier, Allard, Aubin et Larouche, 2012; Bureau, dans Bouvier et Courtois, 2021a). Les travaux menés sur les manuels à travers les époques, en particulier ceux de Bouvier et Courtois (2021), témoignent de l'influence de ces écoles de pensée sur la façon dont le contenu est abordé. Notre recherche a permis d'ajouter des données sur ce sujet en montrant que cette dynamique d'influence des idéologies est également présente dans les manuels de 2006 et de 2017, surtout quant aux temps forts du nationalisme au Québec.

D'abord, l'influence, consciente ou non, de l'école de Québec au sein des manuels associés au programme de 2006 est indéniable, pensons-nous. En effet, l'histoire politique n'agit pas comme trame centrale de l'étude de la chronologie, ce qui est une des caractéristiques des travaux de cette école historique (Maheux, 1941; Hamelin, 1960; 1966; Trudel, 2001). Les tensions, les conflits et les atrocités sont, au mieux, nommés, mais ne sont pratiquement jamais détaillés ou expliqués, ce qui témoigne de nouveau de l'influence de l'idéologie bon-ententiste, qui souhaite justement délaissier ce type d'informations jugées trop divisives (Bureau, 2021). C'est

toutefois de manière générale que l'on remarque que les événements sont peu détaillés, que ce soient des événements d'histoire politique ou sociale. Il n'en demeure pas moins que des moments majeurs de l'ordre de la crise d'Octobre ou du référendum de 1995 n'ont droit qu'à un portrait incomplet ou à une mention. Les manuels offrent une lecture de ces événements qui ne raconte pas toute la division vécue et qui ne permet pas à l'élève de saisir toute l'amplitude d'un tel moment. Ainsi, comment un apprenant devrait-il comprendre l'importance dans l'histoire du Québec de la crise d'Octobre si on ne lui présente pas les arrestations arbitraires ou les enlèvements menés par le FLQ? L'influence de l'idéologie bon-ententiste désireuse de camoufler ces moments de déchirement entre francophones et anglophones se fait donc sentir ici aussi.

Une des principales critiques dirigées vers le programme de 2006 est la mise de côté de la trame nationale (Bouvier *et al.*, 2012; Courtois, 2009b; Beauchemin *et al.*, 2014b). En effet, selon certains opposants, le programme délaissait l'étude du développement de la nation pour se concentrer sur une histoire plus canadienne et soucieuse de présenter l'histoire d'autres sociétés que la nôtre. L'étude des manuels associés à ce programme nous permet de constater que la trame nationale est effectivement placée au rencart, alors que les points de vue de la nation au moment d'événements marquants de son développement sont plutôt absents. La volonté d'étendre le champ d'étude de l'histoire en troisième et quatrième secondaire à des réalités d'ailleurs pourrait être associé à des visées qui peuvent être qualifiées de

cosmopolites et de présentistes. En effet, tous les manuels accordent des dizaines de pages à des rubriques censées comparer les réalités canadiennes et québécoises à des épisodes semblables vécus ailleurs sur la planète. Le cours d'histoire nationale sert donc dans bien des cas à présenter d'autres événements touchant à d'autres peuples au lieu de détailler des dynamiques québécoises ou canadiennes. L'explication de réalités intéressantes vécues ailleurs dans le monde se fait en dépit de l'histoire d'ici, qui voit la place lui étant accordée être réduite, ce qui peut finalement influencer la compréhension qu'a l'élève de ces différents événements. On peut ainsi se questionner à savoir si ces manuels et son programme d'attache (2006) avaient pour objectif d'éduquer les élèves en leur présentant adéquatement les fondements de leur histoire ou si le tout visait davantage à les ouvrir sur le monde et sur le vécu d'autres cultures dans un contexte contemporain marqué par la mondialisation.

On ne peut cependant pas traiter les manuels de 2006 sans nuance de manuels bon-ententistes, puisque malgré le fait qu'ils reprennent, de façon sans doute pas toujours consciente, en partie des théories de l'école de Québec et que les moments de tensions surtout visibles dans des événements d'histoire politique soient parfois très peu touchés, les manuels abordent néanmoins ces épisodes. Les manuels sont influencés par le bon-ententisme, mais ils nomment tout de même certaines conséquences de la Conquête, ou présentent le combat des Patriotes et tous les moments majeurs choisis qui se rapportent à la question nationale. On ressent aussi l'influence des thèses de l'école de Québec, mais on ne les retrouve pas dans leur

intégralité. Des nuances sont apportées et l'influence de cette idéologie varie même d'un manuel à l'autre, bien qu'elle soit partout perceptible, comme nous l'avons dit.

Du côté des manuels associés au programme de 2017, on remarque que les temps forts du développement de la nation occupent une place centrale. La trame nationale est bel et bien présente, alors que ces moments ont droit à une présentation détaillée. En effet, les manuels ne se limitent pas à nommer les événements, mais offrent un portrait illustrant les causes, les conséquences, ainsi que le déroulement des épisodes historiques sélectionnés. On s'intéresse également à la réaction de la nation à ces événements, ce qui constitue une nouveauté importante par rapport à 2006, qui mettait nettement de côté ces informations nécessaires pour comprendre le développement de la nation et les comportements qui la caractérise encore de nos jours. Cet ajout de détails se fait aux dépens des « Ailleurs », qui ne sont plus présents dans les manuels de 2017. Ces derniers accordent également une plus grande importance à l'histoire politique, mais sans pour autant mettre de côté l'histoire sociale, tel que suggéré dans le rapport *Le Sens de l'histoire* (Beauchemin et Fahmy-Eid, 2014a). Ainsi, l'espace accordé aux grands moments de l'histoire politique québécoise et canadienne a droit à davantage de contenus, mais les temps forts de l'histoire sociale sont toujours présents. Ces derniers ont toutefois droit à un portrait semblable à ce que l'on pouvait retrouver en 2006. Le seul événement ayant droit à un plus grand traitement est la mise en place du régime des pensionnats, ce qui n'est pas surprenant, sachant que la Commission de vérité et de réconciliation de 2016

recommandait l'enseignement de ce qui fut vécu par les Autochtones du Canada dans les pensionnats lors des cours d'histoire.

Après l'analyse des manuels de 2017, on remarque que l'influence de la pensée de l'école historique de Québec est très nettement diluée. Bien que certaines de leurs interprétations soient toujours perceptibles, sachant l'influence qu'a cette pensée sur le domaine historique québécois, on retrouve une plus grande neutralité. L'influence de la pensée de l'école de Montréal est bel et bien présente lorsque l'on regarde la lecture offerte de certains événements comme la Conquête. On remarque ainsi que les tensions entre francophones et anglophones ont droit à des portraits plutôt complets et nuancés, dans lesquels sont décrits en détail les événements, ce qui est rarement présent en 2006. On ne tombe toutefois pas pour autant dans une caricature des deux peuples dépeignant par exemple les anglophones comme des conquérants mesquins et sans pitié pour les francophones. Les manuels de 2017 détaillent l'évolution du nationalisme présent dans la vallée du Saint-Laurent et comment il se manifeste au fil de l'histoire avec des nuances. Le tout était absent en 2006, alors que le nationalisme était parfois à peine nommé lors d'événement comme les Rébellions des Patriotes, ce qui montrait que la pensée de l'école de Québec était bien présente, pensons-nous. En 2017, on reprend davantage la pensée de l'école de Montréal, alors que le nationalisme est montré comme un vecteur de plusieurs moments importants de notre histoire.

Le changement de programme contribue à changer l'idéologie dominante influençant le programme d'histoire nationale. Sans en être une reprise de la pensée de l'école de Montréal, les manuels associés à *Histoire du Québec et du Canada* de 2017 offrent une histoire plus nationale et politique, ce qui colle davantage à la pensée nationaliste que bon-ententiste. Cela débouche sur un récit qui donne plus d'importance aux moments marquants du développement de la nation, qui sont bien souvent des épisodes d'histoire politique. Pour ce qui est de l'histoire sociale, le portrait est pratiquement le même, ce qui témoigne de nouveau de la volonté de redonner plus de place à l'histoire politique, mais tout en continuant de parler d'histoire sociale aux élèves, tel que prescrit dans le rapport Beauchemin-Fahmy-Eid de 2014.

Finalement, concernant l'utilisation des manuels d'histoire, ces derniers ne pouvant se soustraire totalement à l'influence d'idéologies de toute sorte, certains enseignants pourraient être tentés de les rejeter par peur de voir leur cours être teinté de ce même biais. Au contraire, il s'agit peut-être là d'une belle occasion de développer l'esprit critique des élèves si les deux faces d'un débat sont présentées. Il pourrait en résulter une meilleure compréhension des axes idéologiques et de la façon dont ces confrontations impactent toujours notre société. Les concepteurs de matériel didactique ont toutefois un devoir de transparence et de tendre vers la neutralité en abordant les différentes interprétations d'un événement afin de permettre aux

enseignants d'utiliser le fruit de leur travail dans une perspective de développement d'un esprit critique et nuancé chez leurs élèves.

5.6 Pertinence, limites et retombées

Concernant la validité de notre étude, nous tenons à rappeler que nous analysons tous les manuels de 2006 et de 2017 qui sont approuvés par le ministère de l'Éducation, ce qui nous donne des résultats pertinents, sachant que ces manuels sont très souvent ceux utilisés en classe par les enseignants et par les élèves. Notre analyse permet de mieux comprendre l'influence idéologique dans le choix des contenus présents dans les manuels, ce qui peut clairement être utile aux didacticiens de l'histoire se penchant sur les dynamiques d'opposition idéologique et sur les débats entourant l'enseignement de l'histoire au Québec.

Cette étude possède néanmoins des limites. En effet, elle ne montre le portrait de l'affrontement idéologique que sur deux programmes ayant dix années de différence. On ne pourrait ainsi prétendre pleinement saisir l'historique de l'influence du bon-ententisme et du nationalisme sur les manuels d'histoire au Québec en ne lisant que cette étude. Elle offre davantage un regard contemporain sur la question, en étant surtout marquée par la controverse sur l'enseignement de l'histoire ayant eu cours entre 2006 et 2017. Cette analyse est également surtout basée sur une dichotomie opposant bon-ententistes et nationalistes sur des contenus politiques basés

sur les temps forts de la trame nationale. D'autres courants de pensée ont toutefois existé et n'ont pas été abordés, pensons notamment aux historiens Paul-André Linteau ou René Durocher, qui, dans les années 1980, développent une étude de l'histoire basée sur des événements socio-économiques. Le fait d'étudier l'impact de la vision d'autres écoles de pensée développées après la période opposant l'école de Québec et celle de Montréal aurait certainement pu permettre d'obtenir un portrait plus large des influences idéologiques exercées sur les manuels.

CONCLUSION

L'influence du nationalisme et du bon-ententisme sur le domaine de la didactique de l'histoire au Québec n'est plus à prouver (Bouvier, Allard, Aubin et Larouche, 2012; Bouvier et Courtois, 2021). Depuis des décennies, ces deux idéologies rivalisent afin de s'immiscer dans les programmes et les manuels d'histoire. Notre étude permet de confirmer que leur influence est également présente dans les manuels d'histoire associés au programme de 2006 et à celui de 2017. Il en résulte un traitement différencié des événements ayant marqué le développement de la question nationale au Québec et ce qui lui est rattaché, ou non. En 2006, l'influence du bon-ententisme est particulièrement visible, alors que les événements liés de près à la question nationale n'ont droit qu'à une mention ou à un très court portrait, qui détaille rarement les tensions et les violences vécues. On remarque également que les références à la question ou à la trame nationale et au nationalisme sont très rares. Les manuels sont donc influencés par le bon-ententisme, mais sans pour autant se baser complètement sur les thèses de l'école de Québec. En 2017, on assiste à une plus grande présence de la trame nationale et la présentation de certains événements se fait sous l'influence des thèses où le thème de la nation et ce qui en découle n'est plus mis sous le boisseau inconsciemment, pensons-nous, comme en 2006. Ce retour ne se fait toutefois pas aux dépens de l'histoire sociale, qui conserve une place de choix au sein du programme et des manuels, tel que vu ici aussi.

Notre recherche permet de constater l'influence toujours active de ces deux idéologies, mais également de mettre en lumière l'évolution du traitement réservé à des

événements politiques et sociaux qui ont marqué le Québec. Il est clair qu'en raison de l'avenir politique du Québec qui est toujours un sujet chaud et avec d'autres enjeux qui viennent s'ajouter, telle l'intégration de la diversité, les débats sur la façon d'enseigner les moments marquants de notre histoire finiront par reprendre de plus belle, à l'image de ce qu'avance Gérard Bouchard (2023). Le débat ayant entouré le programme de 2006 et sa relative conclusion – pour le moment – vers 2017 nous enseigne des leçons importantes qu'il faudra considérer. En effet, le fait de voir une idéologie influencer grandement la constitution d'un programme n'a pas été bien reçu et c'est justement l'équilibre existant entre les deux écoles historiques dans le programme de 2017 qui fait son succès actuel (*Ibid.*). Les questionnements quant à savoir s'il faudrait traiter plus ou moins d'un événement ou même comment il faut l'aborder continuent d'exister dans les milieux historiques, didactiques et même sur la place publique. Les tenants du nationalisme et du bon-ententisme reviendront à la charge afin de mettre de l'avant leur façon de voir l'histoire. La connaissance du débat entourant l'enseignement de l'histoire au Québec, des idéologies dominantes, mais également de l'impact de ces idéologies sur le contenu qui est finalement transmis aux élèves, notamment dans les manuels, nous permet maintenant d'avoir un regard plus clair sur la situation. Ce regard plus lucide sur la réalité des vingt dernières années dans le monde de l'enseignement de l'histoire nationale au Québec aidera certainement à se positionner lors des prochains débats. Ces derniers sont à peu près inévitables et souvent nécessaires devant l'inéluctable évolution d'une société comme celle du Québec.

BIBLIOGRAPHIE

- Allard, M. « L'enseignement de l'histoire à l'heure du *Document C* », dans Bouvier, F. et Courtois, C.-P. (2021). *L'Histoire nationale du Québec entre bon-ententisme et nationalisme de 1832 à nos jours*. Septentrion. 386 p.
- Archibald, C., & Lambert, M. (2022). Parti québécois. Dans *l'Encyclopédie Canadienne*. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/parti-quebecois>
- Armstrong, E. (1998). *Le Québec et la crise de la conscription, 1917-1918*. Montréal. VLB, 293 p.
- Aubin, P. (1997). *Le manuel scolaire dans l'historiographie québécoise*. Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec. 151 p.
- Bagot, C. (1845). *Rapport sur les affaires des Sauvages au Canada*. Province du Canada. [http://classiques.uqac.ca/classiques/Bagot Charles/Rapport Bagot Francais/Annexe_1844_Commission_Bagot.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/Bagot_Charles/Rapport_Bagot_Francais/Annexe_1844_Commission_Bagot.pdf)
- Beauchemin, J. et Fahmy- Eid, N. (mars 2014) a. *Le sens de l'histoire : Pour une réforme du programme d'histoire et d'éducation à la citoyenneté de 3^e et de 4^e secondaire*. Ministère de L'Éducation, du Loisir et du Sport. <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2341841>
- Beauchemin, J., Fahmy- Eid, N. et Prud'homme, J. (26 et 27 avril 2014) b . « Enseignement de l'histoire. Il faut en finir avec la polarisation et la dénonciation, *Le Devoir*.
- Beaudry, L. (18 août 2015). *Nationalisme francophone au Québec*. L'encyclopédie canadienne. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/nationalisme-francophone-au-quebec>
- Bédard, R., Cardin, J.-F., Brodeur-Girard, S. et Vanasse, C. *Le Québec, Une Histoire à suivre. Volume 1*. Laval, Éditions du Grand Duc, 2007, 242 p.
- Bédard, R., Cardin, J.-F., Brodeur-Girard, S. et Vanasse, C. *Le Québec, Une Histoire à suivre. Volume 2*. Laval, Éditions du Grand Duc, 2007, 552 p.
- Bellavance, M. (1980). Le fédéralisme canadien et les subventions aux universités québécoises. *The Canadian Journal of Higher Education*, Vol. X-2.
- Bernier Cormier, È., Goulet, G., Krysztofiak, V., et Ste-Marie, P. *Chroniques du Québec et du Canada – Des origines à 1840*. Éditions du nouveau pédagogique inc. (ERPI), 2018, 483 p.

- Bernier Cormier, È., Goulet, G., Krysztofiak, V. et Ste-Marie, P. *Chroniques du Québec et du Canada – 1840 à nos jours*. Éditions du renouveau pédagogique inc. (ERPI), 2017, 608 p.
- Bock, M. (2004). *Quand la nation débordait des frontières. Les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*. Éditions Hurtubise. 454 p.
- Boily, F. (2022). Parti libéral du Québec (PLQ). Dans *l'Encyclopédie Canadienne*. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/parti-liberal-du-quebec>
- Bouchard, G. (2011). « Qu'est-ce que l'interculturalisme ? / What is Interculturalism? » *Revue de droit de McGill*, 56(2), 395–468. <https://doi.org/10.7202/1002371ar>
- Bouchard, G. (2023). *Pour l'histoire nationale*. Boréal. 396 p.
- Boudreau, P. et Perron, C. (2011). *Lexique de science politique*. Chenelière éducation. 210 p.
- Bouvier, F. (2008). *Bilan du débat relatif au programme Histoire et éducation à la citoyenneté du deuxième cycle de l'ordre d'enseignement secondaire qui a eu cours au Québec en 2006-2007*. Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, Ministère du conseil exécutif, Québec <https://numerique.banq.gc.ca/patrimoine/details/52327/66305>
- Bouvier, F., Allard, M., Aubin P. et Larouche, M.-C. (dir.) (2012). *L'histoire nationale du Québec, regards sur deux siècles d'enseignement*. Septentrion. 552 p.
- Bouvier, F. et Courtois, C.-P. (2021). *L'Histoire nationale du Québec, entre bon-ententisme et nationalisme, de 1832 à nos jours*. Septentrion. 386 p.
- Bouvier, F. et Sarra-Bournet, M. (dir.). (2008). *L'enseignement de l'histoire au début du XXIe siècle au Québec*. Septentrion. 180 p.
- Bouvier, L. (2002). *Les Sacrifiés de la bonne entente. Histoire des francophones du Pontiac*. L'Action nationale. 304 p.
- Boyko, J., & McIntosh, A. (2021). Scandale des programmes de commandites. Dans *l'Encyclopédie Canadienne*. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/scandale-des-programme-de-commandites>

- Brodeur-Girard, S., Carrière, S., Laverdière, M.-H., Vanasse, C., Beauchamp, B. et Carrier, M. *Le Québec, Une Histoire à construire. Population et peuplement, Économie et développement*. Laval, Éditions du Grand Duc, 2008, 330 p.
- Brodeur-Girard, S., Carrière, S., Laverdière, M.-H., Vanasse, C., Beauchamp, B. et Carrier, M. *Le Québec, Une Histoire à construire. Culture et mouvements de pensée, Pouvoir et pouvoirs, Un enjeu de société du présent*, Éditions du Grand Duc, 2008, 421 p.
- Brunet, M. (1968). *Québec-Canada anglais, deux itinéraires, un affrontement*. HMH, 309 p.
- Buckner, P. (2020). Rébellion du Bas-Canada (La guerre des patriotes). Dans *l'Encyclopédie Canadienne*. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/rebellion-du-bas-canada>
- Bureau, A. « Les premiers manuels d'histoire nationale (1830 à 1905) : la prépondérance de la bonne-entente », dans Bouvier, F. et Courtois, C.-P. (2021a). *L'Histoire nationale du Québec entre bon-ententisme et nationalisme de 1832 à nos jours*. Septentrion. 386 p.
- Bureau, A. « Consolidation et opposition des écoles historiographiques de Montréal et de Québec : regard sur les manuels scolaires de 1966 à 2006 », dans Bouvier, F. et Courtois, C.-P. (2021b). *L'Histoire nationale du Québec entre bon-ententisme et nationalisme de 1832 à nos jours*. Septentrion. 386 p.
- Campeau, F., Lavoie, R., Fortin, S. et Parent, A. *Mémoire.qc.ca – Des origines à 1840*. Chenelière éducation, 2017, 320 p.
- Castonguay, R. (1998). Un bluff politique. 1917 : La motion Francoeur. *Cap-aux-Diamants*, (53), 22–24.
- Chapais, T. (1919). *Cours d'histoire du Canada*. J.-P. Garneau, 350 p.
- Charlebois, E. (Avril 2012). *Causes de la pérennité du manuel scolaire québécois au secondaire, dans un contexte de mutation des temporalités favorisée par l'essor des technologies de l'information et des communications*. [mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal]. Archipel UQAM. <https://archipel.uqam.ca/4820/1/M12477.pdf>
- Charrette, J., Déry, C., Jean, G., N. Fortier, S. et Rousseau, L.-P.. *Périodes Histoire du Québec et du Canada De 1840 à nos jours*. Les Éditions CEC inc., 2017, 493 p.

- Charrette, J., Jean, G., N. Fortier, S., Péloquin, K. et Rousseau, L.-P.. *Périodes Histoire du Québec et du Canada Des origines à 1840*. Les Éditions CEC inc., 2018, 496 p.
- Comeau, R. (1987). *Maurice Séguin, historien du pays québécois vu par ses contemporains suivis de : Les normes de Maurice Séguin*. VLB Éditeur. 307 p.
- Comeau, R. et Lavallée, J. (dir.). (2006). *L'historien Maurice Séguin : théoricien de l'indépendance et penseur de la modernité québécoise*. Septentrion. 188 p.
- Corbo, C. (6 octobre 2005). Le fédéral et les universités: des alliés naturels. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/91958/le-federal-et-les-universites-des-allies-naturels>
- Cornellier, L. (23 août 2014). La Résistance française est-elle un mythe?. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/416506/la-resistance-francaise-est-elle-un-mythe>
- Courtois, C.-P. (2009a). *La Conquête : Une anthologie*. Éditions TYPO. 488 p.
- Courtois, C.-P. (2009b). *Le nouveau cours d'histoire du Québec au secondaire : l'école québécoise au service du multiculturalisme canadien?*. Institut de recherche sur le Québec. 49 p. <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/4306183?docref=2wv461HaggIr9gYAkDYhZO&docsearchtext=Passer%20%C3%A0%20l%27avenir%20L%C3%A9tourneau>
- Courtois, C.-P. (2017). *Lionel Groulx, le penseur le plus influent de l'histoire du Québec*. Montréal. Les éditions de l'Homme. 575 p.
- Dalongeville, A., Bachand, C.-A., Demers, S., Jean, G. et Poirier, P. *Présences, Manuel de l'élève, 1ere année du 2e cycle du secondaire. Volume 1*. Anjou, Les Éditions CEC inc., 2007, 236 p.
- Dalongeville, A., Bachand, C.-A., Demers, S., Jean, G. et Poirier, P. *Présences, Manuel de l'élève, 1ere année du 2e cycle du secondaire. Volume 2*. Anjou, Les Éditions CEC inc., 2007, 326 p.
- Dalongeville, A., Bachand, C.-A., Demers, S., Jean, G. et Poirier, P. *Présences, Manuel de l'élève, 2e année du 2e cycle du secondaire, Volume 1, Population et peuplement, Économie et développement*. Anjou, Les Éditions CEC inc., 2008, 196 p.

- Dalongeville, A., Bachand, C.-A., Demers, S., Jean, G. et Poirier, P. *Présences, Manuel de l'élève, 2e année du 2e cycle du secondaire, Volume 2, Culture et mouvement de pensée, Pouvoir et pouvoir, Un enjeu de société du présent*. Anjou, Les Éditions CEC inc., 2008, 228 p.
- David, L.-O. (1884). *Les Patriotes de 1837-1838*. Montréal, Eusèbe Sénécal et Fils, 297 p.
- Deschênes, G. (2021). *L'Année des Anglais*. Septentrion. 160 p.
- Dion, J., Hains, J., Ross A. et Collin-Vézina, D. (2016). Pensionnats autochtones : impact intergénérationnel. *Enfances, Familles, Générations*, (25). <https://doi.org/10.7202/1039497ar>
- Dorais, F.-O. (2022). *L'école historique de Québec, une histoire intellectuelle*. Boréal. 494 p.
- Dupuis-Déri, F. et Éthier, M.-A. (dir.) (2016). *La guerre culturelle des conservateurs québécois*. St-Joseph-du-Lac, M éditeur, 224 p.
- Éthier, M.-A., Boutonnet, V., Demers, S., Lefrançois, D., Yelle, F. et Déry, C. (2017). *Quel sens pour l'histoire? Analyse et critique du nouveau programme d'histoire du Québec et du Canada*. M Éditeur. 112 p.
- Fecteau, J.-M. (2011). Histoire politique et histoire nationale au Québec. *L'Action nationale*. Vol. CI (no 9-10). 210-239
<https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/3532072?docsearchtext=Histoire%20politique%20et%20histoire%20nationale%20au%20Ou%C3%A9bec>
- Fondation Pierre Elliott Trudeau (2023). Jocelyn Létourneau. <https://www.fondationtrudeau.ca/membre/jocelyn-letourneau>
- Fortin, M.-F. et Gagnon, J. (2022). *Fondements et étapes du processus de recherche, Méthodes quantitatives et qualitatives*. Chenelière éducation. 496 p.
- Fortin, S., Ladouceur, M., Larose, S. et Rose, F. *Fresques Histoire et éducation à la citoyenneté 2e cycle du secondaire, 1re année. Manuel de l'élève A*. Montréal, Graficor Chenelière éducation, 2007, 239 p.

- Fortin, S., Ladouceur, M., Larose, S. et Rose, F. *Fresques Histoire et éducation à la citoyenneté 2e cycle du secondaire, 1re année*. Manuel de l'élève B. Montréal, Graficor Chenelière éducation, 2007, 326 p.
- Fortin, S., Lavoie, R., Lapointe, D. et Parent, A. *Mémoire.qc.ca – De 1840 à nos jours*. Chenelière éducation, 2018, 430 p.
- Frégault, G. (1955). *La Guerre de la Conquête*. Fides. 514 p.
- Gagnon, F. (2021). Refus global. Dans *l'Encyclopédie Canadienne*. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/refus-global>
- Garneau, F.-X. (1845). *Histoire du Canada depuis sa découverte jusqu'à nos jours*. Tome 1. Imprimerie N. Aubin. 558 p.
- Gérard, F. et Roegiers, X. (2009). *Des manuels scolaires pour apprendre: Concevoir, évaluer, utiliser*. De Boeck Supérieur. <https://doi.org/10.3917/dbu.gerar.2009.01>
- Gerard, F.-M. et Roegiers, X. (2009). *Des manuels scolaires pour apprendre : concevoir, évaluer, utiliser*. Éditions de Boeck Université. 422 p.
- Gervais, L.-M. (7 mars 2013). Enseigner une histoire « orientée »?. *Le Devoir*.
- Gomery, J. (2005). Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires. Conseil privé. <https://publications.gc.ca/site/fra/9.683017/publication.html>
- Granatstein, J., & Jones, R. (2022). Conscription au Canada. Dans *l'Encyclopédie Canadienne*. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/conscription>
- Graveline, P. (dir.) (2013). *Dix journées qui ont fait le Québec*. VLB Éditeur. 262 p.
- Greer, A. (1998). *Brève histoire des peuples de la Nouvelle-France*. Boréal. 162 p.
- Groulx, L. (1920). *Lendemain de Conquête*. Bibliothèque de l'Action française. 235 p.
- Groulx, L. (1943). *Pourquoi nous sommes divisés*. Les éditions de l'Action nationale. 42 p.
- Hamelin, J. (1960). *Économie et Société en Nouvelle-France*. Presses de l'Université Laval. 137 p.

- Hanahem, S. (2023). *L'affaire Guibord : un enterrement controversé*. Bibliothèque et archives nationales du Québec. <https://www.banq.qc.ca/explorer/articles/laffaire-guibord-enterrement-controverse/>
- Hocq, C. (2005). *Dictionnaire d'histoire politique du XXe siècle*. Ellipses. 1052 p.
- Horguelin, C., Ladouceur, M., Lord, F. et Rose, F. *Fresques Histoire et éducation à la citoyenneté 2e cycle du secondaire, 2e année. Manuel de l'élève Tome 1*. Montréal, Graficor Chenelière éducation, 2008, 334 p.
- Horguelin, C., Ladouceur, M., Lord, F. et Rose, F. *Fresques Histoire et éducation à la citoyenneté 2e cycle du secondaire, 2e année. Manuel de l'élève Tome 2*. Montréal, Graficor Chenelière éducation, 2009, 302 p.
- Hudon, R. (2017). Référendum du Québec (1980). Dans *l'Encyclopédie Canadienne*. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/referendum-du-quebec-1980>
- Jedwab, J. (2020). Multiculturalisme. Dans *l'Encyclopédie Canadienne*. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/multiculturalisme>
- Joyal, R. (2023). *L'Appel de l'Ouest, La Vérendrye, Louis Riel et leurs intrépides compagnons*. Septentrion. 146 p.
- Laing, G., & Cooper, C. (2019). Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Dans *l'Encyclopédie Canadienne*. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/commission-royale-denquete-sur-le-bilinguisme-et-le-biculturalisme>
- Lamarre, J. (1993). *Le devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet (1944-1969)*. Le Septentrion. 561 p.
- Lambton, J. G. (1839). *Rapport sur les affaires de l'Amérique du Nord britannique*. Dans Bertrand, D. et Desbiens, A. (1969) *Le Rapport Durham*. Les Éditions Sainte-Marie.
http://classiques.ugac.ca/classiques/Lambton_John_George_Lord_Durham/Le_Rapport_Durham/Le_Rapport_Durham.pdf
- Lanoix, A. (2007). *Historica et compagnie : l'enseignement de l'histoire au service de l'unité canadienne, 1867-2007*. Montréal. Lux. 143 p.
- Lanoix, A. (Octobre 2015). *Finalités de l'enseignement de l'histoire et nation dans les représentations sociales des enseignants d'histoire du Québec au secondaire*.

[Thèse de doctorat, Université de Montréal].
https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/13508/lanoix_alexandre_2015_these.pdf?sequence=4&isAllowed=y

Lanoix, A. (Octobre 2015). *Finalités de l'enseignement de l'histoire et nation dans les représentations sociales des enseignants d'histoire du Québec au secondaire*. [Thèse de doctorat, Université de Montréal].
https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/13508/lanoix_alexandre_2015_these.pdf?sequence=4&isAllowed=y

Laporte, G. (2015). *Brève histoire des Patriotes*. Septentrion, 368 p.

Lauzon, M.-A. et Mallette, B. *MisÀjour Histoire. Histoire du Québec et du Canada, 3e secondaire*, Éditions Grand Duc, 2016, 164 p.

Lauzon, M.-A. *MisÀjour Histoire. Histoire du Québec et du Canada, 4e secondaire*, Éditions Grand Duc, 2017, 256 p.

Laville, C. et Dagenais, M. (29 août 2016). « Il y a encore place à l'amélioration ». *La Presse*.

Laville, C. (2 mai 2006). Un cours d'histoire pour notre époque. *Le Devoir*.
<https://www.ledouvoir.com/non-classe/108098/un-cours-d-histoire-pour-notre-epoque>

Lavoie, Y. (1978). *L'émigration des Québécois aux États-Unis de 1840 à 1930*. Éditeur officiel. 58 p.

Lebrun, M. (dir.). (2006). *Le manuel scolaire, un outil à multiples facettes*. Les Presses de l'Université du Québec. 334 p.

Lebrun, M. (dir.). (2007). *Le manuel scolaire d'ici et d'ailleurs, d'hier à demain*. Les Presses de l'Université du Québec. 131 p.

Lefrançois, D.; Éthier, M.-A. et Demers, S. (2010). « Le traitement des autochtones, des anglophones et des francophones dans les manuels d'Histoire et éducation à la citoyenneté au secondaire: une analyse critique et comparative ». *Traces*, 48 (3), 37-42

Lemieux, O. (2021). *Genèse et legs des controverses liées aux programmes d'histoire du Québec (1961-2013)*. Les Presses de l'Université Laval. 186 p.

Lemieux, O., Abdoulaye, A. et Bélanger, I. (2017). L'analyse de contenu, une voie en or pour l'analyse des politiques éducatives? Étude de cas du programme

- d'Histoire et éducation à la citoyenneté et de sa controverse. *Canadian Journal of Education*, 40 (3), p. 302 à 328 <https://journals.sfu.ca/cje/index.php/cje-rce/article/view/2552/2446>
- Leray, C. et Bourgeois, I. (2016). L'analyse de contenu. Dans Gauthier, B. et Bourgeois, I. (dir.), *Recherche sociale : De la problématique à la collecte de données* (6^e éd., p. 427-453). Presses de l'Université du Québec.
- Lévesque, R. (1968). *Option Québec*. Les Éditions de l'Homme. 173 p.
- Martineau, M. E. J. (23 novembre 2022). Le multiculturalisme : regards croisés autour d'un concept. *Concepts et savoir*. <https://apropos.erudit.org/concepts-multiculturalisme/>
- Maheux, A. (1941). *Ton histoire est une épopée : Nos débuts sous le régime anglais*. Charier & Dugal, 212 p.
- Maheux, A. (1943). « *Pourquoi sommes-nous divisés?* ». Radio-Canada. 217 p.
- McIntosh, A., & Cooper, C. (2020). Crise d'Octobre. Dans *l'Encyclopédie Canadienne*. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/crise-doctobre>
- MEES. (2017). *Histoire du Québec et du Canada : troisième et quatrième secondaire*. https://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/PFEO/histoireQuebecCanada.pdf
- MELS. (2007). *Programme de formation de l'école québécoise*. Enseignement secondaire, Histoire et éducation à la Citoyenneté au deuxième cycle du secondaire. Gouvernement du Québec: Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.
- Ménard-Suarez, J. (2021). *L'Acte d'Union : le gouvernement Melbourne face à la crise des Canadas 1837-1841*. [Thèse de doctorat, Université du Québec à Trois-Rivières]. Dépôt-E.UQTR. <https://depot-e.uqtr.ca/id/eprint/9875/1/eprint9875.pdf>
- MEQ. (2023). *Ensembles didactiques Histoire du Québec et du Canada*. <http://www1.education.gouv.qc.ca/bamd/index.asp>
- Miller, J. (2023). Pensionnats autochtones au Canada. Dans *l'Encyclopédie Canadienne*. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/pensionnats>
- Moran, R. (2020). Commission de vérité et réconciliation du Canada. Dans *l'Encyclopédie Canadienne*. Repéré à

<https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/commission-de-verite-et-reconciliation-du-canada>

Monet, S.J. (2019). L'Acte d'Union. Dans *l'Encyclopédie Canadienne*. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/lacte-dunion>

Nadeau, J.-F. (15 avril 2016). « Riel, notre frère, est mort ». *Le Devoir*.

Nadeau, J. (novembre 2016). Le nouveau cours d'histoire déplaît aux écoles anglophones. *Le Devoir*.

Nadeau, J.-F. (2-3 mai 2020). L'histoire du Québec sous le regard de Jocelyn Létourneau. *Le Devoir*. p. 20.

Office québécois de la langue française. (2004). Manuel scolaire. <https://vitrinelinguistique.oqlf.gouv.qc.ca/fiche-gdt/fiche/2068918/manuel-scolaire>

Ouellet, F. (1966). *Histoire économique et sociale du Québec 1760-1850*. Fides. 639 p.

Pellerin, F. et Vigneault, G. Dans Legault, F. (réalisateur). (2016). *Le goût d'un pays*. [Documentaire]. Zone 3.

Pelletier, R. (1972). Le militant du R.I.N. et son parti. *Recherches sociographiques*, 13(1), 41–72. <https://doi.org/10.7202/055558ar>

Philpot, R. (2005). *Le référendum volé*. Intouchables. 210 p.

Pilon, G. (2006). Un penseur salué par les fédéralistes. *Le Journal de Montréal*. P. 13

Poisson, Y. (1983). L'approche qualitative et l'approche quantitative dans les recherches en éducation. *Revue des sciences de l'éducation*, 9(3), 369–378. <https://doi.org/10.7202/900420ar>

Radio-Canada (30 août 2022). Le grand projet de nationalisation de l'électricité de 1962. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1052687/nationalisation-electricite-quebec-revolution-tranquille-archives>

Rauline, N. et Conesa, E. (8 septembre 2017). Eric Foner : « Il faut parler de l'héritage que l'esclavage a laissé dans notre société ». *Les Echos*. <https://www.lesechos.fr/2017/09/eric-foner-il-faut-parler-de-lheritage-que-l'esclavage-a-laisse-dans-notre-societe-176282>

- Rioux, C. (2008). « Une école hantée par le présent peut-elle encore faire de l'histoire », dans Bouvier, F. et Sarra-Bournet, M. (dir.). (2008). *L'enseignement de l'histoire au début du XXI^e siècle au Québec*. Septentrion. 180 p.
- Robitaille, A. (2006, 27 avril). Cours d'histoire épurés au secondaire, Québec songe à un enseignement « moins politique », non national et plus « pluriel ». *Le Devoir*.
- Roby, Y. (1987). « Les Canadiens français des États-Unis (1860-1900) : dévoyés ou missionnaires ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 41(1), 3–22. <https://doi.org/10.7202/304520ar>
- Rudin, R. (2005). *L'histoire dans les rues de Québec : la célébration de Champlain et de Mgr de Laval 1878-1908*. Les Presses de l'Université Laval. 316 p.
- Sarra-Bournet, M., Bourdon, Y., Bégin, Y. et Gélinas, F. *Repères, Histoire et éducation à la citoyenneté, Manuel de l'élève, 2^e année du 2^e cycle*. Saint-Laurent, Éditions du renouveau pédagogique, 2008, 399 p.
- Séguin, M. (1968). *L'idée d'indépendance au Québec : Genèse et historique*. Éditions Boréal Express. 66 p.
- Séguin, M. (1997). *Histoire des deux nationalismes au Canada*. Guérin. 455 p.
- Sicotte, A.-M. (2016). *Histoire inédite des Patriotes : Un peuple libre en images*. Fides. 440 p.
- Sprague, D. (2023). La Révolution américaine et le Canada. Dans *l'Encyclopédie Canadienne*. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/revolution-americaine-invasion-au-canada>
- Stevenson, G. (2023). Le fédéralisme au Canada. Dans *l'Encyclopédie Canadienne*. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/federalisme>
- Sweeny, A. (2021). Sir George-Étienne Cartier. Dans *l'Encyclopédie Canadienne*. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/sir-george-etienne-cartier>
- Thibeault, A. et Charland, J.-P. *Repères, Histoire et éducation à la citoyenneté, Manuel de l'élève B, 1^{re} année du 2^e cycle*. Saint-Laurent, Éditions du renouveau pédagogique, 2007, 312 p.

- Thibeault, A., Charland, J.-P. et Ouellet, N. *Repères, Histoire et éducation à la citoyenneté, Manuel de l'élève A, 1re année du 2e cycle*. Saint-Laurent, Éditions du renouveau pédagogique, 2007, 216 p.
- Turner, H. (2013). Guibord, affaire. Dans *l'Encyclopédie Canadienne*. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/guibord-affaire>
- Trudel, M. (2001). *Mythes et réalités dans l'histoire du Québec*. Hurtubise HMH. 350 p.
- Vargas, C. « Les manuels scolaires : imperfections nécessaires, imperfections inhérentes et imperfections contingentes ». dans Lebrun, M. (2006). *Le manuel scolaire : un outil à multiples facettes*. Les Presses de l'Université du Québec. 352 p.
- Verdelhan-Bourgade, M., Bakhouché, B., Boutan, P. et Étienne, R. (2007). *Les manuels scolaires, miroirs de la nation?*. L'Harmattan. 298 p.
- Vermette, D. (2021). Franco-Américains. Dans *l'Encyclopédie Canadienne*. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/franco-americains>
- Wagnon, S. (2019). Introduction. Le manuel scolaire, un objet-frontière?. Dans Wagnon, S. (dir.), *Le manuel scolaire, objet d'étude et de recherche : enjeux et perspectives*. Peter Lang SA, Éditions scientifiques internationales. 310 p.

APPENDICE A
GRILLE D'ANALYSE

1. Informations générales	
Référence	
Programme d'attache	<input type="checkbox"/> <i>Histoire et éducation à la citoyenneté 2006</i> <input type="checkbox"/> <i>Histoire du Québec et du Canada 2017</i>
Niveau scolaire	<input type="checkbox"/> 3 ^e secondaire <input type="checkbox"/> 4 ^e secondaire
2. Événements à analyser	
<input type="checkbox"/> La Conquête (défaite) de 1760	
Pages réservées au sujet : p. à	
Total :	
Type d'événement	<input type="checkbox"/> Événement majeur dans le développement de la nation <input type="checkbox"/> Événement marqué par le nationalisme <input type="checkbox"/> Événement comparatif
Thèmes abordés	<input type="checkbox"/> Causes <input type="checkbox"/> Déroulement des événements <input type="checkbox"/> Conséquences positives (Conquête providentielle) <input type="checkbox"/> Conséquences négatives (Conquête catastrophe)
Précisions :	
<input type="checkbox"/> La création des pensionnats autochtones 1831	
Pages réservées au sujet : p. à	
Total :	
Type d'événement	<input type="checkbox"/> Événement majeur dans le développement de la nation <input type="checkbox"/> Événement marqué par le nationalisme <input type="checkbox"/> Événement comparatif
Thèmes abordés	<input type="checkbox"/> Les visées assimilatrices du gouvernement <input type="checkbox"/> Les méthodes utilisées pour accomplir ces visées
Précisions :	
<input type="checkbox"/> Les Rébellions des Patriotes de 1837-1838	
Pages réservées au sujet : p. à	
Total :	
Type d'événement	<input type="checkbox"/> Événement majeur dans le développement de la nation <input type="checkbox"/> Événement marqué par le nationalisme <input type="checkbox"/> Événement comparatif
Thèmes abordés	<input type="checkbox"/> Causes <input type="checkbox"/> Déroulement des événements

	<input type="checkbox"/> La place centrale du nationalisme dans le combat des Patriotes <input type="checkbox"/> La déclaration d'indépendance du Bas-Canada et son aspect avant-gardiste <input type="checkbox"/> Conséquences (notamment les répressions des Britanniques)
Précisions :	
<input type="checkbox"/> L'Acte d'Union de 1840	
Pages réservées au sujet : p. à	
Total :	
Type d'événement	<input type="checkbox"/> Événement majeur dans le développement de la nation <input type="checkbox"/> Événement marqué par le nationalisme <input type="checkbox"/> Événement comparatif
Thèmes abordés	<input type="checkbox"/> Causes <input type="checkbox"/> Conséquences <input type="checkbox"/> Visées assimilatrices envers les Canadiens français <input type="checkbox"/> Explique la constitution et comment elle minorise les Canadiens français
Précisions :	
<input type="checkbox"/> Exode des Canadiens français 1840-1930	
Pages réservées au sujet : p. à	
Total :	
Type d'événement	<input type="checkbox"/> Événement majeur dans le développement de la nation <input type="checkbox"/> Événement marqué par le nationalisme <input type="checkbox"/> Événement comparatif
Thèmes abordés	<input type="checkbox"/> Causes <input type="checkbox"/> Conséquences <input type="checkbox"/> Nombre d'émigrants
Précisions :	
<input type="checkbox"/> La Confédération de 1867	
Pages réservées au sujet : p. à	
Total :	
Type d'événement	<input type="checkbox"/> Événement majeur dans le développement de la nation <input type="checkbox"/> Événement marqué par le nationalisme <input type="checkbox"/> Événement comparatif

Thèmes abordés	<input type="checkbox"/> Causes <input type="checkbox"/> Conséquences <input type="checkbox"/> Séparation des pouvoirs entre fédéral et provincial <input type="checkbox"/> L'opposition entre centralisation et décentralisation
Précisions :	
<input type="checkbox"/> L'Affaire Guibord 1869	
Pages réservées au sujet : p. à	
Total :	
Type d'événement	<input type="checkbox"/> Événement majeur dans le développement de la nation <input type="checkbox"/> Événement marqué par le nationalisme <input type="checkbox"/> Événement comparatif
Thèmes abordés	<input type="checkbox"/> Causes <input type="checkbox"/> Conséquences <input type="checkbox"/> Déroulement des événements <input type="checkbox"/> L'opposition idéologique entre ultramontains et anticléricaux
Précisions :	
<input type="checkbox"/> Les soulèvements des Métis de 1869 et de 1885	
Pages réservées au sujet : p. à	
Total :	
Type d'événement	<input type="checkbox"/> Événement majeur dans le développement de la nation <input type="checkbox"/> Événement marqué par le nationalisme <input type="checkbox"/> Événement comparatif
Thèmes abordés	<input type="checkbox"/> Causes <input type="checkbox"/> Conséquences <input type="checkbox"/> Opposition entre Canadiens français et Canadiens anglais <input type="checkbox"/> La montée du nationalisme au Québec à la suite de la pendaison de Riel
Précisions :	
<input type="checkbox"/> La Conscription de 1917	
Pages réservées au sujet : p. à	
Total :	
Type d'événement	<input type="checkbox"/> Événement majeur dans le développement de la nation <input type="checkbox"/> Événement marqué par le nationalisme

	<input type="checkbox"/> Événement comparatif
Thèmes abordés	<input type="checkbox"/> Causes <input type="checkbox"/> Conséquences <input type="checkbox"/> Opposition entre Canadiens français et Canadiens anglais <input type="checkbox"/> Manifestation et morts à Québec
Précisions :	
<input type="checkbox"/> Le refus global 1948	
Pages réservées au sujet : p. à	
Total :	
Type d'événement	<input type="checkbox"/> Événement majeur dans le développement de la nation <input type="checkbox"/> Événement marqué par le nationalisme <input type="checkbox"/> Événement comparatif
Thèmes abordés	<input type="checkbox"/> Causes <input type="checkbox"/> Conséquences <input type="checkbox"/> Opposition idéologique entre progressisme et conservatisme
Précisions :	
<input type="checkbox"/> Nationalisation de l'hydroélectricité 1962	
Pages réservées au sujet : p. à	
Total :	
Type d'événement	<input type="checkbox"/> Événement majeur dans le développement de la nation <input type="checkbox"/> Événement marqué par le nationalisme <input type="checkbox"/> Événement comparatif
Thèmes abordés	<input type="checkbox"/> Causes <input type="checkbox"/> Conséquences <input type="checkbox"/> La place du nationalisme dans ce processus
Précisions :	
<input type="checkbox"/> La Crise d'octobre de 1970	
Pages réservées au sujet : p. à	
Total :	
Type d'événement	<input type="checkbox"/> Événement majeur dans le développement de la nation <input type="checkbox"/> Événement marqué par le nationalisme <input type="checkbox"/> Événement comparatif
Thèmes abordés	<input type="checkbox"/> Causes

	<input type="checkbox"/> Conséquences <input type="checkbox"/> Les actes du FLQ <input type="checkbox"/> Le manifeste du FLQ <input type="checkbox"/> La Loi des mesures de guerre <input type="checkbox"/> Les arrestations arbitraires
Précisions :	
<input type="checkbox"/> Le référendum de 1995	
Pages réservées au sujet : p. à	
Total :	
Type d'événement	<input type="checkbox"/> Événement majeur dans le développement de la nation <input type="checkbox"/> Événement marqué par le nationalisme <input type="checkbox"/> Événement comparatif
Thèmes abordés	<input type="checkbox"/> Causes <input type="checkbox"/> Conséquences <input type="checkbox"/> Les partis et les politiciens en présence <input type="checkbox"/> Le résultat serré <input type="checkbox"/> Le discours de Parizeau <input type="checkbox"/> Les pratiques illégales du camp du Non
Précisions :	

APPENDICE B
TABLEAU DES ÉVÉNEMENTS SÉLECTIONNÉS

Numéro	Nom et année de l'événement
1	La Conquête de 1760
2	La mise en place des pensionnats autochtones en 1831
3	Les Rébellions des Patriotes de 1837-1838
4	L'Acte d'Union de 1840
5	L'exode des Canadiens français de 1840 à 1930
6	L'Acte d'Amérique du Nord britannique de 1867
7	L'Affaire Guibord de 1869
8	Les soulèvements des Métis de 1869 et de 1885
9	La Crise de la conscription de 1917
10	La publication du <i>Refus global</i> en 1948
11	La nationalisation de l'hydroélectricité en 1962
12	La crise d'Octobre de 1970
13	Le référendum de 1995